

**GILBERT
COLLARD**

**DICTIONNAIRE
DE
LA LANGUE
DE
CON**



**MES DÉFINITIONS
ANTI-LANGUE
DE BOIS**

l'Archipel

DICTIONNAIRE
DE LA LANGUE DE CON

DU MÊME AUTEUR

- Les Dérives judiciaires: et si ça vous arrivait?*, Eyrolles, 2011.
- Mon dictionnaire des erreurs judiciaires*, Plon, 2010.
- L'Art de s'exprimer en public*, Presses de la Renaissance, 2010.
- Avocat de l'impossible, entretiens avec Christian-Louis Éclimont*, Hors Collection, 2010.
- Les États généraux de la justice*, Scali, 2007.
- L'Étrange Affaire Alègre, avec Édouard Martial*, Éditions du Rocher, 2005.
- Sœur Emmanuelle, la chiffonnière du ciel, avec sœur Sara*, Presses du Châtelet, 2004.
- Assasint. Jacques Fesch, l'histoire du bon larron moderne*, Presses de la Renaissance, 2003.
- Affaires médicales, la vérité, avec Dominique-Michel Courtois*, Jacques-Marie Laffont éditeur, 2002.
- La Loi de 1901 racontée aux Français*, Les presses du management, 2001.
- Les Meilleures Perles de la justice, avec Denis Trossero, Michel Lafon*, 2001.
- Cent Mille Éclairs dans la nuit, avec Gilles Van Grasdorff*, Presses de la Renaissance, 1999.
- Les Contes immoraux du rapport de la Cour des comptes*, Michel Lafon, 1998.
- Les Grandes Erreurs judiciaires du passé*, Tallandier/Historia, 1997.
- Un cimetière sous la lune, roman sur une profanation, avec Jean-Charles Deniau, Michel Lafon*, 1996.
- Voltaire, l'affaire Calas et nous*, Les Belles Lettres, 1994.
- Le Désordre judiciaire*, Les Belles Lettres, 1994.
- J'irai plaider sur vos tombes, entretien avec Bernard Pascuito, Michel Lafon*, 1993.
- La Prière des juifs. Justice d'après-guerre: l'affaire Mis et Thiénot*, Denoël, 1991.
- Jobic, le prétexte*, Bernard Barrault éditeur, 1989.
- En danger de justice*, Denoël, 1987.
- Le Psychiatre, le Juge et son fou*, Mediprint, 1981.

GILBERT COLLARD

**DICTIONNAIRE
DE
LA LANGUE
DE
CON**

l'Archipel

Pour suivre et retrouver Gilbert Collard :

www.gilbertcollard.fr

[Tweeter@gilbertcollard](https://twitter.com/Tweeter@gilbertcollard)

Notre catalogue est consultable à l'adresse suivante :

www.editionsarchipel.com

Éditions de l'Archipel,
34, rue des Bourdonnais
75001 Paris.

ISBN 978-2-8098-1670-9

Copyright © L'Archipel, 2015.

*Qu'on ait vingt ans, qu'on soit grand-père,
Quand on est con, on est con...*
(Georges Brassens)

Avant-propos

Freud disait que si l'on cède sur les mots, on finit par céder sur les choses.

On l'a bien vu sous la Terreur, où les mots imposèrent leur réalité : plus de dimanche, plus de noms de saints pour les villes et villages, pour le calendrier, plus de roi dans les jeux de cartes, plus de prénoms chrétiens, plus de crèches, plus de croix sur les tombes, des funérailles laïques...

La peur des mots rôdait comme elle rôde aujourd'hui. *Tristes tropiques* serait passible des tribunaux et Rabelais offusquerait les chochottes pénitenciers du parler policier. Comme le professait l'effroyable Fouché dans un discours prononcé à la tribune de la société populaire de Nantes en décembre 1791 : « Prêter serment, c'est se soumettre à changer de langage. » Quant à Hébert, le fondateur du *Père Duchesne*, il inventait le vocabulaire des sans-culottes : « Victoire ! Foutre ! Victoire ! Aristocrates, vous allez manger du fromage. »

Depuis des années, la société française flotte, sans s'en rendre compte, sur un bassin sémantique contraignant chacun, ou presque, à porter autour de la taille la même bouée du conformisme langagier.

Cette tyrannie des mots était jusqu'alors l'apanage de régimes eux-mêmes tyranniques : la Terreur, le nazisme,

le communisme, le maoïsme, le maccarthysme, le castrisme, tous castrateurs de langue libre. Cette paralysie idéologique de la liberté du langage s'exerce aujourd'hui, hélas, dans notre régime démocratique.

Nous ne sommes plus dans le « réel réel », mais dans un univers faussement consensuel et en réalité féroce doctrinaire, construit par des mots le plus souvent issus d'un vocabulaire politiquement correct de gauche. Or, imposer ses mots, c'est imposer ses idées.

Culture de l'excuse pour les « victimes » : on n'est pas un jeune voyou, on est un « jeune » tout court ; on n'est pas clandestin, on est « sans-papier » ; on n'est pas toxicomane, on est « usager de drogue »...

Dénigrement systématique pour les « oppresseurs » : contestation = « stigmatisation » ; contrôle d'identité = « chasse au faciès » ; remise en cause des choix migratoires = « xénophobie »...

D'un côté, les gentils « indignés » – forcément emprunts de « dignité », d'« humanisme » et d'esprit de « justice » –, de l'autre, les méchants « protestataires » ou « populistes » – forcément « dogmatiques », « intolérants », voire « extrémistes »...

Ce poids des mots fait plier dans les têtes la vérité et la réalité. Lesquelles sont pourtant intangibles : un homme de ménage cesse-t-il d'être un homme de ménage parce qu'on l'appelle « technicien de surface » ? Un aveugle d'être un aveugle parce qu'on l'appelle « non-voyant » ? Une cité de banlieue d'être une cité de banlieue parce qu'on l'appelle « quartier » ? Une communauté d'origine étrangère d'être une communauté d'origine étrangère parce qu'on l'appelle « minorité visible » ?

Tous les domaines de la vie politique, sociale, morale, économique ou sexuelle sont touchés par cette perversion carnavalesque, mais ô combien inquiétante, de notre langage.

On ne pense plus, on répète des mots dont le véritable sens a pour objet d'imposer une sémantique bien-pensante qui piège les citoyens, y compris de bonne volonté, en leur offrant un prêt-à-porter langagier au service d'une idéologie qui, le plus souvent, n'est pas la leur.

Debout les mots!

G. C.



ACQUIS (SOCIAUX)

Produit paralysant empêchant toutes les évolutions, en vente dans toutes les pharmacies syndicales. Expression curarisante criblant de flèches toute discussion novatrice, toute solution possible. Déjà, Louis XVI parlait des « droits acquis ». Il y a laissé sa tête. Aujourd'hui, droits acquis signifie « pour l'éternité ». Qu'importe que notre société et l'économie aient complètement changé. Qu'importe que les situations évoluent du tout au tout. C'est acquis. Pour toujours. Même si plus rien ne le justifie.

C'est pour récompenser les journalistes résistants et relancer la presse après la guerre 39-45 qu'ont été octroyés aux titulaires de la carte de presse tous leurs avantages, dont un abattement fiscal de 30 % ! Franchement, on se f... de la gueule de qui ? Qu'un jeune journaliste de vingt ans, de l'éthique plein la bouche, ne trouve rien à redire sur un avantage remontant à l'époque de ses grands-parents, ça devrait interpellé sur le deux poids-deux mesures sévissant chez ces procureurs de la plume et du micro ! Idem pour la prime de charbon encore perçue par les conducteurs de TGV, le départ à la retraite* à cinquante ans pour les inspecteurs du travail,

censés monter des étages toute la journée... Comme si l'ascenseur social n'existait pas ! Et si l'on remettait tous ces acquis à plat pour décider de ceux qui doivent perdurer et de ceux, l'immense majorité, qui n'ont plus lieu d'être ?

Étonnant comme tous ces adorateurs de la Révolution, époque à laquelle est censée être née la France, n'ont jamais, même simplement, émis l'idée d'une nouvelle Nuit du 4 août... Alors que, pour le reste, tout ce qui date un peu aujourd'hui est bon à disparaître : l'éducation traditionnelle, les notes à l'école, la famille constituée d'un papa, d'une maman et de leurs enfants, tous ces accords au masculin – et alors ? – qui ont été ceux de Voltaire, de Montaigne et d'Hugo, l'amour du drapeau*, de sa patrie, nos grands hommes, un certain modèle de civilisation... Tout ça, c'est bon à jeter aux poubelles de l'Histoire. Mais pas question de toucher aux acquis sociaux !

ADAPTATION

Peut aussi s'écrire *a-dap-ta-tion*, suivi d'un point d'exclamation. C'est le mot-clé de la religion de la modernité, le Graal auquel il faut tendre. Car si l'on doit aujourd'hui s'adapter à marche forcée, ce n'est qu'avec cet objectif de s'adapter aux changements. C'est aux anciens à s'adapter aux nouveaux. Aux tradis de s'adapter aux modernes. Aux poètes à s'adapter aux rappeurs. Aux hommes à s'adapter aux valeurs et à la mode féminine. Aux hétéros à s'adapter aux homos. Aux Français de s'adapter aux immigrés.

Une qui a toujours montré le bon exemple, c'est la droite : elle n'a cessé depuis trente ans de s'adapter à la gauche. Tout faux ! Elle y a à la fois perdu son âme, ses idées et ses électeurs. À ce niveau d'adaptation, c'est

carrément une mue. Saluée, bien évidemment, par tous les beaux esprits. Car souhaiter l'inverse – que ce soit aux nouveaux de s'adapter aux anciens, aux immigrés de s'adapter aux Français –, c'est aller à rebours du sens de l'Histoire. Rétropédaler pédalo ! Rétrograder. Donc être un rétrograde. Un réactionnaire*. À réadapter d'urgence !

ADN

Permet de ne passer que vingt-six ans en prison* avant d'être reconnu innocent.

AIDE MÉDICALE D'ÉTAT (AME)

Ce dispositif (la CMU des sans-papiers*) a une âme, son nom ; une réalité, un enfer financier où tous les profiteurs de la mondialisation de la fraude rapploient. On panse et on dépense.

Depuis janvier 2000, l'AME prend en charge les soins des étrangers en situation irrégulière depuis trois mois. Les enfants y ont droit sans condition de durée. Pour la première fois dans notre législation, l'infraction est créatrice de droits : pas mal pour un État dit de droit où la fraude fabrique des droits ! Entre 2012 et 2013, le gouffre de l'AME est passé de 588 à 744 millions d'euros. Une progression de 35 % en seulement deux ans ! En attendant de franchir la barre du milliard... On y est, je crois...

Le 3 juin 2014, Marisol Touraine a reconnu devant les sénateurs que certaines filières de patients seraient en partie responsables de cette flambée des bénéficiaires. Un site Internet chinois propose « des cartes AME payantes », des médecins escrocs inventent des actes fictifs. Des hôpitaux grossissent l'enveloppe des aides médicales

d'État parce que les patients qui en bénéficient sont facturés plus cher. Elle est pas belle, la France?

À l'origine de cette générosité du gouvernement Jospin, une belle idée (comme toujours, l'enfer est pavé de bonnes décoctions) : éviter la propagation de certaines maladies. Pourquoi pas, si on avait les moyens? Mais ne serait-il pas plus sage d'empêcher les éventuels propagateurs d'entrer irrégulièrement? L'aide médicale d'État est devenue le bazar de la charité! Alors que les dettes s'accumulent, qui paie la perfusion? Les autres malades qui, eux, sont de moins en moins remboursés. Avec l'AME, l'hôpital se fout (vraiment) de la charité...

ALLIANCES (refus d')

... avec le FN, s'entend! Voilà quarante ans que l'argumentation est la même. Toujours aussi bidon. Le FN? On écoute ses électeurs, on comprend ses électeurs, on veut récupérer ses électeurs, mais pas question de traiter avec ses élus et responsables. Pourquoi? Parce que! C'est comme ça! Qu'importe si 63 % des sympathisants UMP se disent aujourd'hui favorables à des alliances locales avec le FN, les cadors de l'UMP le répètent en boucle comme un gimmick: « On ne discute pas avec le Front national » (Copé*), « Il n'y aura jamais d'alliance avec le FN » (Juppé*), « Nous ne tomberons pas dans le piège des accords, même locaux » (Fillon)... Le tout, cela va sans dire, au nom de la « démocratie » et de la « République ».

Et c'est au nom de cette même « démocratie » et de cette même « République » que l'on exclut systématiquement ceux qui ont « pactisé avec le diable », ou qui simplement envisagent de le faire. C'est ainsi – sans que cela ait choqué personne – que, voulant se présenter à la tête de l'UMP cette année, Philippe Herlin a été carrément interdit de participer à la compétition, au

motif qu'il était favorable à ces alliances... souhaitées par une majorité de militants de son parti!

Les dirigeants de l'UMP sont donc aujourd'hui aussi favorables aux alliances – pour les mariages entre homosexuels – que défavorables à celles-ci – quand il s'agirait de rassembler toute la droite localement pour éviter la catastrophe socialiste. C'est ce que l'on appelle des gens « responsables » – responsables de l'énucléation de leur propre camp.

ALLOCATIONS FAMILIALES

Aide inventée par l'initiative privée pour favoriser le développement de la famille ayant donné naissance, avec le temps, à une nouvelle activité: père et mère de famille professionnels. Cette aide a été étatisée par la loi Landry du 11 mars 1932, du nom de ce député normalien, adepte de la famille française nombreuse et deux fois ministre dans le cabinet de Pierre Laval... avant l'Occupation. Ouf!

ALTERNATIF

Comme être « contre » n'est pas bien vu, on utilise « alter » pour marquer une opposition à des pratiques, des idées, des comportements, des croyances. Le préfixe « alter » remplace le préfixe « contre ». Et hop, le tour est joué!

Dans « alternative », il y a le soleil bienveillant d'*alter*, « l'autre », porte d'entrée de la grande générosité. À noter que les alternatifs ne vous laissent aucune alternative, si vous ne partagez pas leurs opinions alternatives. « Pas d'alternative qui tienne, au gnouf! » Il existe même un Mouvement socialiste alternatif (au socialisme?) qui prône la solidarité, l'écologie, le féminisme, l'autogestion,

le droit de vote des étrangers, le droit de grève pour tous, la régularisation des sans-papiers*. Etc. On a aussi la gestion alternative, l'emploi alternatif, la sociologie alternative, la linguistique alternative...

La connerie alternative n'existe pas encore. Mais elle a de beaux jours devant elle !

AMALGAME (pas d')

Terme de dentisterie à l'origine, il est désormais utilisé par le camp des sans-dents, qui mentent comme des arracheurs pour atténuer une réalité liée à l'intégrisme musulman et à sa diffusion dans le pays. « Pas d'amalgame », entend-on à longueur de discours politiques, au point que l'on voit des fous à l'endroit où sévissent des tueurs ; comme si l'amalgame allait de soi, comme si les citoyens n'étaient pas capables de faire la différence entre les assassins, les coupeurs de gorges, les dresseurs de bûchers humains, les fanatiques du fouet, les violeurs de femmes, les abatteurs de sang-froid d'hommes à terre, les antisémites et les croyants irréprochables...

Le « pas d'amalgame » installe l'amalgame et empêche l'analyse lucide sur le processus contagieux qui s'exprime dans les minutes de silence perturbées par des bruits de haine. De même pour les déferlements de haine contre l'Occident sur les réseaux sociaux qui font froid dans le dos, ou pour les incidents à Marseille quand des policiers interpellant une femme endeuillée de son fantôme se font traiter de « sales chiens »... Comme dit Robert Badinter, les premiers à refuser l'amalgame devraient être les musulmans eux-mêmes, en refusant l'instrumentalisation d'une religion qui empiète et piétine trop souvent la laïcité : exigence d'une séparation hommes-femmes dans les piscines, refus de la nourriture non hallal dans les cantines, encadenassement des femmes dans leur ombre

noire, acceptation, comme à Lunel, de prêches belliqueux dans les mosquées appelant à la guerre en Syrie...

Même si je concède le droit, lorsque c'est légal, de vivre chez soi comme on l'entend, est-il anodin aussi qu'une jeune femme officier de gendarmerie vive avec un extrémiste recherché, proche des terroristes, et qu'elle troque, le soir, son képi pour un foulard? Pas d'amalgame, certes, sauf que la mission de cet officier (où de cette officière, pour être dans la grammaire folle) n'était pas de distribuer des contraventions pour excès de vitesse, mais de renseigner sur l'islamisme radical...

La construction du « pas d'amalgame » qui devrait aller de soi dans une République saine, dans un pays en paix, acte, de fait, un amalgame qui naît du « pas d'amalgame ». Lequel, une fois de plus, offre un bouclier aux manipulateurs, qui n'ont qu'à se planquer derrière lui pour œuvrer en toute impunité dans les mosquées souterraines et radicales de la vie quotidienne. De tout cœur, j'imagine la souffrance des musulmans assimilés, sans le mériter, aux Coulibaly et autres Kouachi, par identification à un dévoiement de leur religion, dont les usurpateurs se servent pour faire couler le sang et la haine. À eux de se désidentifier par une attitude laïque. On ne demande que cela! Que la Déclaration des droits de l'homme soit inscrite dans tous les cœurs!

À Aimargues, dans le Gard, s'élève une église dont le frontispice affiche la devise « Liberté, Égalité, Fraternité »; jamais personne n'a songé à l'enlever... Qu'on vire et vite, en revanche, tous les prêcheurs de haine, d'où qu'ils viennent, sans crainte de l'amalgame: c'est le seul moyen de l'éviter. Que l'on applique la loi sur les signes ostentatoires. Que l'on ne privilégie aucune religion dans les médias et dans la reconnaissance politique à des fins racoleuristes en cessant de participer à des cérémonies religieuses – exclusivement musulmanes –, comme le fait

la maire de Paris. Le tout en respectant une culture dont le socle historique est judéo-chrétien. Que l'on forme, aussi, des imams qui s'expriment en français; que l'on refuse les financements étrangers des lieux de culte, afin d'éviter qu'ils ne deviennent l'instrument de propagande du pays payeur; que l'on rétablisse la laïcité partout, sans peur et sans reproche.

On n'est pas tous Charlie, la nouvelle propagande: on est tous Français. Français d'ici, d'ailleurs ou de cœur, d'assimilation ou de mérite! La France est à tout le monde, pourvu que tout le monde aime la France. Esprit du 11 janvier es-tu là, quand le président de la République lui-même exclut, dans ses propos, des élus et des électeurs d'un parti, au nom de ses valeurs? Ou quand un président de l'Assemblée boycotte la remise d'un prix à un maire FN, en violation de l'article 225-1 du Code? Pas d'amalgame, oui, mais pour tous! Qu'un Cambadélis ose dire de sa grosse tête enflée que le projet politique du FN «c'est l'apartheid, la séparation des communautés», c'est accuser 25 % d'électeurs d'adhérer à un projet odieux, qui n'existe en réalité que dans sa propre haine et qui le conduira sur Radio J (même s'il s'en défendra maladroitement) à assimiler État islamique à État d'Israël... À part ça, on nous le répète sur tous les tons: pas d'amalgame! Ce n'est pas avec ce slogan qu'on s'amalgamera...

AMI

En matière de finances, chez les socialistes, l'ami est l'ennemi d'hier. Mais à une condition: que la finance, comme on le dit de la soupe, soit bonne. Alors que François Hollande dénonçait durant sa campagne son «ennemie» la finance, Michel Sapin, lui, affirme n'avoir pas d'amie plus sûre que la «bonne finance». L'argent,

depuis Vespasien, n'ayant pas d'odeur, le jour viendra, avec les socialistes, où l'on nous vantera de la bonne m...!

ANALPHABÈTE

Particularité concernant, selon le diplômé Macron, « beaucoup d'employés de l'abattoir Gad, qui seraient "illétrés" ». C'est un avantage si cela les dispense de lire la loi Macron... Tout le monde ne peut pas avoir son professeur de français à la maison.

ANAPHORE

Figure de rhétorique employée par François Hollande dans son fameux « moi, président », désormais identifiée comme l'entourloupe verbale par excellence, l'empaquetage frauduleux des promesses folles.

Avant d'être distribuée jusqu'à l'écœurement par notre président-confiseur, l'anaphore avait pourtant ses lettres de noblesse: Corneille le grand (« Rome, l'unique objet de mon ressentiment! / Rome, à qui vient ton bras d'immoler mon amant! / Rome qui t'a vu naître, et que ton cœur adore! / Rome, enfin, que je hais parce qu'elle t'honore! »), Hugo l'immense (« De quel droit mettez-vous des oiseaux dans des cages; / De quel droit ôtez-vous ces chanteurs aux bocages, / Aux sources, à l'aurore, à la nuée, au vent? »), « Ô combien de marins, combien de capitaines... » Des vrais, ceux-là; pas de pédalo!

ANONYMISATION

Un mot devenu synonyme de lutte* contre le racisme* jusque dans les CV. Le Code du travail stipule que « les informations demandées, sous quelque forme que ce soit,

au candidat à un emploi ou à un salarié ne peuvent avoir comme finalité que d'apprécier sa capacité à occuper l'emploi proposé ou ses aptitudes professionnelles ». *A contrario*, on n'a jamais lu texte plus raciste* ! Comme s'il existait des propositions d'embauche exigeant un arbre généalogique !

Sous couvert de « déghettoïsation », la Fédération nationale des maisons des potes, qui dépend de SOS Racisme, veut même instaurer l'anonymisation des demandes de HLM. Un peu contradictoire d'être entre potes et de vouloir briser la « loi du ghetto »... Mais on n'est pas à une contradiction près dans l'univers des popotes. D'un côté, l'anonymisation, de l'autre, la transparence*, deux mondes créés de toutes pièces par les ingénieurs de la division : les anonymes et les nonymes.

Si l'on est contre l'anonymisation, c'est-à-dire la « néantisation » de la personne qui s'exprime par le nom, le prénom, le sexe, l'âge, la date de naissance, etc., les commissaires considèrent que vous manifestez une propension à la discrimination*. Et, pourtant, que dire d'une société qui en arrive à un tel point d'échouement qu'elle se cache d'elle-même ? Qu'elle anonymise comme on atomise ?

Qui a peur du nom ? Qui a crainte de l'être ? Comment vivre dans un tel monde masqué ?

ANXIOGÈNE

Toutes les études nous le répètent : la France est la société la plus anxiogène d'Europe.

On détient pourtant un président divertissant, avec ses escapades à scooter rue du Cirque, la bien nommée, ses ruptures courtelinesques, ses bourdes protocolaires (s'asseoir avant le pape, lire le menu* pendant le discours du roi d'Espagne...), ses rondeurs explosives, ses cravates

tourneboulées, ses hésitations de bègue décisionnel, sa tête de poire, son destin de parapluie... Enfin du comique reconstituant, pourrait-on croire. Eh bien, non: les Français sont anxieux! On peut le comprendre. Là où il y a de la gêne, il y a de l'angoisse. En conséquence, tout devient anxiogène: «une réforme trop anxiogène» (Sarkozy), «un débat anxiogène» (Fillon).

Pour Jean-Paul Delevoye, président du Conseil économique, social et environnemental, «l'anxiété ouvre la porte au populisme* et à l'extrémisme» – suivez mon regard. Tout s'explique donc: adhésion au FN = thérapeutique à l'angoisse. On imagine le slogan: «Plutôt que de voter FN, prenez du Prozac, du Tranxène, du Lexomyl, et pourquoi pas de l'opium!» Le FN, ou le nouvel opium du peuple. Avec à sa tête... Marinejuana. D'où, sans doute, la prolifération des «salles de shoot*», destinées à détourner les populations anxieuses d'un vote anxiolytique. D'où, aussi, la surabondance du terme, devenu synonyme pharmaceutique d'addiction à un vote psychédélique.

ARGENT (roi)

Pour couronner le tout, même la République a son roi: l'argent. L'argent ne peut être que roi: on est, paraît-il, tous à genoux devant lui, soucieux d'en posséder, envieux de ceux qui en possèdent... mais il ne faut surtout pas l'avouer. Avoir du bien, ce n'est pas bien!

Jamais le président d'une association caritative n'avouera son salaire de bénévole bien payé. Aucun investigateur, aucun navigateur en transparence*, aucun journaliste ne posera jamais la question. Le président de France Terre d'asile, combien de pépètes par mois? 4500 euros! Un riche, donc...

Mais si on découvre aujourd'hui que l'argent est le roi du monde, le prince des Ténèbres, on oublie Mammon ! On ne peut prononcer ce mot sans l'accoler à l'idée de puissance royale, de sceptre, de spectre, de puissance occulte et pernicieuse. À tel point que les milliardaires, pour se dédouaner à la douane des idées, ont inventé la « philanthropie active et durable* » (*sic*), qui leur permet d'investir dans des œuvres humanitaires, afin de s'acheter un brevet de bonté et d'éviter la guillotine du riche : la mauvaise opinion.

Pondu par deux sociologues, un livre poussif et conventionnel, intitulé *L'Argent sans foi ni loi*¹, analyse la fascination exercée par le fric, précisant que « l'argent est incontestablement lié à la droite » – comme s'il n'y avait pas de fortunes à gauche... C'est bien connu, en effet : Laurent Fabius est un pauvre hère, tout comme Anne Sinclair ou Pierre Bergé, embaumé de luxe dans ses mausolées idéologiques. Et DSK : qui oserait dire qu'il n'a pas un penny...

Moi, cela ne me choque pas qu'ils aient de l'argent. Je suppose qu'ils ne l'ont pas volé... Pourquoi, alors, en ont-ils honte ? L'argent existe depuis le VII^e siècle avant Jésus-Christ. Et depuis il est là, sonnant et faisant trébucher plus d'un, il impose son emprise et sa domination, exerçant sa fonction de marqueur social et de critère de réussite. « Faire de l'argent » est le plus vieux métier du monde, avec la prostitution. Pourquoi, alors, ces hypocrites palpent-ils le téton des billets tout en cachant ce sein qu'ils ne sauraient voir ? Bandes de tartuffes ! Si l'argent est devenu un vecteur de jalousie sociale et d'acuité visuelle vindicative, la télé, en même

1. De Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, Textuel, 2012.

temps, réalise des cartons d'audience avec son jeu « Qui veut gagner des millions? »!

Depuis l'Ancien Testament, un concept nouveau est apparu, faisant de l'argent le roi et des désargentés des sujets subjectifs du monarque couronné de monnaie: « l'Autre discriminable »! Le fait de posséder de l'argent discrimine celui qui n'en a pas, ou moins. C'est mécanique! Sauf pour le foot, les stars, les présentateurs vedettes, les chanteurs... tous ces rois du divertissement qui ne rendent de comptes qu'à leur compte (en banque).

ASSOCIATIF

Le nouvel évangile dit: « Associez-vous les uns les autres. » On dénombre aujourd'hui 6 690 000 associations! Un Français sur deux en serait membre. L'association pour tous, passion française. La loi du 1^{er} juillet 1901 (dite Waldeck-Rousseau) a fait florès dans un pays où chacun, tout en abhorrant les signes extérieurs du pouvoir, rêve d'être président de quelque chose, de détenir un petit pouvoir – le pire, ce petit pouvoir. À chaque événement médiatique correspond un président d'association enrôlé pour causer dans le micro. Intermittent impénitent du spectacle caritatif, meuble médiatique, il est là pour meubler. Depuis que l'Abbé Pierre et sœur Emmanuelle ont éteint les feux de leur auréole lumineuse, les doublures laïques se bousculent pour jouer les enfants du paradis.

On trouve de tout dans le caravansérail associatif: l'utile et l'inutile, l'honnête et le malhonnête. Entre les financements publics et privés, le budget global se monterait à 85 milliards d'euros de subventions annuelles. Les chiffres divergent selon les sources, mais se situent tous dans ces eaux, permettant aux goinfres de s'empiffrer à la table des subventions, sous couvert, toujours, de se

dévouer à « l'engagement humain » – comme ce fut le cas pour l'Arc. L'enfer est pavé de bonnes subventions.

Publié tous les deux ans par Bercy, le « Jaune budgétaire » renseigne – plutôt mal – sur la distribution de cette manne. C'est ainsi que l'Association nationale des tziganes évangélistes a empoché 144 500 euros. Que l'Association de coordination technique agricole a engouffrée 4 967 493 euros. Que, sur les fonds du Premier ministre, l'Association de pétanque livradaise a perçu 95 000 euros. N'est-ce pas pousser le bouchon un peu loin ?

En 2010, le festival d'Avignon s'est engraisé de pas moins de 7,86 millions d'euros. Un festival ultra-engagé qui menace de déménager si la couleur politique de la nouvelle mairie ne convient pas à son humeur politique... Sans le savoir, les contribuables financent des dizaines de milliers d'associations qui, pour certaines, se permettent de trier entre contributeurs fréquentables et inféquentables, tout en conservant l'argent de tous !

110 000 euros ont encore été versés à l'Afic (Accueil et formation pour l'intégration et la citoyenneté) afin de former les élèves journalistes contre les discriminations* et les préjugés. Comme si, en République, il fallait suivre des cours pour apprendre à être citoyen*... Pourquoi pas, tant qu'on y est, une formation à l'honnêteté ? Alors que, dans le même temps, on rechigne à faire des cours de morale à l'école... On remarquera, au passage, la présence de deux sésames langagiers : « intégration » et « citoyenneté ». Des mots enchantés, ruisselant de moralisme, ouvrant tout grands les coffres de l'État. En revanche, pas un rond, ou presque, si vous inscrivez « patriotisme », « victime* » ou « sécurité » dans votre objet social !

La tirelire est sonore. Des sous au son. Entre ses dons et subventions, SOS Racisme, dont l'échec est patent, encaisse ainsi plus de 900 millions d'euros par an – les

adhésions ne représentant que... 2,06% des ressources de l'association. Bref, ça milite peu, mais ça engrange un max. 904 596 euros : à ce tarif, il ne devrait plus y avoir un seul raciste* dans le ragondin hexagonal ! Le contribuable cocu-content peut cependant être rasséréné : il aura financé la carrière exemplaire du génie politique Harlem Désir. Comme quoi l'antiracisme mène à tout... surtout aux bonnes places¹.

ATLANTISTE

Jusqu'à l'arrivée d'Obama, ce fut longtemps le mot massue balancé par la gauche à la face de tous ceux qui, durant les soixante-quatorze ans de communisme, considéraient les États-Unis comme notre meilleure protection contre les tyrans de l'Est. En creux, un « atlantiste » était un vendu à Wall Street, un agent de propagande des banques US, un pantin à la solde du « grand capital » – quand l'Union soviétique incarnait, pour les mêmes, l'espoir de la classe ouvrière du monde entier.

On notera cependant qu'aujourd'hui cette injure a presque disparu. On l'a encore dit de Sarkozy décidant de la réintroduction de la France dans l'Otan. Mais le mot n'est plus guère usité. Et pour cause, puisque, dans la nouvelle guerre froide actuelle, les gentils sont les États-Unis. Et les méchants ces Russes qui, délivrés du communisme, rêvent tout haut de retrouver leur grandeur passée. Entre Obama et Poutine, la bonne conscience a choisi son camp. Et le camp du bien change de côté. Désormais, c'est le « lobby pro-Poutine » que dénoncent à longueur de colonne *Libé* et *Marianne*. Et c'est Obama, symbole malgré lui de l'accession au

1. Lire, au passage, *L'Histoire secrète de SOS Racisme* de Serge Malik, Albin Michel, 1990. Froid dans le fric !

pouvoir de la diversité contre les cow-boys racistes*, qui symbolise le nouveau progressisme. Au point qu'« atlantiste », de gros mot, est en train de se transformer en compliment. Jusqu'au jour où les États-Unis éliront un nouveau Reagan et la Russie un social-démocrate humaniste, si possible d'origine caucasienne.

ATTAQUE (personnelle)

Argument dégainé par le député écolo François-Michel Lambert lorsqu'on évoque les méfaits de la loi... Duflot. Où mène le culte de la personnalité (de l'autre) !

ATTISÉ

Ils jouent avec le feu, même celui des kalachnikovs, mais c'est nous qui sommes censés « attiser la haine ». Ils n'ont pas de timonier mais ils ont un tisonnier.

B

BARRAGE (faire)

Expression chère à Alain Juppé, spécialiste du barrage au Canada.

BEDOS (Guy)

Bourgeois bobo toujours du bon côté. Engagé qui n'a jamais manqué d'engagements sur toutes les scènes où il a produit sa tristesse intérieure d'employé des pompes* funèbres du Système. Seule question métaphysique qu'il aura en fait posée toute sa vie : a-t-il une moumoute ? Et maintenant, faute de grimper sur scène, il trotte vers Calais – normal pour un bourgeois – afin de faire le mur !

Bedos a fait toute sa carrière dans la bondieuserie socialiste, triste comme le cercueil de Lénine, sûr d'être bon, alors qu'il suppure le fiel domestique de la méchanceté idéologique. Il a l'humour* carnassier des cannibales du bon droit. Toute une vie à avoir raison, à être juste, bon, généreux, engagé ; toute une vie à militer, à endoctriner, à distribuer des vérités nobélisables, à anathématiser, sans avoir jamais rien fait de concret, sinon un fils. Qu'est-ce que cela cache ? Sous la perruque, Tartuffe ? Dans ses moments de vérité où le rire craque comme les os, il

souhaite aux gens de *Charlie*: «Qu'ils crèvent!» Brave homme...

BÊTISE

Le monument aux morts, le drapeau*, la poubelle... et la bêtise. Trois adolescentes de seize et dix-sept ans ont été placées en garde à vue* pour avoir brûlé deux drapeaux tricolores à Chevilly-Larue, dans le Val-de-Marne, devant le monument aux morts, place de l'Église, avant de les jeter dans une poubelle. Le maire (communiste) a déposé plainte pour destruction d'un symbole républicain*. On ne peut que le féliciter. Les morts du monument aux morts sur la mémoire desquels flotte le drapeau* ont droit au respect. Notre drapeau aussi.

Les morts, le drapeau et la poubelle, et, pour compléter le symbole, la place de l'Église: horrible raccourci qui en dit long sur l'état d'esprit d'une certaine jeunesse devant notre histoire jetable comme l'ordure dans la poubelle municipale. On peut toujours commémorer le souvenir de la Grande Guerre, le souvenir est en cendres. Pourquoi, en effet, l'édile éprouve-t-il le besoin de qualifier cet outrage de «bêtise» et *La Charente libre*, qui n'est libre que parce que des hommes sont morts pour ce drapeau*, minore-t-elle les faits en citant des riverains – lesquels? – qui «relativisent pour la plupart la gravité du délit»... Pas d'amalgame!

À seize et dix-sept ans, si on brûle un drapeau et qu'on le jette à la poubelle, cela a du sens, non? Vous me direz, l'exemple vient d'en haut. Peut-être ces trois adolescentes pensaient-elles que ce drapeau n'était là que pour décorer les estrades des karaokés? Pour un maire qui dépose plainte à reculons, combien se taisent, terrés dans la peur de paraître patriotes? Si l'on est tous égaux devant la loi, tout en tenant compte de l'âge, un délit

n'est pas une « bêtise ». Brûler le drapeau* n'est pas un feu de joie anodin dans les quatre cents coups d'une certaine jeunesse qui n'aime pas la France.

Je m'arrête là pour laisser place au silence réparateur, comme une minute de silence sur ce vieux monument aux morts. Quelques-uns devaient bien avoir seize ou dix-sept ans. C'était le cas de Guy Môquet, militant communiste fusillé le 22 octobre 1942 à Châteaubriant. À dix-sept ans.

BHL

Intellectuel aux initiales de virus toujours à la pointe des indignations à la mode médiatique, casqué pour les guerres verbeuses qu'il mène sous le heaume de son brushing qu'aucune tempête du désert ne décoiffe. Drapé, aussi, d'une chemise blanche immaculée comme le panache du pressing, le visage buriné par le soleil des projecteurs.

Un Malraux sans guerre d'Espagne dont le seul théâtre d'opérations est l'esbroufe médiatique. Il incarne la loi des synthèses additives et médiatiques, toute virtuelle. Il est Malraux, il est Sartre, il est Camus, il est Wiesel, il est Hemingway. Il n'est rien. Il occupe le tréteau des illusions d'optique médiatiques. La fleur artificielle des printemps arabes sur la tombe des hécatombes.

BIO

Un concept... diabolique! Aujourd'hui, tout est bio – pardon, tout doit être bio. Sinon, on est des Brinvilliers, des empoisonneurs, des bio... dégradables. Tout est beau dans le bio: la bionourriture, la biotechnologie, la biodiversité, la biotechnologie, la biocosmétique, les biocarburants, les bioressources, la bio-informatique, la

bioconstruction, la bio-industrie... On n'en finit pas : tout est ou sera bio. La bio-indégradable Dominique Voynet a même inventé « les bio-bobos » ! D'autres ont lancé les « bioburgers »...

Le mot « bio » est là pour vous faire prendre (vendre) des vessies pour des citrouilles. Ou, comme dirait un biogastronome aux lunettes de nénuphar, « de la merde* » pour de la moutarde de Charroux. C'est bio, donc c'est bon ! Même la bite est bio aujourd'hui. A été lancé un site de rencontres pour « amour bio » ! Propositions d'autres sites : « Comment trouver un homme bio et beau », « mariage bio », « le plus bio jour de ma vie », « aphrodisiaque bio », « lingerie en coton bio », « bio-partouze »... Sexe, sperme, sueur, salive et sécrétions garantis sans engrais ni pesticides !

BLACK-BLANC-BEUR

Qu'est-ce qu'on nous a rebattu les oreilles avec cette expression chimiquement compatible avec l'air du temps ! Tous « blacks-blancs-beurs » ! Sans doute fabriquée dans une officine de communication, la formule a fleuri avec la création de la radio associative Radio Beur, en 1982. Puis a été, comme par hasard, popularisée par *Libération* en 1983. Avant – nouvelle chance ! – que l'association SOS Racisme et le Parti socialiste ne l'adoptent lors de la fameuse (fumeuse ?) « Marche des beurs » qui a suivi. Victoire : en 1985, l'expression entre au *Robert* ! À quand le dictionnaire de l'Académie française ?

Black-blanc-beur, c'est du verlan. Du langage à l'envers, qui marche sur la tête. En 1998, l'équipe de France de foot remporte la Coupe du monde. Son idole : Zidane. D'un coup de baguette médiatique, toute l'équipe devient black-blanc-beur... Même Charles Pasqua, sous le charme, propose dans la foulée la régularisation de tous

les sans-papiers*! Quant aux journalistes, ils répètent cette trilogie à longueur d'occasions bienveillantes, s'autoproclamant, du même coup, agents du bien universel en louant matin, midi et soir cette France multiethnique, seule capable de gagner. Colossale manipulation! Car le black-blanc-beur a été créé de toutes pièces pour faire pièce au bleu-blanc-rouge qui est, lui, le vrai garant de l'unité nationale.

Aujourd'hui délaissée, cette expression politiquement correcte nous éloignait en fait les uns des autres, nous divisait en nous enfermant dans des catégories ethniques, supprimait la richesse culturelle des différences intégrées. Mais aussi excluait tous les autres: les sans définition fixe, les Asiatiques, les Américains, les Nord-Africains non arabes, les Orientaux, les juifs, les Européens... En fait de trouvaille altérative, une machine à casser l'altérité.

BLANC (petit)

Au temps lointain de René Fallet, le «petit blanc», c'était le canon de l'amitié que l'on buvait accoudé au zinc du café du coin, la clope au bec, dans la reposante fraîcheur de la Sioule. On se querellait sur tout et n'importe quoi, histoire de n'être pas d'accord. On lisait le journal, toujours aussi con.

Aujourd'hui, le «petit Blanc», c'est le canon de la discorde.

Diplômé comme un parchemin de Sorbonne, Aymeric Patricot a écrit un livre¹ consacrée à «cette nouvelle réalité sociologique, le petit Blanc». Du stylo, il le désigne comme «quelqu'un qui se perçoit comme tel ou que l'on désigne ainsi». Il avoue même s'être «vu

1. *Les Petits Blancs. Un voyage dans la France d'en bas*, Plein Jour, 2013.

blanc» lorsqu'il est devenu prof en banlieue parisienne, affublé, raconte-t-il, du surnom de « visage pâle ». La banlieue, miroir de l'être blanc.

Cette expression, « petit Blanc », quoique présente désormais dans l'inconscient collectif, est peu usitée, en raison même d'une volonté de ne pas dire le réel : il existe bien un racisme* anti-Blancs – qu'ils soient petits ou grands, d'ailleurs. L'auteur le confirme : « C'est avec pudeur que l'on utilise en France l'expression "petit Blanc". » Tiens, il y aurait donc une pudeur des mots, comme il y a une discrétion du meurtre avec silencieux...

Parfois, notre « petit Blanc » est si bien caché dans le paysage qu'un ministre, aujourd'hui le Premier, Manuel Valls, s'en gausse sur un marché d'Ivry en des termes que l'on pourrait qualifier de racistes* : « Tu me mets quelques Blancs, quelques white, quelques blancs ! »

Pour Dominique Reynié, professeur à Science Po – donc science infuse –, le FN, « c'est le socialisme pour les petits Blancs¹ » ! L'air de rien, le prof crée sa réserve politique avec ses « petits Blancs » sans que personne, cette fois, y voie du racisme*. S'il avait dit : « le Front de gauche, c'est le socialisme pour les petits Noirs », « l'écologie, c'est le socialisme pour les petits Arabes », « le socialisme, c'est le socialisme pour les petits immigrés », autant d'expressions odieuses, il aurait été « mraptisé », « sos-racismé », « licratisé » ! Mais « petit Blanc », ça passe sans problème. Comme un verre de chablis.

BOBO

Ils ont toujours le mal à l'âne.

1. Entretien à Figarovox, 15 août 2014.

BOYCOTT

Procédé d'exclusion quarantenaire mis en place par la coalition socialiste et umpéiste pour manifester sans le FN avec un représentant de l'Arabie Saoudite en faveur de la liberté d'expression d'un journaliste fouetté jusqu'au sang par le régime saoudien, à cause de cette même liberté d'expression.

BRUIT ET ODEUR

Deux mots frappés d'amnésie par la bien-pensance, employés, en 1991, à Orléans, par un Jacques Chirac mort de rire, parlant du trop-plein d'immigrés dans certains immeubles: « Si vous ajoutez à cela le bruit et l'odeur, le travailleur français devient fou. »

Un slogan qui lui vaudra l'amitié indéfectible du front républicain enturbanné dans ses valeurs républicaines !

BULLETIN (de vote)

Pour se faire élire dans le Doubs, le candidat PS n'a pas fait figurer le logo du PS sur ses bulletins de vote. Barbier utilise une fausse barbe!



CASSE (sociale)

Pas un reportage qui n'utilise ce terme pour commenter la fermeture d'une usine acculée à la faillite. Images de locaux désertés, de fils pendant aux murs, de panneaux «à vendre» à l'entrée. Commentaires sur ces patrons ayant abandonné leur production et leurs ouvriers. Interview du délégué syndical dénonçant le lâchage complice des pouvoirs publics. Comme si tout cela était forcément volontaire, prémédité. Comme un meurtre avec préméditation. Comme si le patron, un matin, comme ça, avait décidé, par plaisir sadique, de tuer son entreprise pour licencier son personnel et aller buller sur un hamac tapissé de billets de 500 euros à l'autre bout du monde.

Qui dit casse dit volonté de casser. Comme les casseurs de fin de manif brisant les vitrines à coups de manche de pioche. Patrons nervis, patrons voyous, patrons casseurs. En revanche, lorsque des syndicalistes entraînent certaines de leurs ouailles à casser – réellement – leurs outils de travail pour protester contre un dépôt de bilan (on en a même vu menacer de faire sauter leurs usines ou de polluer les rivières alentour), on ne parle pas de casseurs. Seulement de victimes*. Car un patron ne peut pas être

une victime – de la crise, de la concurrence, des taxes qui l'étouffent... S'il ferme, il casse. Les autres cassent, mais on la ferme. Et finalement les patrons se cassent...

CATÉGORIEL

« Suite à une grève d'une certaine catégorie de personnel, le service est momentanément perturbé. » Dès lors que c'est une catégorie de personnel qui fait grève, cela exonère l'individu de tout intérêt particulier. La mode est donc aux « mouvements catégoriels », un terme directement issu de la novlangue technocratique et récupéré par les syndicats et les grévistes professionnels. Car c'est bien connu : lorsqu'on décide de prendre en otage des dizaines de milliers de Français, ce n'est pas pour soi, c'est pour défendre des revendications catégorielles.

Plus bel exemple : le 15 septembre 2014, trois syndicats de la SNCF* gare Saint-Lazare décident de « cesser le travail », comme on dit pudiquement, afin de protester contre les sanctions dont ont été victimes* trois de leurs collègues, responsables d'aiguillages, pris en flagrant délit de se pochtronner au rhum durant leur service. Encore heureux, ils ne se faisaient pas une ligne ! Les fautifs ont écopé d'une journée de mise à pied ; les usagers* de la SNCF*, d'une journée de marche à pied. Dans le premier cas, un scandale ; dans l'autre, une habitude.

Pas touche aux « catégories de personnel », donc. Au nom desquelles on peut toucher autant qu'on le souhaite, en revanche, aux autres catégories de la population – l'immense majorité d'entre elles. En attendant qu'un jour ce soit elle qui décide d'un mouvement catégoriel. Contre toutes les catégories d'emmerdeurs.

CELLULE D'AIDE AUX VICTIMES

Cellule qui fonctionne tout le temps sauf lors des attentats du 11 Janvier, Taubira ayant oublié qu'il y avait des victimes!

CGT

Confédération générale des tôleurs! Syndicat hôtelier propriétaire d'un château à Fontenay-lès-Briis, dans la vallée de Chevreuse, ornementé d'un parc de 74 hectares, dont 40 de forêts, trente chambres, trois courts de tennis, un minigolf, deux restaurants, un étang pour la pêche à la truite... Un château parmi d'autres. Mais chut, il ne faut pas le dire! Le rapport sur le financement public des syndicats n'a jamais été publié. C'est l'or-merta.

C'est aussi Thierry Lepaon, désormais ex-premier maître d'hôtel du syndicat des travailleurs, avec son appartement, sa grosse prime de transfert de la CGT à la... CGT, sa voiture de fonction, son vélo payé par le syndicat, son appartement à Cabourg, ses vacances en Corse... Et alors? Si le secrétaire général de la CGT ne peut pas vivre comme un patron sur le dos des travailleurs syndiqués d'un syndicat qui possède des châteaux, ce serait à ne rien comprendre à la dialectique du roi et des manants.

Saluds de patrons! Exploiteurs*! À bas le Capital! C'est la lutte* finale!

CHANGEMENT

Depuis la campagne du candidat François Hollande, le mot est synonyme de «cocu». Toutes ses affiches le promettaient: «Le changement, c'est maintenant!» Ce mot, il l'a utilisé à toutes les sauces électorales, faisant

même du changement un élément moteur de sa vie privée. « Je propose un changement de politique », « les Français veulent le changement », « le candidat du changement », « le changement, il est espéré, il est voulu », « un changement, un mouvement, une écoute, une considération, une fierté », « un changement d'avenir », « permettre le changement de notre pays : réforme fiscale, réformes de nos finances publiques, maîtrise de la finance », « réussir le changement »... Sans oublier l'inaltérable, l'inoublable : « Le changement, c'est maintenant, le changement, c'est possible ! Le changement c'est nécessaire ! Le changement, c'est en avril et en mai prochain ! Pour la République, pour la France, pour la jeunesse de France ! »

On connaît la suite... La triste suite... La triste fuite... Hollande, depuis trois ans, c'est Varennes tous les jours ! Changement : le mot est exsangue, vidé, vidangé. La seule chose qui ait réellement changé, c'est le physique du président : de maigre de circonstance, il est redevenu gros, comme avant. Sauf dans les sondages*, où il a fondu.

Ce mot, son utilisateur, ou les deux, nous ont vraiment pris pour des cons ! Articulé dans la bouche du candidat élu, il a réussi un prodige politique à lui tout seul, que des siècles de promesses avortées n'avaient pas accompli : rendre les Français plus méfiants, presque incrédules à l'égard des mots du vocabulaire politique.

En France, où tout finit, paraît-il, par des chansons, le seul opposant au mystificateur est une ritournelle de Bécaud, devenue *Internationale des cocus* : « Et maintenant, que vais-je faire ? »

CHAPEAU

Depuis Léon Blum, le chapeau est de gauche*. Mais le roi du chapeau, surtout celui qu'il faisait porter aux

autres, c'était Mitterrand. Il faut dire qu'il le portait mieux que le képi à feuilles de chêne! Peut-être pour faire oublier ce couvre-chef à l'ombre duquel il se mit un temps, il porta le feutre Front populaire avec élégance. Fabius s'y essaya et faillit sombrer sous le ridicule* du sombrero. Dernier à avoir osé le coup du chapeau: Jean-Luc Mélenchon. Pour son malheur, il n'en est pas sorti un lapin, mais un bide électoral...

Le fantôme du chapelier hante François Hollande, mais il a déjà trop à faire avec ses cravates... La politique devient un jeu d'accessoires de théâtre! Une manière inconsciente d'avouer la comédie, l'emprise de la société du spectacle. Des postiches, des potiches. Faute d'avoir accessoirisé le chapeau de Tonton, me direz-vous, il a adopté un labrador; ainsi, ils seront deux à manger la pâtée.

CIRQUE (rue du)

Lieu des acrobaties présidentielles.

CITOYEN

Mot inventé par les cités grecques qui eurent la belle idée de placer l'autorité (*kratos*) dans les mains du peuple (*démos*). Mais à l'origine, chez les pères fondateurs, tout le monde n'est pas citoyen: les femmes, les métèques et les esclaves sont exclus. Un jour viendra où, du fait de cette discrimination*, une larmoyante intelligence progressiste exigera, au nom de l'humanité, des excuses* du gouvernement grec ou son exclusion des programmes d'histoire de l'Antiquité. Vous verrez, vous verrez, on n'a pas encore tout vu!

Aujourd'hui, le Citoyen (avec un grand C) n'a qu'un pouvoir, celui de voter. Pour les Bons Citoyens, s'entend.

Et puis, sait-il encore user de ce pouvoir ? Il s'en sert de moins en moins, s'abstient de plus en plus, comme si voter était inutile. Comme s'il en avait plein les urnes.

Durant l'été 2014, Philippe de Villiers, de retour des châteaux hantés par les Chouans, hulula sur ce mot captif, ornement des discours convenus, une analyse qui, hélas, s'impose : « La politique est un combat de coqs sur un tas de fumier. Les notions de France et de service public se sont dissoutes. Le citoyen est un consommateur qui choisit un président comme on choisit une lessive. De toute façon, le vrai pouvoir est à Bruxelles ou Washington, pas à Paris. » Tout est dit.

Qu'est-ce qu'un citoyen sans cité ?

COLÈRE

La colère excuse tout. « Jeunes* en colère », « personnels hospitaliers en colère », « instituteurs en colère ». La colère, ça se respecte. On doit la comprendre. S'ils sont en colère, c'est qu'ils ont de bonnes raisons de l'être.

Mais attention : il y a des exceptions. À côté des colères saines, il y a les colères malsaines. Quand des hordes de voyous déclenchent des émeutes parce que l'un des leurs a été percuté par un véhicule de police après avoir lui-même percuté tout ce qui se trouvait devant lui au volant d'une voiture volée au coffre rempli de shit et de kalachnikovs, c'est une colère saine. Une colère légitime. Car légitimée par le chômage, le racisme*, la pauvreté, les discriminations*, le fait que la salle qu'on leur a octroyée n'a toujours pas été rebâtie depuis le dernier incendie qu'ils y ont déclenché...

Mais si plusieurs victimes* de ces mêmes voyous décident de manifester pacifiquement pour dénoncer l'insécurité, on entre là dans une colère illégitime. Une colère égoïste, raciste*. Au nom de la colère, on peut

autant qu'on veut réclamer plus de droits pour soi, parce que c'est beau, c'est noble, les droits. Mais pas question de réclamer plus de devoirs pour les autres, parce que c'est moche, c'est bas, les devoirs.

D'un côté, une colère pacifiste, même si elle consiste à tout péter. De l'autre, une colère pétainiste, même si elle est on ne peut plus paisible. On peut être rouge de colère, on doit être rouge de colère : c'est la seule couleur tolérée pour la colère respectable.

COLLABO

L'argument définitif, l'insulte assassine, la pétoire de service que dégaîne, en désespoir de cause, le bobo de gauche*, vert, rose, rouge ou même bleu, quand il n'a plus rien à objecter. « Collabo ! » Manière, sans frais, de se prendre pour Jean Moulin, de reconstituer tous les réseaux de Résistance* dont, bien sûr, il prend la tête, à la tête d'un mot. Qu'aurait-il fait à l'époque ? Quelle question ! Il eût été héroïque : à Londres avant de Gaulle, sur les Champs-Élysées avant la 2^e DB, à Strasbourg avant Leclerc...

Un peu de tenue et de dignité, messieurs les résistants virtuels, du haut de votre croix de Lorraine en chocolat médiatique ! Quel culot ont ces insulteurs dont pas un, peut-être, en ce temps-là, n'aurait levé le petit doigt de la couture du pantalon du Maréchal. Par l'anathème facile, ils ont inventé l'héroïsme rétrospectif ! Oubliant au passage les compromissions de leurs ascendants idéologiques dans la Collaboration, la vraie. Collaboration du Parti communiste, d'abord, qui, en 1940, alors que Paris vient d'être envahi par la Wehrmacht, supplie Otto Abetz d'autoriser la reparution de *L'Humanité* et la légalisation du parti, dissous en septembre 1939 à la suite de la signature, du pacte d'amitié Hitler-Staline !

Collaboration des socialistes, ensuite, qui votèrent la modification des lois constitutionnelles le 9 juillet 1940, à 9 h 30. Un vote décisif, acquis par trois cent quatre-vingt-quinze voix contre trois. Dont cent treize députés socialistes ! Au Sénat*, un seul opposant ! Il y eut donc, au total, quatre opposants pour refuser le principe de la révision.

« L'Assemblée nationale donne tout pouvoir au gouvernement de la République sous l'autorité et la signature du maréchal Pétain, à l'effet de promulguer par un ou plusieurs actes une nouvelle Constitution de l'État français. Cette Constitution devra garantir les droits du travail, de la famille et de la patrie. Elle sera ratifiée par la nation et appliquée par les Assemblées qu'elle aura créées. » Cet article unique, qui est l'article de la mort de la III^e République, sera donc approuvé par cinq cent soixante-neuf parlementaires. Seuls quatre-vingts voteront contre, parmi lesquels Léon Blum, qui autorisa cependant deux députés du Front populaire, Février et Rivière, à entrer dans le gouvernement des futurs collaborateurs.

Et c'est cette gauche, par ailleurs décorée de la Francisque de Mitterrand et de ses amitiés avec Bousquet, qui vient donner des leçons rétrospectives ! Cachez ces (vrais) collabos (de gauche*) que je ne saurais voir !

COLON (gros)

Autant il y a deux sortes d'intestins – le gros et le grêle –, autant il n'y a qu'une sorte de (méchant) colon : le gros.

COMING OUT

Pour entrer dans les ordres médiatiques, il faut faire son *coming out*. C'est-à-dire, littéralement, « sortir du placard », annoncer au monde entier son orientation sexuelle, qui forcément n'est pas l'orientation classique dont tout le monde se fout. Les placards s'ouvrent comme dans une pièce de Labiche et les convertis en sortent pour claironner leur homosexualité. C'est très bien vu, très tendance. Les télés raffolent de cette exhibition libératrice.

Sergio Coronado, député Europe Écologie-Les Verts, a fait claquer la porte des placards sur la révélation de son homosexualité. Ian Thorpe, légende de la natation, a fait de même. Bon. Et après?... Chacun vit comme il veut! N'a-t-on pas le droit d'être homosexuel et de considérer que sa libido n'a pas à être exposée sous l'abat-jour du voyeurisme? Coronado se scandalise que trop peu de parlementaires se soient « outés » : trois sur neuf cents. Les lâches! Au placard – et ferme! *Coming out* pour tous! On se sent un peu con si l'on n'en a pas à faire. Faut chercher. Et si j'avouais que je suis hétéro?

COMMERCE ÉQUITABLE

C'est un oxymore. Comme l'« obscure clarté qui tombe des étoiles » ou le « soleil noir de la mélancolie ». Deux mots qui s'entretiennent mais produisent des étincelles morales, un peu comme « voleur équitable », « banquier équitable », « usurier équitable », « capitaliste équitable »!

Aujourd'hui, le commerce se doit d'être équitable, sinon il est réprouvé, stipendié. L'adjectif possède une fonction de moralisation ; il est une station d'épuration à lui tout seul. Certes, il doit y avoir un peu d'équité dans l'équitable, mais n'est-ce pas plutôt une étiquette, un label moral, un argument de vente dans le scoutisme

planétaire des gros sous? Un million et demi de producteurs bénéficieraient du commerce équitable : c'est anecdotique. Tartuffe tient boutique au café équitable, au thé équitable, à la banane équitable, au riz équitable. « Bon appétit, messieurs! ô ministres intègres! »

COMMISSION

« Quand on veut enterrer une réforme, on crée une commission », disait je ne sais plus qui, mais il le disait et il avait raison. Le député UMP Lionel Tardi en a recensé un très grand nombre, qu'il a surnommées « commissions Théodule ». Un parfait résumé de l'impossibilité de nos dirigeants à (vraiment) réformer la France.

Dans tous les domaines où surgit un problème pousse une commission et les prébendes, souvent, se mettent à bourgeonner.

À créer encore, et de toute urgence : la commission pour la suppression de toutes les commissions inutiles, la commission pour le courage politique, la commission pour un discours de vérité aux Français, la commission pour s'intéresser aux vrais problèmes, la commission pour briser les tabous sur l'immigration*, la commission pour ne pas laisser disparaître la France dans l'Europe, la commission pour que nos élus arrêtent de se voiler la face devant les vérités qui dérangent, la commission pour que la gauche et la droite arrêtent de prendre leurs électeurs pour des cons, la commission pour que les électeurs de droite et de gauche* mettent un grand coup de pied au cul de leurs dirigeants – la seule qui, pour l'heure, ait de grandes chances de voir le jour...

COMMUNAUTÉS

À écouter nos dirigeants et à en croire la bien-pensance, la France ne formerait plus un tout, mais serait composée d'une addition de communautés. Communautés ethniques, religieuses, sexuelles, urbaines ou même d'idées, comme on dit encore... Ce qui compte n'est plus ce qui nous rassemble tous, mais ce qui nous différencie chacun. À noter qu'avec un peu de chance on peut être membre de plusieurs communautés à la fois : noir et catholique, bien sûr, ou plus rarement homosexuel et « gens du voyage » (en tout cas assumé).

Avant, une communauté, c'était des gens qui vivaient en communauté, comme les hippies ; aujourd'hui, ce sont des personnes qui vivent chacune de son côté, mais que rassemblent leurs particularismes. Avant, la nation niait les différences au nom du creuset commun ; aujourd'hui, on nie le creuset commun au nom des différences. Avant, on apprenait que tous nos ancêtres étaient des Gaulois ; aujourd'hui, que l'on est tous divers. Et que c'est cette diversité qui constitue notre richesse.

On n'est plus membre de la « communauté française », comme disait de Gaulle, mais de groupes d'individus qui autrefois s'y intégraient naturellement et qui désormais s'en détachent artificiellement. La France n'étant plus qu'une communauté de communautés, en attendant de ne plus être une communauté du tout. Ce qui est le véritable objectif de tous les promoteurs du communautarisme à marche forcée, la communauté des européistes, mondialistes et immigrationnistes.

CON (gros)

Selon Sophia Aram, chroniqueuse sur France Inter, radio du service public, les électeurs du Front national

sont des « gros cons ». Si elle le dit, c'est qu'elle doit s'y connaître ! L'humoriste patentée qui ne me tente pas, payée par l'argent public, traite des millions d'électeurs de cons, lesquels contribuent connement à son salaire. Franchement, son opinion, on s'en fout comme du premier bras d'honneur, du premier crachat dans le micro, mais on est en droit de se demander : pour qui se prend-elle, d'où tient-elle la certitude que la conne, ce n'est pas elle ? Cette insulte basique, merdique, répétitive, montre l'outrecuidance que confère le pouvoir médiatique : on se sent important, en droit de tout dire, parce qu'on jacte dans un micro. Connement.

CONCERTATION

Pratique consistant officiellement à faire précéder une décision d'une consultation des parties concernées. Dans la réalité : vaseline verbale abondamment utilisée pour enfoncer le pieu de la décision. Tout diktat est précédé d'une concertation, surtout chez les socialistes, qui raffolent de ce mot. Surtout, ne pas perdre de vue que le mot « con » est à la racine du vocable.

CONFIANCE

La chose qui manque le plus au monde politique. En dehors de la question du même nom, peu de citoyens font confiance aux élus, qui n'ont même plus l'authenticité d'un camembert. Lequel est fidèle, lui, à son étiquette, à son label, et ne trompe personne sur la qualité du produit. Seul point commun : ils coulent...

CONSEILLER DIVERSITÉ

Voilà autre chose ! Un « conseiller diversité », c'était, avant qu'il déménage pour cause d'indélicatesse, Faouzi Kamdaoui, qui avait pour fonction de demander aux policiers de lui livrer des pains au chocolat le matin. La diversité boulangère. On est loin de Marie-Antoinette avec ses brioches...

CONSENSUS

Terme après lequel tous nos hommes politiques courent sans jamais le rattraper. L'important étant, pour se donner belle figure, de le rechercher tout en sachant qu'on ne le trouvera pas. Il existe même des conférences de consensus, c'est dire ! Comme cela, on peut ne jamais être d'accord tout en feignant d'avoir tout fait pour l'être en ne l'étant pas !

CONSOMMATION (société de)

Ceux-là mêmes qui n'ont que cette expression à la bouche, pour la dénoncer, ne cessent de la promouvoir dans les faits. À écouter la gauche, cette société de consommation serait le mal absolu : le symbole d'une perte des valeurs (humanistes) et des repères (égalitaires) au profit du pognon et du paraître. Le rêve de la dernière paire de baskets Nike à 400 euros supplantant celui du « Grand Soir » ; les talons rouges de Louboutin préférées au *Petit Livre rouge* ; les millions d'euros d'Hollywood avant les millions de neurones d'Einstein... Mais si cette société de consommation a pris tant de place, c'est bien parce que la gauche bien-pensante la lui a laissée. Qu'a-t-elle fait, en effet, de sa défense de la valeur « travail » ? Qu'ont été les années Mitterrand, sinon d'abord des années frics ? Qui

a fait roi Tapie? Qui a fait supplanter Trenet et Renoir par le rap*, les tags et la vulgarité crasse? Les penseurs par les noceurs? *Les Rois maudits* par Loft Story? La religion catholique par la religion cathodique?

Coupable d'avoir laissé s'imposer cette société de consommation dans toutes les têtes après les avoir vidées, la bien-pensance de gauche* l'est aussi de continuer à s'opposer à tout ce qui s'oppose vraiment à elle : elle est contre le « protectionnisme » (qui permet aussi de se protéger de la sous-culture) ; contre l'enseignement de nos grands hommes à l'école (en classe de première ES, ce n'est plus Napoléon ou Saint Louis qui figure sur les livres d'histoire, mais Simone Veil pour sa loi sur l'avortement) ; contre le retour de la blouse à l'école (pourtant plébiscité par une majorité de Français, pour en finir avec la guerre des marques dans les cours de récré) ; contre le patriotisme (qui transcende les intérêts particuliers)...

Ils affirment rejeter la société de consommation, mais ils refusent de mettre en rayon autre chose que des produits périmés. Inconsommables.

COPÉ (Jean-François)

Carrière politique handicapée par une fracture de la facture.

COUACS

Programme de gouvernance mis en musique par François Hollande. Ségolène Royal, en ce domaine, est reine, puisque Hollande est roi. On a même dit qu'elle serait la première à faire « bugger » le « logiciel anticouacs » (*sic*) mis en place par Manuel Valls. À peine installée au gouvernement, elle critique ses collègues Michel Sapin et Arnaud Montebourg dans *Paris Match*, dénonce le

« mépris » et les « boules puantes ». En avant la musique des fausses notes pour la diva ! Puis elle annonce que l'autoroute A 831 ne verra pas le jour, alors même que Valls affirme le contraire. Dans la chorale, la dame au chignon, sorte de Mlle Lelonbec, chante à contretemps et pétrifie les cordes vocales qui tenteraient de lui dire de la fermer. Au demeurant, ça couaque partout.

CRÈCHE

Atteinte frontale à la laïcité selon les laïcards dont la seule mangeoire à ânes est de bouffer du chrétien.

CRÉDIBLE (pas)

« Pas crédible ! » Tout est dit quand c'est dit : l'autre n'est pas sérieux, impossible de lui accorder confiance*. En revanche, et du même coup, le locuteur qui décrédibilise se crédibilise. Facile, pas cher, efficace. En général, c'est dit sur un ton professoral, indispensable à la sentence de Jupiter. Le ton du petit prof ! Avec sa morgue froide, Juppé* excelle dans cet argument d'autorité tellement usité, au point de ne plus faire autorité.

Répondre : « Qui l'eût cru ? » Pas crédible ! L'immigration* pose un problème ? Pas crédible ! Sortir de l'euro ? Pas crédible ! Huit séquestrations par jour en France ? Pas crédible ! Le Qatar a célébré sa fête nationale au parc des Princes, à Paris, lors du match PSG-Montpellier, en présence de Valls et de Sarkozy ? Pas crédible ! On n'a plus aucune souveraineté ? Pas crédible ! J'en passe et des plus crédibles... L'argument, qui n'en est pas un, est en général employé par des prétentieux qui ne jouissent d'aucun crédit.



DALAI-LAMA

« Nous savons bien que les immigrants fuient des situations difficiles, mais le bon cœur ne peut suffire à les accueillir tous et nous devons avoir le courage de dire quand ils sont trop nombreux et d'intervenir dans leur pays pour y construire une société meilleure. Une simple politique d'accueil ne pourra jamais suffire pour résoudre ce problème. » (Sa Sainteté le 14^e dalaï-lama, à Rome, le 19 juin 2014.)

Marine Le Pen serait-elle un avatar de la pensée tibétaine ?

DÉCONSTRUCTION

Quel dommage pour Pol Pot, Mao ou Staline que ce mot n'ait été popularisé que trop récemment par nos petits cervelets roses et verts ! Déconstruire, ça veut dire détruire, tout raser, comme ils s'entendaient si bien à le faire, mais avec la forme, une apparence de dialogue, une once de respect censée conduire, en théorie, le futur déconstruit à accepter sa déconstruction.

Quand Najat Vallaud-Belkacem dit qu'il faut « déconstruire les préjugés en matière de sexualité », ça

signifie que l'école va s'en charger avec l'assentiment de l'élève, qui apprendra qu'on ne naît pas fille ou garçon, mais qu'on le devient. Au bout du bout de la déconstruction, le petit garçon trouvera donc tout à fait normal de passer des heures devant sa glace à mettre du rouge à lèvres et du coton dans son soutien-gorge en rêvant de devenir Pamela Anderson, et la petite fille à cogner, le cheveu ras, dans un punching-ball en rêvant d'être Marcel Cerdan.

Que de beaux discours auraient prononcé Pol Pot, Mao ou Staline à cette aune de la déconstruction! «Il faut déconstruire le capitaliste qu'il y a en chacun de vous! Il faut déconstruire le bourgeois qui sommeille dans vos cœurs! Il faut faire déconstruire ses voisins lorsque vous les entendez parler mal!»

Présentée comme une évolution consentie et heureuse, la déconstruction est en réalité un objectif et une pratique purement totalitaires. On retire de l'être humain, ou plutôt on lui fait retirer lui-même ce qui est décrété non conforme à l'idéologie dominante: aujourd'hui, son appartenance sexuelle; demain, ses idées; après-demain, son âme. Le moindre des paradoxes n'étant pas que les déconstructeurs se veulent des constructeurs.

DÉFAVORISÉS

Souvent favorisés par le système.

DÉFENSE (légitime)

Elle ne date pas d'aujourd'hui; l'inventeur fut Cicéron! Essonne, juillet 2014: un policier à terre tire sur un homme ivre armé d'un tesson de bouteille. Il le tue. On se pose la question: pouvait-il tirer? Aurait-il dû attendre de recevoir un coup au visage, à la gorge, de

pisser le sang, de perdre un œil pour souffler un grand coup dans son sifflet à roulette? L'acte de décès ou le casier judiciaire, les pompes* funèbres ou les pompes judiciaires: il faut choisir.

DÉGRADANT

Tartuffe ignorait le mot. Combien l'aurait-il utilisé pour couper le sifflet à ses détracteurs! Selon Manuel Valls, en revanche, traiter Ségolène Royal d'«emmerdeuse», comme l'a fait la couverture de *L'Express*¹, est «dégradant». Faut pas pousser le dictionnaire dans le bénitier! Cette «une» était certes grossière, mais n'était pas avilissante. En un certain sens, je dirais même qu'elle était flatteuse: mieux vaut être une emmerdeuse qu'une «fraise des bois», comme Fabius surnommait Hollande. Et puis Cambronne aussi était un emmerdeur...

D'où vient cette manie de la surenchère verbale? Peut-être d'un déficit éthique intérieur, d'un vide métaphysique que l'on comble avec le sable des mots. Être ou dire? Je dis, donc je suis! Si l'autre avilit, je n'avilis pas.

Vous remarquerez que tout le monde dégrade, sauf dans les banlieues. C'est un autoenrichissement moral. Jamais, même au temps des curés en soutane, le langage ne suinta de tant de «moraline».

«C'est dégradant!» Fermez le ban, plus rien à ajouter! La sentence tombe comme le couperet des mots sur la langue de l'adversaire. Le politiquement correct coupe court. Je pensais voir surgir ce mot, comme les lanières du fouet, quand on apprit que le secrétaire de la fédération socialiste du Gard avait acheté pour 10 000 euros de *sex*

1. Le 2 juillet 2014.

*toys** sur le compte des militants PS. Eh bien non ! les moralistes, cette fois, n'ont pas... vibré.

DÉLINQUANT (petit)

Deviendra grand si Taubira lui prête vie. Qu'est-ce qu'un petit délinquant ? Vol, outrage, rébellion, usage de stupéfiants, condamné cinq fois... sans jamais être incarcéré ! C'est le portrait judiciaire de Moussa Coulibaly, le poignardeur des trois militaires à Nice...

DÉLOYALE (concurrence)

Qu'on se le dise : une concurrence est toujours déloyale. Malhonnête. D'où le fait que ces deux mots soient systématiquement accolés. Défendre l'idée que la libre concurrence puisse, en réalité, profiter au plus grand nombre fait de vous un idéologue capitaliste aux mains rougies du sang des ouvriers. Si la concurrence ne peut être que déloyale, c'est qu'elle tire l'homme vers le bas en appelant à ses plus bas instincts. Car la concurrence n'est pas seulement déloyale par rapport aux autres, elle est déloyale en soi. L'esprit qui l'anime est mauvais : vouloir écraser l'autre. À tout prix (sans jeu de mots). Là, c'est rare !

Pour être le plus concurrentiel, l'*Homo concurrentielus* exploitera son prochain, et d'abord ses employés les plus modestes. Il sous-paiera ses fournisseurs. Il trichera, truquera, espionnera, mentira, calomnier, corrompra, multipliera les coups bas... En fin de compte, le mieux-disant gagnera la partie, celui qui aura le plus exploité, sous-payé, truqué, triché et corrompu. Interdit d'imaginer que, pour parvenir à ses fins, le même *Homo concurrentielus* sera au contraire tenter d'innover, d'investir, de mieux communiquer, de réduire ses marges, de baisser

ses prix... Cela signifierait qu'une concurrence peut être loyale. Or, le simple fait de l'imaginer est déjà déloyal.

DÉMAGOGIE

Franchement, je ne m'attendais pas à ça. Sur le précieux conseil de Sébastien Japrisot, j'ai consulté le *Littré* à la rubrique «démagogue». Comme moi, lisez, vous n'en croirez pas vos yeux. Bossuet, dans une citation, parle de Mélancthon¹! Mon correcteur, comique, suggère: Mélenchon. Serait-il le démagogue type? Le Che, le Chon? Non! Tous les hommes politiques, tous les animateurs de télé, tous les journalistes, tous les publicitaires, tous les footballeurs sont des démagogues: ils flattent le peuple. Aucun ne l'admettra. Le démagogue flatte le peuple, le dictateur* le fouette! La dictature est exclusive de la démagogie.

Demagogos est dans le téléviseur, l'urne, le Téléthon, la poignée de main, les commentateurs politiques, dans «le changement*, c'est maintenant», les droits acquis... Comment traiter les autres de démagogues quand les jeux du cirque, le foot, absorbent toute l'énergie des hommes politiques? Comment, surtout, qualifier autrement un président de la République en temps de crise qui, derrière ses nouvelles lunettes, regarde un match de la Coupe du monde en compagnie de jeunes* à l'Élysée et envisage, si la France se qualifie pour la finale, de reporter le défilé du 14 juillet?

1. Philipp Schwarzerd, dit Mélancthon (1497-1560), humaniste et réformateur allemand, rédacteur de la *Confession d'Augsbourg* (1530), texte fondateur du luthéranisme.

DÉMANTÈLEMENT

Proposer de réformer le statut des fonctionnaires (datant de 1945!) revient à vouloir démanteler les services publics. Démanteler: «Détruire ce qui est organisé, ce qui forme un ensemble structuré», dit le Larousse. Donc démanteler = détruire. Voilà donc révélé, avec ce mot, le but secret de tous ceux qui jugent qu'au bout de soixante-dix ans, et en pleine crise il est temps d'ouvrir le débat sur tous ces avantages et privilèges dont jouissent les agents du service public: garantie de l'emploi, promotions systématiques à l'ancienneté et non au mérite, retraites* en or massif (calculés sur la dernière année, voire le dernier mois de salaire, contre les meilleures vingt-cinq années pour les salariés du privé), sans compter les billets gratuits pour les fonctionnaires de la SNCF* et de la RATP, l'électricité pour les agents d'EDF, les comités d'entreprise Club Med, les primes de tout pour rien, les mutuelles offertes...

Proposer de rénover, d'égaliser, de libéraliser (ouh! le vilain mot, encore), c'est proposer de détruire. De casser. Pour casser. Et pas seulement la branche à laquelle vous songez à vous «attaquer», mais... l'ensemble du service public! Une attitude suicidaire de la part des syndicats de nantis, arcboutés sur leurs dogmes d'une autre époque. Car la France n'a plus les moyens de payer ces surprotections et suravantages. Faute d'être rénové aujourd'hui, c'est le service public lui-même qui va finir par s'autodétruire. S'autodémanteler.

DÉNIGRER

Verbe de retour en force dans le vocabulaire de gauche dont Le Guen use et abuse dans son porte-voix d'estrade socialiste pour bloquer toute critique de la

politique gouvernementale. Si on dénonce la politique d'immigration, on dénigre la France ; si on s'inquiète du taux de chômage, on dénigre ; si l'on évoque la dette, la dépense publique, les déficits, l'insécurité, et j'en passe, on dénigre... Bigre ! on dénigre ! Crier au feu, c'est dénigrer les incendiaires avec Le Guern...

DÉPÉNALISATION

Dire qu'un crime ne l'est plus, qu'un délit ne l'est plus, alors qu'il existe toujours mais n'apparaît plus à la mode, c'est cela, la dépénalisation. C'est la mode du crime ! Aujourd'hui, ce mot accompagne un autre mot fumant : cannabis. Faute d'éradiquer le délit, on le dépénalise. C'est la dépénalisation des esprits !

DÉRÉGLEMENTATION

Qui dit déréglementation dit suppression des règles. Le déréglementeur apparaissant comme une sorte d'Attila derrière lequel rien ne repousse. L'antirénovateur. Or, il ne s'agit pas de supprimer des règles, mais d'en imposer de nouvelles, plus adaptées à notre temps. Toujours le même système de diabolisation sémantique : transformer le réformateur en équarisseur. C'est ce système qui est déréglé.

DÉSENDOCTRINEMENT

Nous sommes sauvés ! Christiane Taubira a trouvé la solution contre le djihadisme : la création de « centres de désendoctrinement ». Elle pourrait en profiter pour y faire un stage ! Et ferait bien d'y placer l'imam de Lunel, s'il ne risquait de convertir l'hôpital, lui qui compare les égorgeurs de sa ville, partis rejoindre l'État islamique, aux

Français juifs qui rejoignent l'armée israélienne. Pour lui, aucune cure de désendoctrinement : il va bien, tout va bien, on est bien ! Face à la kalachnikov, le désendoctrinement est très efficace ; je préférerais le désarmement.

DÉTERMINISME

Lorsque ça arrange les bien-pensants, le déterminisme est une vérité gravée dans le marbre. Intangible. Qui naît pauvre vivra exploité. Qui naît riche vivra exploiteur*. Qui est noir sera victime* du racisme*. Qui est femme sera victime du machisme. C'est comme ça. C'est écrit. C'est même pour cela que la gauche a été créée : suppléer aux injustices héritées de la naissance.

Mais la même bien-pensance, qui considère ce déterminisme comme un élément constitutif de l'identité de chacun, estime au contraire que l'on n'est, par exemple, pas « déterminé » par sa naissance et sa nature à être homme ou femme. Là, tout est différent. Vous naissez prolo, vous serez prolo toute votre vie, donc victime* toute votre vie, d'où la nécessité de vous protéger. En revanche, *dixit* les fous furieux de la théorie du genre, que vous naissiez avec une paire de noix ou une foufoune ne détermine strictement rien dans votre vie future ! Pas plus que n'influe sur le cours d'une existence le fait d'avoir un grain de beauté sur la fesse gauche ou la fesse droite.

Le déterminisme, qu'on se le dise, est donc à géométrie variable. En béton armé quand il est social, en carton-pâte (et encore !) lorsqu'il est sexuel. Normal : le premier légitime les discours compassionnels et l'action publique de « gôche », tandis que le second échappe à toute possibilité de récupération et de « rééducation » politique. Échappe, ou plutôt échappait. Car, avec l'introduction, bien réelle, de la théorie du genre à l'école, le socialisme entend désormais influencer sur ce déterminisme. À l'inverse

du fils d'immigré auquel on ne cessera de rappeler ses racines et combien il doit en être fier, l'école dit aujourd'hui à vos enfants: « Vous pensez être une petite fille ou un petit garçon? Vous vous trompez: c'est à vous de choisir, et nous allons vous y aider. Toi, Helmut, prends cette Barbie; toi, Marilyn, attrape ce camion de pompier. » Débile et dangereux. Et puis, franchement, en se baladant à Paris un jour de Gay Pride, on a quand même le sentiment que certains Helmut qui se sentaient plus Marilyn n'ont pas eu besoin de Vincent Peillon et de Najat Vallaud-Belkacem pour s'en convaincre et se déterminer. Tout seuls. Tout cela dit avec le plus grand respect pour le déterminisme indéterminé, évidemment!

DETTE

Tout va bien, on est tellement endetté qu'on a même plus les dents, comme Cosette, pour payer; il est vrai qu'on est les sans-dents endettés. À chaque seconde qui sonne, la dette publique française augmente de 4 640 euros; elle dépasse aujourd'hui les 2 milliards d'euros! Chaque habitant est donc endetté à titre personnel à hauteur de... 30 385 euros en 2014! La dette, c'est la diète. Il ne faut pas le dire.

DIALOGUE SOCIAL

Dialogue toujours, tu m'intéresses... Plus sûr chemin pour imposer ses décisions – tout en se donnant un petit air démocratique. Tout oukase doit s'accompagner de la vaseline du dialogue social. « Les chicanes sont alléguées comme faisant la décision de l'affaire », disait Bossuet. Le dialogue social permet d'affirmer que l'on a dialogué. Tous les ministres ont ce mot à la bouche. Ils dialoguent sur l'augmentation des impôts, sur le quotient familial,

sur les faillites, sur les pertes d'emploi, sur l'austérité... Et après ? On se sent encore plus cocu d'avoir fait coucou dans l'oreille sourde des oiseleurs qui nous plument.

DICTATEUR

Personnage politique infréquentable à qui l'on ne peut, l'on ne doit pas vendre un bateau... Poutine, donc, est un dictateur. Mais pas l'honorable Li Keqiang, à qui l'on peut vendre un aéroport et qui mérite toute notre considération parce qu'il s'honore d'être le chef d'État du seul pays au monde où un Prix Nobel (Liu Xiaobo) est incarcéré... Le Tibet, il est vrai, n'est pas l'Ukraine... l'Arabie Saoudite qui fouette, la Turquie qui emprisonne, le Qatar ne sont pas des pays dictatoriaux : on peut même défiler avec eux. Dictamère !

DISCRIMINATION

Toujours à sens unique.

DISSOLUTION

Les « frondeurs* », c'est pour du beurre ; ils ont des dents mais ne mordront pas. Ils n'ont pas confiance* en François Hollande et en Manuel Valls qu'ils ont sifflé, hué, chahuté. Ils ont même trouvé l'audace – imaginez, une audace dantoniste ! – d'accueillir dans l'amphithéâtre de la fac de lettres de La Rochelle, pouponnière naturelle des socialistes, une Taubira plus excitée qu'une bouteille d'Orangina Molotov. Elle a nargué le Premier ministre, acceptant par avance, courageusement, les risques qu'elle sait ne pas courir. Devant micros et caméras, le verbe s'est enflammé, crachant le feu d'accents révolutionnaires consumés depuis longtemps dans les cendriers nocturnes

de la gauche caviar. Tout le monde était content : les frondeurs* qui ont frondé et fondu, Taubira, la Louise Michel de La Rochelle, Montebourg, le Basile détective, Valls, le conspué comblé...

Mais ne rêvons pas, hélas ! Vous verrez qu'ils voteront la confiance* à l'homme sans confiance, en toute bonne conscience. Donc, pas de dissolution. Pas de retour au peuple, pourtant réclamé par le peuple. La trouille des urnes est plus forte que la brouille des hommes. Plus forte aussi que les insultes, les haines*, l'idéal exotique d'une gauche à gauche et le rejet de ce président « choisi par le hasard », mou, moribond, désormais édenté, en manque d'« affection », selon son Premier ministre-douce tisane... et qui ne remonte dans les sondages que sur le marchepied des cercueils.

Allô maman bobo... Sparadrap premier a mal aux dents, le pauvre ! Mais, pendant ce temps, les Français, eux, ne rigolent plus : ils préparent la rentrée avec au cœur un sentiment d'abandon et d'exténuation. Ils n'ont plus confiance* dans la classe politique préoccupée de sa petite survie, de ses petits arrangements et de ses petits meurtres entre amis.

La société civile qui trime, tiers-état d'aujourd'hui, qui n'a pas la garantie de l'emploi, ne peut être malade, ne connaît pas les 35 heures et n'a pas de syndicats est à bout de souffle. Elle expire sous les feuilles d'impôts, les taxes, les contrôles, la paperasserie, les tracasseries, les normes, la concurrence déloyale, la méfiance et l'insulte. Elle peine et bosse sans s'exprimer, trop obligée, au jour le jour, de tenir le coup.

Dans cette Assemblée nationale gorgée de fonctionnaires qui ne fonctionnent plus, d'apparatchiks, d'« associatistes », de professeurs de morale à sens obtus, qui mesure la force de cette révolte dormante ? Qu'elle nous rejoigne dans un collectif de la société civile pour

se faire entendre, pour la survie économique du pays, pour le courage des idées nouvelles ! Rien ne changera s'il manque la bravoure d'affronter la bourrasque des vérités violentes, de modifier les structures, de reconnaître les erreurs, de donner la parole au peuple, de perdre ses prébendes, de créer des contre-pouvoirs...

La façade craque : désordre financier, impôts, jactance, bureaucratie, innovations lunaires, réforme des rythmes scolaires, loi Duflop, contrainte pénale, mariage pour tous, mensonges, chômage, infantilisme d'une certaine presse perroquet, guerre bancaire, menace intérieure, tout y est ! La France coule à pic. Les allées du pouvoir deviennent les alcôves de Feydeau. On se vautre dans l'exhibition médiatique durable* et rentable. Attention, le temps des vengeurs en onde pointe ! Valérie la répudiée de la République lance le cri assassin du coucou dans son livre. Mais on ne saurait se féliciter qu'elle habille d'un peignoir le président de la République. Où est l'honneur ? Où est le respect de la France que, pour notre honte, Hollande incarne ? Jusqu'à quand abusera-t-on de notre patience ? Dissolution, j'écris ton nom !

DISSUASIF

Il y a la bonne dissuasion et la mauvaise. La bonne, c'est celle qui est utilisée par les gentils. Dans un but gentil. Afin de dissuader les jeunes* de saccager leur quartier, on leur offrira une salle pour se réunir. À l'école, on leur expliquera que ce n'est pas bien de traiter les filles de « sales meufs » et que s'ils continuent, un jour, les mecs aussi seront traités de « sales keums ». Que s'ils fument trop de shit au réveil, ils risquent d'être moins attentifs en cours et donc, peut-être, d'échouer à Polytechnique, où ils mériteraient pourtant de rentrer. Que s'ils préfèrent

malgré tout ne plus venir en cours, ils pourraient être obligés de... ne plus venir en cours.

Mais les mêmes qui parlent de mesures dissuasives à cette sauce suave ne veulent surtout pas entendre parler de dissuasion plus épicée. La suppression des allocations familiales* en cas d'absentéisme scolaire répété? Une « injustice » (Noël Mamère). Les centres fermés pour mineurs délinquants récidivistes*? « La solution n'est pas l'enfermement » (Martine Aubry). Pas dissuasif, donc. Ou plutôt trop dissuasif. Comme, évidemment, les amendes et les cures de désintoxication forcées pour les toxicomanes (la fameuse loi de 1970 jugée « inapplicable »). Comme, également, les peines de prison* pour les « petits délits » – supprimées par Christiane Taubira. Car la « bonne dissuasion » n'est pas faite pour dissuader.

DOCTEUR HONORIS CAUSA

Expression et titre ringards, jusqu'au jour béni des bourgeois bobos où Cohn-Bendit, dit Dany le rouge, avant d'être vert, reçut en l'université de Nanterre la perruque de docteur *honoris causa*... Pour causer, il cause, depuis Mai 68! Et que de dégâts sa jactance a causés! Ça y est, il est vieux, comme tous les gauchos sont vieux, dépassés, démodés. Anar de luxe, poudré d'honneurs comme une vieille marquise. Incroyable mais vrai: Nanterre-la-Vieille sacre son saint patron, son révolutionnaire d'un mois de mai, toujours élu, tranquille, qui donne par célébration encore vingt ans à tous ces vieux cons en mal d'eux-mêmes. Les ratés de la terre! Comique, triste, inquiétant? Cohn-Bendit, le béni honoré de la cause!

DOMICILE

On n'est jamais si bien logé que par soi-même. Quelques députés craignant sans doute de devenir des SDF après les élections ont utilisé l'IRFM, fonds destinés aux dépenses parlementaires, afin de s'offrir, aux frais des contribuables, un coquet logement.

En un mot, ils se constituent un patrimoine avec l'argent public. Mélenchon l'a fait, donc la chose est conforme à l'idéal prolétarien ! Du logement pour tous. Les sans-abri apprécieront !

DRAPEAU

France, ton drapeau fout le camp ! Va-t-on voir, enfin, la réalité explosive amorcée derrière des événements que les mythomanes médiatiques et politiques s'égosillent à minimiser, faute de pouvoir les empêcher ? Le pouvoir, matamore moribond, s'agite dans le vide abyssal de son insignifiance. Déjà, un match contre la Corée du Sud a provoqué des exactions : des drapeaux français ont été décrochés au profit des drapeaux algériens, exhibés partout. Après un match entre l'Algérie et la Russie, de nouveau des troubles. Quoi de plus anodin ?

En France, fait unique dans le monde, la qualification algérienne déclenche ce que, « motus et bouche cousue », notre ministre de l'Intérieur nomme discrètement des « incidents insupportables ». En réalité, des violences*, des dégradations, des crachats pour la patrie sous le déploiement, dans plusieurs villes, du drapeau algérien ! À Roubaix, des commerces ont été vandalisés, des vitrines défoncées, des voitures brûlées. Cependant, *La Voix du Nord*, aphone de vérités, déclare : « Non, décidément, les casseurs ne sont pas des supporters comme les autres. » Et de citer des supporters d'origine algérienne qui ont

sagement regardé le match chez eux. Comme si c'était extraordinaire ! Évidemment, il faut s'interdire l'injuste « amalgame ». Et le journal d'ajouter que ces « incidents » font « le jeu de l'extrême droite ». Comme si l'extrême droite, objet d'opprobre non identifié, devait toujours, en fin de compte des décombres, y être pour quelque chose.

Allons, ouvrez les yeux, débouchez-vous les oreilles, enlevez le silencieux de vos plumes ! En réalité, ces « incidents » vomissent la haine* pour la France ! C'est dramatique, périlleux. C'est la faute aux lâchetés, aux démissions, à l'électoralisme prostitutionnel, à la faconde trouillarde de nos phraseurs systématiques à nommer les choses par des artifices qui nient la réalité et nuisent aux braves gens d'où qu'ils viennent. Quel pays se mettrait en état de siège, hormis le nôtre, en cas de match contre l'Algérie ? Aucun ! Quel pays voit flotter un drapeau étranger en remplacement du sien sur son territoire ? Aucun !

Même si cette détestation de notre sol est minoritaire, ce que rien ne peut démontrer ni infirmer, cela en dit long sur l'échec de l'immigration* et de l'assimilation. Pas un pays ne tolère ce que nous subissons, pas un ! Huit cent mille inscrits en France pour les élections algériennes ! Qui est leur président ? Au nom même de la paix et du respect auxquels ont droit nos compatriotes d'origine algérienne, nous devons les aider à être exclusivement français de France. Un seul moyen qui brille comme la clarté du choix, valable pour tout le monde : supprimer la double nationalité, son acquisition automatique, au motif que l'on naît sur le territoire français, et faire respecter partout, sans faiblesse, nos couleurs.

Un match de foot, un jeu, un divertissement mondial qui devient un prétexte à l'exhibition d'un nationalisme étranger et agressif, à la violence*, à la casse, à l'injure, en France et rien qu'en France, pays généreux – mais

jusqu'où et jusqu'à quand? Le chant du coq égosillé, plumé, réussira-t-il un jour à nous réveiller? Les «antiracistes» se réunissent à Fréjus pour tirer un bilan des cent jours des onze villes de France administrées par le FN... Qu'ils aillent donc faire des bilans après les matchs!

DROGUE (usager de)

Qu'on se le dise : un drogué n'est pas un drogué, pas davantage un toxicomane; c'est un usager*, un consommateur de drogue. Pourquoi «usager»? Parce qu'un usager, c'est quelqu'un qui a l'usage de quelque chose, c'est-à-dire ses habitudes, et que des habitudes, tout le monde en a. L'usager*, c'est M. et Mme Tout-le-Monde. Vous et moi. Donc ce n'est pas discriminant.

«Drogué», c'est la drogue; «toxicomane», c'est toxique, induisant la notion – bien réelle – de dépendance, donc de maladie. Mais «usager de drogue»? Pour un peu, on aurait l'image rassurante du consommateur lambda, son caddie rempli de Vache qui rit, de shampoing antichute et de poissons pannés, ajoutant quelques doses de crack, une ou deux barrettes de shit et quelques lignes de coke...

Bref, l'usage de la drogue, devenu un objet de consommation courante, n'est plus un péché. Juste un péché gourmand. À quand le terme d'«usagers de petits garçons et/ou de petites filles» pour les pédophiles, d'«usagers de sacs de vieilles dames» pour les détrousseurs de personnes âgées ou d'«usagers de couteaux dans le cou» pour les égorgeurs?

DROITISATION

Que la droite aille à droite choque la gauche qui ne va plus à gauche. L'introduction de cette expression dans

la langue de con en dit long sur une droite qui se courbe sans fierté, comme Sicambre ; une droite qui n'est plus de droite, puisque, dès qu'elle ose l'être, elle se fait engueuler par les géomètres de gauche*. Qu'une telle accusation puisse s'imposer dans le paysage linguistique français démontre l'emprise du bornage de gauche*. Même les journalistes l'emploient. Si la droite avait été à droite, et non d'une droite gauche, elle ne subirait pas ce reproche.

Car jeter à l'UMP qu'elle se droitise, c'est dire à un mou qu'il fait de la gonflette!

DURABLE

Aujourd'hui, tout est durable. Développement durable, énergie durable, construction durable, mobilité durable, agriculture durable, consommation durable, tourisme durable, bâtiment durable, habitat durable, ville durable, orientation durable, démocratie durable, territoire durable, marketing durable, marché durable, mobilité durable, et même «gauche durable» (le nom d'un sous-sous-courant du PS). C'est LE mot à la mode. Celui qui permet de se donner bonne conscience en toute circonstance : on bosse, on importe, on consomme, on construit, mais, rassurez-vous les gars, on pense aux baobabs, aux ours blancs, aux fourmis, à nos poumons et à la couche d'ozone : c'est durable ! Comme si ce que l'on faisait avant ne l'était pas, durable.

Cette expression immortelle signifie : « Un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins » (rapport Brundtland). Dans la bouche des écolos, l'expression prend la saveur d'un bonbon acidulé, même si l'avenir ne leur réserve aucune durabilité. Le mot est flou, mais il possède l'éternité sémantique des centenaires. Pour Sylvie

Brunel, lucide, « c'est une technique de marketing digne des grands prédicateurs ». Le mot est entré dans l'« écologiquement correct » ; il a permis l'installation d'un capitalisme vert, qui sert de paravent aux idées protectionnistes. Il a remplacé dans la réalité le mot « développement ».

Désormais, durable ne veut plus dire « qui dure » : le touriste durable, ce n'est pas celui qui prend des vacances prolongés. Durable, aujourd'hui, veut dire : qui ne gâche pas, qui économise l'énergie. Mais on ne dit pas : développement économe, bâtiment économe, etc. Ça ferait petit, pingre, étriqué. Bref, réac*. Alors qu'avec « durable » on se projette dans l'avenir, on pense au ciel bleu, aux petits oiseaux, à son prochain, à l'avenir de l'humanité. Bref, on est écolo. Un con durable.

E

ÉCONOMISTES

Ne font jamais faire d'économies. Il suffit de s'auto-proclamer économiste pour occuper les plateaux télé. Le Ciel avait deux spécialistes, hélas disparus, l'Abbé Pierre et sœur Emmanuelle ; l'économie affiche François Lenglet. Il n'est pas le seul, mais il fait autorité. C'est l'archétype de l'économiste médiatique avec sa tête chauve de matheux. Est-il d'ailleurs un vrai chauve ? Regard scrutateur, sourcil en forme de point d'interrogation, grandes oreilles en pavillon, tête penchée, doigt réflexif sur la lèvre supérieure ou mains en prière, c'est le penseur tel qu'aujourd'hui Rodin l'immortaliserait. La voix basse, posée, professorale, il pond des chiffres indéchiffrables, des courbes incontournables, des statistiques saturantes. Pour l'Observatoire des journalistes, « il incarne un journalisme* expert s'appuyant exclusivement sur des chiffres ». Un expert ! Des chiffres ! Tout est dit : allez contredire un expert expertisé par ses confrères journalistes...

Aujourd'hui, si dans un débat vous ne débitez pas une cascade de chiffres qui endorment, vous ne faites pas sérieux. Il faut l'économiste de service, comme autrefois on avait les directeurs de conscience. L'habit est cousu de

maths, de courbes, de stats, de certitude, de gravitude, tel le costume de Diafoirus et de Purgon : « Tout galimatias devient savant et toute sottise devient raison. » Notre économie se meurt, mais les économistes sont à son chevet, à se disputer au milieu de querelles de clocher qui sonnent le glas. L'économie française mourra... bien soignée!

ÉCOUTES

Il existe des refuges. L'avocat, comme le médecin, en est un. Au-delà du bien et du mal, des droites et des gauches, un homme doit pouvoir parler à un homme dont la fonction est de l'écouter sans trahir les secrets qu'il recueille, au nom des limites humaines de la solitude. Cet homme, s'il est avocat ou médecin, ne doit pas être écouté dans ce confessionnal, sauf à sombrer dans l'espionnage judiciaire. La barbouzerie glauque des oreilles sales.

Il y a menace, et même danger, pour les droits de la défense, qui sont sacrés, car toujours piétinés par les régimes abusifs. Je n'ai, on s'en doute, aucune sympathie pour Nicolas Sarkozy ni pour ses amis qui copulent dans l'urne à chaque occasion incestueuse, tout en tirant une lourde charrette d'affaires. Mais là n'est pas la question. Du seul fait qu'il défende l'ancien chef de l'État, son avocat, Thierry Herzog, est, à ce seul titre, espionné pendant des mois. La police lui confisque même son téléphone. Sous l'autorité des juges, elle écoute et enregistre le bâtonnier, violence* unique dans une démocratie.

Il ne s'agit pas de salir les juges, comme le dit un syndicat; ils n'ont besoin de personne pour se salir en s'autodétruisant par application excessive de mesures coercitives inadaptées. Qui fait mieux dans la salissure,

en décrétant la double garde à vue* d'un procureur général et d'un avocat général, tout à fait inutile dans le cas d'espèce? Et pour l'un, ancien porte-parole du Syndicat de la magistrature par un engagement politique avéré contre un justiciable nommé Sarkozy, qui a droit à l'impartialité, même d'apparence. Les juges ne pouvaient-ils l'entendre eux-mêmes, comme l'avocat et les magistrats? Nul n'est au-dessus ni en dessous des lois, qu'il soit avocat, juge, procureur, ministre ou «jeune de banlieue». Au fait, Cahuzac est-il allé en garde à vue*?

Ce qui corrompt la neutralité de cette procédure, c'est l'acharnement contre l'avocat mis sous écoutes. Évidemment qu'un avocat peut être écouté par la justice! Encore faut-il qu'il soit lui-même soupçonné d'avoir commis une infraction sur la base d'indices graves justifiant le soupçon*; et non à titre préventif, au cas où, sait-on jamais, on verra bien... Écoutons toujours. Tout : les bruits de robinet, de chiotte, les borborygmes, les confidences des clients, la vie privée... Il sortira bien quelque chose de cette chasse... et, pendant ce temps, on cesse d'écouter Merah, Coulibaly et les frères tueurs...

À ce titre, on peut donc tous être écouté sur un doute, une supposition, une intuition, une perversion, une obsession judiciaire. Les murs ont des oreilles, même le «mur des cons»! L'avocat est un citoyen* comme les autres, certes, mais pas le client dans un État de droit. C'est lui qu'il faut protéger, et non l'avocat!

ÉGALITÉ

L'égalité des chances, l'égalité homme-femme, l'égalité du genre, l'égalité devant la loi, l'égalité professionnelle, l'égalité sociale, l'égalité devant la mort, devant le mariage... On n'en finit plus d'égrener le chapelet des moines égalitaires. Sommes-nous pour autant plus égaux

depuis que l'on répète le mot « égalité » ? Ne serait-elle pas devenue, selon l'expression de Philippe Bouvard, « une drogue* de substitution » aux effets pervers, chacun jalouxant chacun, au droit d'être ce qu'il est ?

Un jour, une twitteuse m'a écrit qu'elle était depuis vingt ans devant son chevalet et qu'elle gagnait 2 000 euros par mois. J'eus l'indécence de lui répondre : « Picasso aussi a passé vingt ans devant son chevalet ! » C'était la réponse du salaud absolu. Et, pourtant, est-ce faux ? La soif d'égalité nous a donné les pires poivrots du sang du peuple. Gracchus Babeuf voulait une dictature provisoire pour organiser une société égalitaire. Ce mouvement « porte en lui une exigence généreuse d'égalité, et en même temps il charrie le pire : l'utopie meurtrière, la mutilation de la liberté au nom de l'égalité, la référence révolutionnaire comme mode d'action » : ainsi est-il dépeint par Max Gallo, de l'Académie française. Au fait, pourquoi n'en suis-je pas, moi, de l'Académie ?

Où est l'égalité ? Là-haut dans les nuages, « les nuages qui passent... là-bas... les merveilleux nuages ! ». Ça crève le cœur de voir comme on se moque sciemment du monde d'en bas, du petit monde des cafés noirs à deux sucres et des fins de mois amères. Il faut créer une égalité pratique et non une égalité prosodique, comme celle de la mission confiée à Mme Vallaud-Belkacem : « Lutter contre l'homophobie*, toutes les discriminations* et violences* dues à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre. »

Ce mot d'« identité » réveille en ma mémoire scolaire cette réflexion de Saint Exupéry : « La démagogie* s'introduit quand, faute de commune mesure, le principe d'égalité s'abâtardit en principe d'identité. » Les « exagérés », les « partageux », les « sans-culottes » ont tous finis égalisés. Par le couperet de la guillotine. « Ils veulent l'égalité dans la liberté, écrivait encore Tocqueville, et,

s'ils ne peuvent l'obtenir, ils la veulent encore dans l'esclavage. »

ENA

Moule à gaufres politique. Toutes ces gaufres se ressemblent, ayant ruiné la France. Les énarques ont fossilisé le discours politique ; ils l'ont fiché, comme des flics traquant l'originalité, au point d'en faire une terre morte, une statistique. Ils monopolisent la vie politique, nouvelle noblesse affublée de privilèges, de droite, de gauche*, d'ailleurs, ils sont les mêmes. Quelle que soit leur bonne volonté, ils sont une technique politique, une machinerie de la bien-pensance, des robots du conformisme.

Aucune authenticité possible chez un énarque ; il est authentique dans l'inauthenticité, parce que toute son éducation, sa formation est antihumaniste ; purement, techniquement et exclusivement politique. Les énarques ont transformé l'action politique en métier, en job comme les autres, habillé de mots toujours républicains*, toujours démocratiques, toujours médiatiques, toujours lisses... En sus, ils se reproduisent entre eux. L'important est d'occuper le terrain politique, d'être là, de gouverner.

ENDETTEMENT

Système mis au point par le docteur Copé* pour édentier l'UMP.

ENSEMBLE (mieux vivre)

Moins on arrive à vivre ensemble, plus on le rabâche. Moins on se supporte dans les quartiers, dans les cités, dans le métro, au boulot, au dodo, plus il faut chanter

l'antienne des bobos qui ne s'installent ni à La Courneuve ni à Clichy-sous-Bois : « Non pas l'exclusion mais l'inclusion, non pas la haine* mais la tolérance, non pas la ségrégation* mais la mixité ou encore le "vivre ensemble". »

Comme si on pouvait décréter le « vivre ensemble » ! Les gens veulent bien vivre ensemble, à condition d'être bien ensemble... L'implantation du communautarisme, du multiculturalisme, de l'intégrisme vestimentaire et alimentaire dans les zones de non-droit, dites « de sécurité prioritaire » au nom d'un antiracisme électoraliste autant que d'un angélisme diabolique, a ruiné les chances du voisinage.

C'est quoi, le « vivre ensemble » ? C'est respecter l'ensemble ! Autrefois, ce terme malheureux s'appelait nation, patrie, pays... On vivait ensemble parce qu'on était ensemble, partageant la même culture, les mêmes traditions, la même histoire, la même langue. Chacun avec ses différences, bien sûr, et tant mieux, mais tous avaient le sentiment d'appartenir à une même nation. Aujourd'hui, on appartient à une cité, à un club de foot, à une association ou à rien du tout, à ses haines* ou à sa bande, sa religion, ses frustrations. L'« ensemble » a explosé.

Vivre ensemble ? Dans la peur, les règlements de comptes, les violences* urbaines, dans les statistiques sanglantes de la criminalité, dans la rubrique des faits divers...

Depuis que le Christ a supplié : « Aimez-vous les uns les autres », c'est-à-dire tous, sans distinction, il a fait le boulot. On attend maintenant que François Hollande meure en croix, encadré par Harlem et Manuel, Taubira à ses pieds et Duflot dans le rôle de Judas, pour reconstruire le vrai « vivre ensemble » en France. Si on y arrive...

ÉQUITABLE

Conforme à l'équité, à la justice. Aujourd'hui, tout – même le commerce*, les baskets, l'économie, la consommation – doit être équitable. Une fois le mot déployé, il vaporise de justice tout le propos. Il suffit de le prononcer pour être équitablement inéquitable. L'économie équitable? Pourquoi pas l'érotomane chaste, l'alcoolique sobre, le banquier généreux, le con intelligent, l'intégriste tolérant, le tortionnaire délicat...

ESCLAVAGISTE

Ce mot, hélas, qui désigne la pire corporation de l'humanité, celle des partisans de l'esclavage, celle qui faisait commerce des êtres humains, s'affadit dans un usage disproportionné, allant jusqu'à qualifier le patron autoritaire ou le touriste sexuel. Loin de moi l'idée de nier l'existence de comportements inhumains, punissables pénalement, mais peut-on parler d'esclavage sans dénaturer l'horreur planificatrice de l'industrie sanglante? Il existe même un esclavage moderne : aujourd'hui, deux millions d'êtres humains seraient toujours réduits en esclavage!

Ce qui envahit la langue de bois, c'est l'unique et répétitive responsabilité du monde occidental dans l'organisation de l'esclavage et son obligation de repentance rétrospective – la France en tête. Les Pays-Bas et l'Angleterre, premiers esclavagistes, passent presque inaperçus. Selon Alain Testart, l'esclavage, preuve historique* de la maladie de domination, sévit depuis le néolithique et a perduré jusqu'à nos jours au Soudan¹.

1. Cf. Alain Testart, *L'Esclave, la Dette et le Pouvoir*, Errance, 2001.

Le Code de Hammurabi, l'Antiquité grecque, l'Afrique, le monde arabe (le dernier marché aux esclaves fut fermé au Maroc par les Français en 1920) l'ont pratiqué avant l'Europe. Razziés par les musulmans, les Blancs au XVI^e siècle furent, selon les travaux de Robert C. Davis, plus nombreux que les Africains enchaînés aux Amériques¹. Et, pourtant, il n'est de repentance que de l'Europe, de la France! Pourquoi? À cause de notre inconscient collectif culpabilisé par le travail acharné de propagande des « nouveaux bien-pensants », selon l'expression de Michel Maffesoli².

ESPRIT DE MAI

Quand les anti-68 utilisent le mot « soixante-huitard », les nostalgiques de cette époque bénie au gaz lacrymogène, où de jeunes bourgeois pratiquaient l'amour libre dans les amphes et le caillassage des forces de l'ordre pour pimenter leurs soirées, parlent quant à eux de l'« esprit de Mai ».

Amour libre? Comme si l'amour pouvait n'être point libre. L'esprit, le saint esprit de Mai existerait donc? L'esprit libre, évidemment! L'esprit jeune, rebelle, évidemment! Parce que c'est ça dont il s'agit: le rêve d'une société de rêve, sans classe, sans ordre, sans censure, sans vieux cons qui parlent à la télé, sans prêtres bornés, sans militaires sanguinaires, sans anciens combattants forcément séniles, sans patrons génétiquement oppresseurs, sans flics tortionnaires, sans bagnoles puantes, sans

1. Cf. Robert C. Davis, *Esclaves chrétiens, maîtres musulmans. L'esclavage blanc en Méditerranée (1500-1800)*, Éditions Jacqueline Chambon, 2006; « Babel », Actes Sud, 2007.

2. Michel Maffesoli, Hélène Strohl, *Les Nouveaux Bien-Pensants*, Éditions du Moment, 2014.

pluie, sans chef, sans ploucs, sans culottes, sans mariage, sans lendemains qui déchantent... Une société baba-cool les fromages de chèvre à vendre sur les marchés en moins. Le meilleur des mondes version prof de philo en catogan et femmes libérées qui vous mettent la main au cul dans les manifs.

Sauf que c'est leur « esprit de Mai » qu'on a envie de leur mettre au pif: une société totalement aseptisée, sans aspérité, type secte. Un monde lobotomisé où l'on s'emmerde à penser et à être tous pareils. Ils n'ont rien compris. Ce qu'on veut, nous, c'est être tous différents! Vive le village d'Astérix et ses méga-bastons! L'esprit de Mai 1968 est mort le jour de la grande manifestation où le peuple a embrassé, applaudi, fleuri les CRS et les gendarmes. Ce n'était plus CRS, SS, mais CRS, SOS!

ETHNIQUE (épuration)

Se pratique aussi, d'après Aquilino Morelle, à l'Élysée. L'arme fatale de cette épuration: la chaussure. Le mercenaire: le cireur noir et son cirage!

EXCUSES

Obligation déontologique monomaniaque typiquement française. On s'excuse même de s'excuser.

EXIGENCE

Plus question pour un parent ou un prof de dire « j'exige » à un enfant. L'exigence, la noble, celle d'aujourd'hui, c'est autre chose: ce n'est pas quelqu'un qui impose son choix, c'est la morale, le droit, la justice, l'équité. Bref, le Bien. Or ce qu'exige le Bien

est forcément... bien. On ne le conteste pas. Interdit, *verboden*!

Le contester, pour la caste des Exigeants (avec un *E* majuscule), c'est faire partie du camp du Mal. Dès lors, l'exigence est partout où se situe le Bien. Dépenser près d'un milliard d'euros par an pour soigner les clandestins par le biais de l'AME*? Une « exigence » (Cécile Duflot)! L'amnistie sociale des syndicalistes casseurs? Une « exigence » (CGT*)! Imposer les plus riches, qui sont pourtant ceux qui versent chaque mois un salaire aux plus pauvres? Une « exigence » (Jean-Luc Mélenchon)! La taxe sur le diesel, utilisé par les plus modestes qui habitent loin de leur lieu de travail et n'ont pas les moyens de s'acheter une nouvelle voiture? Une « exigence » (Benoît Hamon)! La réquisition des logements non occupés au mépris du droit de propriété? Une « exigence » (Anne Hidalgo)!

Après la culture de l'excuse, la culture de l'exigence. À propos de laquelle on notera, cependant, qu'elle est toujours à sens unique. Qui, en effet, parle de l'exigence d'aimer son pays? De l'exigence pour les immigrés de respecter la France? De l'exigence pour la justice de se montrer sévère envers ces délinquants qui pourrissent la vie des autres? De l'exigence de parler un français châtié quand on chante du rap* dans la langue de Voltaire (le pauvre)? Et puis, surtout, de l'exigence de fermer sa gueule quand on n'a que des conneries à dire?

EXPLOITEURS

Toujours les mêmes. Ce n'est pas une question de caractère ou de comportement, mais de naissance ou de profession. Il y a, comme ça, des gens qui naissent exploiteurs : les « fils de » et les « fils de riches », par exemple. L'aristocrate et le bourgeois? Exploiteurs, forcément exploiteurs! De tous temps: sous la Révolution française,

où l'on coupait la tête de tous les sangs bleus ; sous toutes les dictatures communistes, où ces ennemis de classe étaient chassés, parqués et souvent éliminés ; sous la gauche bien-pensante, où ils sont, pour l'aristocrate, dénoncés comme une survivance inavouable de l'Ancien Régime (ah ! le « vicomte de Villiers »), et pour le « sale bourge », accablés de taxes et d'impôts (ah ! Ernest-Antoine Seillière, ancien patron du Medef et « descendant de la dynastie minière des Wendel » !).

Qu'importe que les « aristos » soient les descendants de ces vieilles familles qui ont fait la France ou que les bourgeois lui aient permis de s'enrichir. Exploiteur, ça rime avec profiteur, salopeur, égoïsteur, enfant de malheur. Et puis si ce n'est toi, c'est donc ton père... Idem avec les pieds-noirs qui, c'est bien connu, ont exploité les gentils Arabes à coups de schlague pendant cent cinquante ans. Qu'importe, là encore, si Bab El Oued, où est né l'OAS, votait communiste avant la guerre d'Algérie, ou si les agriculteurs « colons » du pays gagnaient quatre fois moins, compte tenu du climat, que leurs homologues de métropole*...

Dans nos anciennes colonies, il n'y avait pas d'exploitants agricoles, il n'y avait que des exploiters agricoles ! À noter – tout un symbole – que n'existe pas la notion de « petit exploitateur », comme existe celle de « petit délinquant ». Un exploitateur n'est jamais petit, tant son crime est contre l'humanité tout entière, alors qu'un délinquant peut être considéré comme petit, tant qu'il a volé moins de cinquante sacs à main de vieille dame (et encore : si ce n'était pas pour « nourrir sa famille ») ou vendu des tonnes de shit par moins d'un kilo (s'il n'est pas consommateur lui-même, ce qui lui offre des circonstances atténuantes).

EXPRESSION (liberté d')

Le premier qui dit la vérité... Parce qu'il a dit la vérité devant une commission* parlementaire, le général Soubelet, numéro trois de la gendarmerie, sera sanctionné par une mutation à la Direction de la gendarmerie d'outre-mer¹. Autrefois, on appelait cela un limogeage (même si l'outre-mer n'est pas Limoges). Une punition déguisée, manière de se débarrasser d'un gêneur qui dit tout haut de ce que les gendarmes ruminent tout bas. Extraits: « Les auteurs d'atteinte aux biens bénéficient d'un traitement pénal qui leur permet de continuer à exercer leurs atteintes... La délinquance et l'insécurité frappent au cœur nos territoires... Les gendarmes sont inquiets car on prend plus soin des auteurs de violences* que des victimes*... »

La vérité, rien que la vérité, le quotidien des jours et nuits de violence* proféré devant une commission* parlementaire où la parole devrait être libre, exempte de censure et de répression politique, puisqu'il s'agit d'informer les représentants de la nation.

Après cette sanction appliquée au général Soubelet, avis, donc, aux amateurs de sincérité, de courage civique et d'honnêteté intellectuelle: qui que l'on soit, gendarme, juge, policier, il faut adopter la voix de ses maîtres et répéter ce que disent Valls et Taubira. Lesquels ne tolèrent la liberté d'expression que dans la soumission. Et sous peine de punition. La terreur hiérarchique! Le balai-brosse... ou du balai!

1. À la suite des propos tenus le 18 décembre 2013 devant la commission parlementaire de lutte contre l'insécurité, le général Bertrand Soubelet, directeur des opérations et de l'emploi au sein de la Direction générale de la gendarmerie, est remplacé à ce poste le 30 juillet 2014.

Quel député, dans ces conditions, pourra siéger dans une commission* parlementaire sans avoir le sentiment qu'on lui raconte des bobards? On attend la révolte parlementaire face à ce mépris. Cette mutation, même ensoleillée, du patron des gendarmes est une insulte à l'authenticité du travail de ces commissions, une prime d'avancement à tous les tartuffes. Il faut mettre son képi, fût-il étoilé, sur la vérité et prendre les députés pour des légumes auditifs.

Notre pouvoir rose est minable, mesquin, punitif, ne reconnaissant que les serviles qui cirent ses pompes* politiques. Il ne supporte pas le courage de la vérité. Ce général fait honneur à la gendarmerie. Il méritait mieux qu'un peloton d'exécution à deux fusils, deux petits fusils à tampon administratif, aux armes chargées de mutation: le plombiste Valls et la pétoire Taubira. Que cela est minable!

Si à quelque chose malheur est bon, c'est pour l'outremer! La liberté d'expression y gagne un soldat blessé au champ d'honneur, dans l'indifférence des belles consciences républicaines: partis, médias*, syndicats, associations subventionnées... On les entendra encore longtemps se gargariser de «grands principes». Pour mieux les avaler. La liberté d'expression n'existe que pour les affidés de la parlotte officielle s'exprimant chez Ruquier* et dans les salons roses. Pour les autres, les Zemmour* & Co, dehors, censure, tonsure, bûcher!

EXTRÊMES (montée des)

À en croire l'inéluctable conclusion grelottante des journalistes politiques et des profs à Science-Po, les extrêmes montent. Cette montée commentée est l'alpinisme des commentateurs. Lesquels ne gravissent que la platitude d'une expression, aujourd'hui caduque.



FACIÈS

La mine patibulaire existe depuis la nuit des temps policiers, voire antérieurement. Jusqu'à l'époque postmoderne, il ne serait venu à l'idée de personne qu'un policier puisse contrôler sur le critère « ta gueule ne me revient pas ». Toujours à la recherche de l'expression qui fait mouche et louche en même temps, les défenseurs des opprimés du bitume ont inventé le « délit de faciès » – délit forcément commis par les forces de l'ordre. Le contrôle serait effectué sur ce critère esthétique, sous-entendu la couleur de la peau ou l'apparence générale. Ce qui revient à dire que l'on ne doit contrôler que les Blancs et ceux qui portent chemise blanche et cravate. Eux ont un faciès que l'on peut vérifier sans encourir de reproches.

FASCISTE

Insulte jetée par les « belles âmes » à la face d'un contradicteur de droite, voire de gauche*, selon l'occasion (ne jamais oublier : Leonardo Sciascia prédisait, dans son *Journal*, que le « nouveau fascisme » viendrait de gauche). Dans notre débat dit intellectuel, tout le monde a été

ou sera traité de fasciste. Même de Gaulle, Chirac et Valls! Pour Staline, Trotski était fasciste! Pour Roland Barthes, c'est la langue qui est fasciste. Son propos peut s'appliquer à tous les « chasseurs de fascistes » chroniques: « La langue, comme performance de tout langage, n'est ni réactionnaire* ni progressiste, elle est tout simplement fasciste. L'objectif n'est pas d'empêcher de dire, c'est d'obliger à dire¹. »

Se faire traiter de fasciste, sans autre argument, c'est un vieux truc, aussi vieux que la mauvaise foi, dont Schopenhauer, dans *L'Art d'avoir toujours raison*, donnait en 1830 cette définition: « Ce que l'on veut démontrer, on le met à l'avance dans le mot, dans la désignation, d'où il émerge ensuite grâce à un jugement analytique. »

Ce non-argument absolu a été recyclé par la propagande stalinienne sur son modèle mécanique de penser, qui exile toute forme de réflexion personnelle et ne supporte rien d'autre que sa propre logique: être d'accord ou être fasciste! La messe (rouge) est dite. Le choix est facile à faire. Pas de fatigue dans la discussion. Peu importe le Pacte germano-soviétique ou les « frères en chemise noire », peu importe l'attitude de Thorez, l'assassinat des peuples, peu importe le sacrifice de la révolution allemande au profit d'Hitler. Même le mur de Berlin a été présenté par certains comme « une protection antifasciste »!

Peu importe, encore, si l'autre est vraiment fasciste: on est de fait, de droit, de posture, de panache, antifasciste, donc un mec bien. Recueillir ainsi l'approbation immédiate de tous les médias* ne mange pas le pain des pauvres, ne coûte qu'un jet de salive ou d'encre de pieuvre

1. Roland Barthes, leçon inaugurale au Collège de France, 7 janvier 1977.

sur le papier. *L'Obs* a même établi la liste noire des néofascistes¹ ! Facile, fasciste, foutu ! Et surtout stupide !

Existent encore, cependant, de ces cons glorieux sonnant du cor avec cette scie, dite argument *ad personam* (contre la personne) ou, plus dans le vent, « point Godwin ». Celui-ci est venu à point pour dénoncer « l'utilisation sans fondement du nazisme, de l'hitlérisme dans la sphère politique dénonçant une perte de repère ». À « fasciste » répond maintenant Godwin !

On pourrait aussi parler de « bobobabélisation » ! Avec souvent, à la manœuvre, deux champions toutes catégories des plumes d'oie du Capitole médiatique : BHL* et Glucksmann. Ils « fascistisent » comme ils jargonnet.

FIGÉS

Que les socialistes et les communistes, ces réacs sans moteur, conservent les mêmes dogmes dépassés et archaïques depuis quarante ans, alors que le monde, pendant ce temps, a totalement changé, n'en fait pas pour autant des idéologues figés. Ah non ! Eux sont fidèles. Fidèles à des idéaux d'égalité*, de tolérance, de justice sociale...

En revanche, qu'une (maigre) partie de la droite n'ait pas (tout à fait) abandonné certaines de ses valeurs fondatrices – le patriotisme, l'attachement à la famille traditionnelle, l'élévation par le mérite... – témoigne qu'elle est, elle, totalement figée, formolée dans des idées nauséabondes*, hibernée dans une gangue glaciale. Les yeux fixés dans le rétroviseur à souvenirs, elle ne serait qu'un interminable rhumatisme historique*

1. Renaud Dély, « Les nouveaux fachos et leurs amis », *Le Nouvel Observateur*, 20 septembre 2012.

installé dans le culte dépassé de la « France d'avant » : le clairon, Déroulède, le béret basque, la flûte de pain, le camembert, le litron, la mère de famille de sept enfants, fichu sur la tête, attendant cloîtrée son mari en épluchant les pommes de terre et passant l'encaustique... Et on les entend s'indigner : « Ne caricaturez pas ! »

Ce que les survivants du tsunami soixante-huitard ont pourtant compris, c'est qu'une société, comme une maison, peut et doit évoluer partout, sauf en ses fondations. Faute de s'écrouler. On peut certes élaguer les branches d'un arbre (à condition de ne pas être assis dessus !), encore faut-il ne pas couper ses racines.

Sont aujourd'hui accusés d'être figés, prisonniers d'une glaciation de la pensée, tous les hibernants qui défendent ce principe, lequel, depuis toujours, a assuré la survie des civilisations. Quand ceux qui voulaient – et veulent encore – faire « table rase du passé » ont entraîné leurs malheurs et leurs ruines, parfois leur disparition. Ce qui n'empêchent pas ces toujours zélateurs d'être figés... dans leur connerie !

FISCAUX (cadeaux)

Un cadeau fiscal, c'est un cadeau fait aux riches pour qu'ils deviennent de plus en plus riches. Surtout ne pas confondre un cadeau fiscal avec un acquis* du même nom. Dans le premier cas, c'est un privilège (de caste) ; dans le second, c'est une avancée. Que l'on puisse penser qu'une diminution des impôts versés par certains leur permettra de consommer et d'investir davantage, donc de créer des emplois, relève aujourd'hui, en France, pis que d'un mensonge, d'une provocation. Tentez d'exprimer cette idée au cours d'un repas. Aussitôt la réponse fuse, toujours la même : « Quoi, vous voulez donner encore plus d'argent aux riches, alors qu'il y a de plus en plus

de pauvres?» Là, inutile d'insister, surtout si, à table, tous les regards se braquent sur vous. Mais bon, si vous en êtes déjà au dessert et avez hâte de rentrer chez vous, essayez donc de rétorquer, sous forme de question (on n'est jamais trop prudent) : « Peut-être, s'il y a de plus en plus de pauvres en France, est-ce précisément parce qu'il y a de moins en moins de riches? » Exactement ce qu'il ne fallait pas dire ! Car un riche ne produit de la richesse que pour lui-même. Jamais pour les autres. C'est comme ça. D'où l'expression « cadeau fiscal » qui signifie, en fait : privilège obtenu sans contrepartie. Alors qu'un employé cégétiste d'EDF qui ne paie pas, ou presque, son électricité, c'est l'inverse : c'est mérité et dans un but d'exemplarité. Cadeau fiscal d'un côté ; justice sociale de l'autre.

FONDS DE COMMERCE

Boutique vendue, souvent à l'enseigne des médias*, par tout opposant aux idées qu'il n'approuve pas. Ainsi a-t-on pour fonds de commerce l'insécurité, l'immigration*, la dénonciation d'un certain laxisme judiciaire, la hausse des impôts, la défense des forces de l'ordre, le contrôle renforcé aux frontières, la lutte* contre le communautarisme, la délinquance...

Dès l'instant où le crémier a décrété que ces évidences entrent dans un fonds de commerce politique, elles n'existent plus comme réalité ; elles deviennent des produits surgelés conservés pour l'échoppe de l'éternel M. Poujade. Le seul problème des « fonds-de-commerces », c'est que les étagères se remplissent d'elles-mêmes. Approvisionnées par le réel et le quotidien des souffrances.

FORCE (passage en)

Le contraire de la démocratie, du dialogue, de la négociation et du respect que l'on doit à autrui. Donc utilisé par ceux qui récusent la démocratie, le dialogue, la négociation et le respect d'autrui. Plus qu'une méthode, un état d'esprit. Lorsque la gauche fait voter le mariage pour tous au forceps, alors qu'une majorité de Français, sur un sujet civilisationnel aussi grave, souhaitait, au même moment, que la question fasse l'objet d'un grand débat et soit tranché par référendum, ne constitue pas un passage en force. Idem lorsque la droite, après que les Français ont voté « non » au référendum sur la Constitution européenne en 2005, a fait adopter l'ersatz du traité de Lisbonne en 2008 par la majorité des parlementaires, à 90 % européistes. Ce qui constitue la plus évidente forme de mépris pour le peuple qui parle.

Dans ces deux cas, aucune grande conscience, aucun média bien-pensant n'a dénoncé un quelconque passage en force. Logique : l'« état d'esprit » du mariage pour tous et de l'Europe pour tous se situe aux antipodes d'une démonstration de force. Le premier vise à l'égalité*, le second à la fraternité. Le mode d'adoption choisi ne peut donc être que la liberté. CQFD.

Imaginons, en revanche, qu'une véritable alternance décide, demain, de demander leur avis aux Français sur ces deux textes. Les mêmes grandes consciences et médias* bien-pensants qui s'étaient tus hurleraient aussitôt au « passage en force ». Alors même que ce sont les Français qui seraient appelés – pour le coup, librement – à choisir s'il faut les abroger ou non ! Démonstration, une fois de plus, que c'est bien l'état d'esprit du « passeur en force » et ce qui l'anime qui sont en cause, et non sa méthode.

Pour la «bonne cause», on peut passer outre à l'opinion des Français; pour la mauvaise, on est forcément dans le passage en force. Même si on leur demande leur avis.

FRONDEURS

On n'entend parler que des frondeurs du Parti socialiste. La guerre des boutons est relancée, les lance-pierres dégainés. Tout est petit, extravagant, burlesque. Rêvant d'être à la tête des frondeurs (qui n'en demandaient pas tant), Arnaud Montebourg a pris dans son minois de gosse des beaux quartiers la pierre du coup de balai. Son maître d'école, Manuel Valls, s'est fâché tout rose, façon courroucé catalan. Il a envoyé au coin le trublion coiffé du bonnet d'âne de sa marinière. Outre Montebourg le hautain mutin, deux autres ministres «frondeurs» ont été mis à la porte: Hamon l'égaré permanent et Filippetti, colubridée avaleuse de serpents.

Mais après? Une fois de plus, quel que soit le bien-fondé des divergences, la France offre d'elle-même l'image rabougrie d'un congrès colérique du PS: le foutoir! Une certaine idée de la France laisse la place à une certaine... risée de la France. Que dirait de Gaulle s'il voyait ce spectacle d'un État picrocholin où des nains à nez rouge se prennent pour des prophètes et où les ennemis de toujours se haïssent sur son dos?

Avant de critiquer notre chef de l'État inondable, Montebourg dirigeait l'économie du pays. Rien que ça! Comment Hollande, qui ne peut plus ouvrir aucun parapluie, peut-il encore gouverner alors même qu'en son sein gouvernemental tout le monde se gausse de son incapacité? Que de sa popularité on ne voit plus que les os? Qu'il n'arrive à rien, sinon à être risible?

Par ses divisions, la gauche prouve une chose: qu'elle n'existe pas, ou plus. «Un astre mort», dira Mélenchon

du PS! Qu'elle n'est qu'une combine politicienne, un syndicat d'intérêts électoralistes, une minorité gisante et agissante. Une addition d'ententes adultérines dans l'urne avec le PC et les Verts, comme parfois avec l'UMP. Et pour des lendemains qui divorcent. « La gauche, disait Malraux, c'est le rêve de la gauche ». La droite, c'est la trouille de la gauche. On est bien loti!

La France n'est pas un canton où les coqs se combattent à coups d'ergots médiatiques. La France n'a pas à payer le prix de ces coucherie burlesques d'une majorité qui, après avoir voté la loi Duflot, reconnaîtra ensuite qu'elle est un chef-d'œuvre, oui, mais d'ânerie paperassière! Mais alors, pourquoi l'ont-ils votée?

Le pays n'en peut plus de ne pas être entendu. L'immigration* électoraliste l'étouffe. Il pleure sur sa souveraineté perdue. Il souffre d'une austérité européenne asphyxiante. Il cherche dans les décombres son identité. Il exige sécurité, respect, amour de sa vieille terre. Il n'en peut plus d'être livré pieds et portefeuille liés à nos créanciers, de voir la dépense publique se goinfrer de 57 % de la richesse nationale, de se courber sous la charge fiscale, d'entendre les avaleurs de champagne et les dévoreurs de petits-fours se quereller sur les déficits, les belles âmes se gargariser de la générosité de la France, supermarché pillé par des aides en tous genres. N'en déplaise aux sourds doctrinaires qui croient avoir toujours raison, le peuple a le droit de parler avant de crier, faute de quoi les choses finiront mal. Car le peuple est patient, mais jusqu'à quand?

Le pouvoir actuel a élevé le seuil de la division entre Français à un niveau jamais atteint. La nomination de Mme Vallaud-Belkacem, égérie des «ABCD de l'égalité*», de la théorie du genre et du multiculturalisme, est une provocation de plus. Le Maroc, lui, peut se féliciter de la nomination, en plus de cette dernière, d'une autre

Franco-Marocaine dans le gouvernement Valls : Myriam El Khomri. Voilà au moins des heureux ! Quand on voit Emmanuel Macron, un ancien de la banque Rothschild à l'économie, on se dit aussi que, décidément, les amis de mes ennemis sont mes amis...

Ricanant comme une mouette, Montebourg a lancé : « Nous, on fait sauter les bouchons ! » Champagne ! Carmagnole, oui, si un jour prochain les vrais frondeurs, armés de leur colère*, remplacent les frondeurs fratricides.

Cette Assemblée qui ne représente plus la France doit être dissoute dans la soude du suffrage populaire. Un remaniement de petites mains n'y changera rien. C'est fini ! La saturation est atteinte. Les cordes du violon sont cassées. Aujourd'hui, c'est la République dans ses idéaux qui est bafouée. Idem pour la représentation politique dans sa dignité, l'économie dans sa pérennité et le pays dans son identité. Ils n'ont rien voulu entendre des souffrances et des humiliations, persuadés que leurs leçons de morale outrecoiffantes suffiraient, que l'adoption de lois minoritaires, sonores, sociétales*, amuserait suffisamment la galerie médiatique. Ils se sont tout permis : caser les copains, convoquer les procureurs, humilier les députés, bafouer l'Histoire, insulter l'adversaire, pommader les délinquants, armer les terroristes, instrumentaliser* et syndicaliser la justice, vider les coffres, s'agenouiller devant les banques, combiner des accords vulgaires* avec leurs adversaires de pacotille pour gagner les élections et tromper le suffrage. Tout ! Même le marivaudage répudiateur.

Le peuple n'en peut plus. Il est fatigué, épuisé par les impôts, la concurrence déloyale, les tracasseries administratives, l'insécurité absolutoire, le multiculturalisme expansionniste. Il est exaspéré par la fessée morale qu'on lui inflige tous les jours : raciste*, xénophobe,

nauséabond*, et puis quoi encore ? Alors qu'il ne demande qu'à vivre en paix. À condition qu'on lui fiche la paix !

Ces crises gouvernementales aux apparences de carnaval politique annoncent d'autres crises plus graves, si la parole n'est pas rendue au peuple souverain. Il n'y a que de la tristesse désormais pour notre amour de la France. Ils ont fait trop de mal à cette exilée d'elle-même. Notre amour pour elle, pour sa grandeur, son humanité, son Histoire, fera souffler la tempête démocratique : 80 % des Français n'ont pas confiance* dans ce gouvernement ; 63 % réclament la dissolution* ! Aux urnes, citoyens !

FRONT RÉPUBLICAIN

Combine politicarde aux relents de petite cuisine peu ragoûtante qu'un cuistot du nom de Jean-Jacques Servan-Schreiber inventa dans les casseroles de *L'Express* en 1955. Depuis, François Mitterrand, touilleur des bouillabaisse politiciennes, a réussi à marier, l'instant d'une cuisson supposée morale, le maquereau de gauche* et d'extrême gauche à la morue de droite et du centre, l'algue verte flottant toujours en dessous. Seulement, la digestion devient plus difficile pour l'électorat, sur l'estomac duquel le bicarbonate médiatique agit moins.

La gauche a besoin du front républicain comme le docteur Knock avait besoin de la maladie pour s'engraisser. Comme le charlatan, il l'invente. La maladie pernicieuse, c'est le Front national ! Et tous de tousser dans tous les micros tendus. Et la droite, UMP en tête, toujours irréprochable, de cracher ses poumons, après avoir craché au bassinet du docteur Copé* pour édenter l'UMP.

Certains journalistes y vont de leurs commentaires préfabriqués, où les mêmes slogans se répètent à longueur d'ondes, au point de toucher la couche d'ozone.

Le chantage médiatique mensonger n'aura qu'un temps. Déjà, il s'essouffle de tout le dégonflage de la baudruche. Ce front républicain porte sur la tête toutes les cornes des cocus du système, cocus aujourd'hui mécontents.

FRUSTRÉS

Voilà bien longtemps que les frustrés ne sont plus des personnages de Bretécher. Les frustrés d'aujourd'hui sont, par exemple, les adversaires du mariage pour tous. Que l'on puisse considérer, comme Jean Ferrat, que la femme est l'avenir de l'homme, plutôt, comme Zaza Napoli, que l'homme dans l'homme est l'avenir de l'homme, vous rend aussitôt suspect d'être un homo honteux. Brassens pourrait-il encore se gausser de ceux qui pratiquent « le jeu de l'amour en inversant les rôles » ? Sûrement pas. Prendre position, si j'ose dire, contre cet incroyable prosélytisme est la preuve d'une frustration enfouie. D'un vice intérieur rejeté, comme diraient les psys, pour se rassurer soi-même de ses attirances.

Tous ceux qui, aujourd'hui, défendent la famille traditionnelle ou prônent – horreur ! – la fidélité dans le mariage sont des frustrés fantasmant sur des plans partouze. Idem, bien sûr, pour les prêtres, forcément pédophiles dans l'âme. Puisque les bien-pensants estiment qu'il est anormal que certains pensent différemment d'eux sur ces sujets, c'est que ces derniers sont... des anormaux ! Qu'il y a un loup quelque part. Un vice caché. Impossible qu'un individu normalement constitué puisse faire vœu de chasteté ou rêver de famille nombreuse ; ce serait accepter que l'on puisse penser différemment, donc que ces abominables réacs aient une pensée. L'explication ne peut être qu'ailleurs, dans leur psychisme déformé.

Cela vaut aussi pour la plupart des idées de (vraie) droite. Le type qui doute du grand métissage obligé doit avoir « un problème avec ça » : sûrement qu'il se pignole sur les Beurettes dans ses toilettes. Le gars qui ressent un « climat d'insécurité », c'est qu'il fait des complexes, lui, le petit pâlot aux frêles épaules, devant les grands Noirs costauds qui squattent son hall d'immeuble. Freud, réveille-toi, ils sont devenus fous !



GARDE À VUE

Lieu d'enfermement désormais très huppé où l'on retrouve un ancien président de la République, un premier procureur général, coordinateur du Code de procédure pénale, LexisNexis¹, un avocat général... Bref, du beau linge dans de beaux draps. La garde à vue devient chic, quel choc! On ne peut tout de même pas les entendre à Brégançon, me direz-vous. En revanche, on peut oser se demander si, un jour, les juges d'instruction qui ordonnent la garde à vue n'iront pas eux aussi en garde à vue. Mais alors, qui gardera les gardiens?

Est-il choquant qu'un président et des magistrats, hauts dans leur toque, croupissent en garde à vue comme des petits pois dans la conserve coercitive et soient considérés comme des justiciables comme les autres? Évidemment pas. La garde à vue pour tous? Certes, mais à condition que la mesure soit justifiée selon l'article 62-2: y a-t-il plusieurs raisons plausibles de soupçonner que ces notables ont commis ou tenté de commettre une infraction punie d'une peine de prison*? Cette garde à vue est-elle l'unique moyen de poursuivre une enquête

1. Éditeur juridique.

impliquant la présence de la personne concernée, de garantir sa représentation et d'empêcher la modification ou la destruction d'indices, la concertation*, les pressions, et de faire cesser l'infraction ?

Le placement en garde à vue d'un ancien chef de l'État est une décision inédite. Il faut un commencement à tout, même à la fin. L'avenir dira si le revenant de la garde à vue peut briguer un jour la magistrature suprême. On peut en douter. Car il y a des salissures dont on ne se lave pas, même en politique. Ainsi mesure-t-on la puissance légalement destructrice des pouvoirs des juges...

À voir que certains atterrissent dans nos geôles, ne peut-on légitimement s'angoisser ? Seule question : cette violence* était-elle légitime au regard des conséquences sur la dignité des fonctions en cause ? Si oui, rien à dire ; si non, l'horreur ! Pour des raisons humaines aussi bien que pour des motifs concernant la dignité des pouvoirs : aller en garde à vue, désormais, c'est se retrouver avec des juges et un ancien président de la République ! On ne pouvait tomber plus haut pour les mauvaises fréquentations...

GAUCHE (de)

Titre de gloire, aujourd'hui un peu en perdition, dont s'affublent les gens qui pensent bien, qui écrivent bien, qui ironisent bien, qui pérorent bien. Tout ça parce qu'ils penchent bien. C'est-à-dire du bon côté.

Avec la fierté d'un télévangéliste, Laurent Ruquier*, entre autres, continue à se proclamer « homme de gauche ». Comme si le fait de se déclarer de gauche à la douane médiatique conférait un brevet d'immortalité dans la belle, reluisante et inaltérable bonne conscience. Comme si DSK, Cahuzac, Andrieux ou Guérini, en leurs temps irréprochables, n'avaient pas proclamé eux aussi

être de gauche ! Ah, pour être dévots, ils n'en sont pas moins hommes...

Miroir, mon beau miroir de gauche, regardez comme est beau le reflet de mon âme ! Sauf que la bête n'est pas loin. Il n'empêche : comme pour le Babybel, être de gauche confère un label – moral. L'homme de gauche s'estampille de gauche comme un produit avarié peut s'estampiller frais. C'est en consommant que l'on comprend. Trop tard.

GAY

L'anglicisme au service de la cause. Avec Freud, nos parents et grands-parents disaient « inverti » ou « pédéraste », les cocos disaient « malade mental », puis on a dit « homosexuel », par opposition à « hétérosexuel ». Trop connoté encore. Alors que « gay », c'est frais, c'est enjoué... c'est gai ! Le mot, à l'origine, veut dire « joyeux, sans souci ». Le contraire de triste. Homo = sexualité gaie ; hétéro = sexualité triste. Comme aurait chanté Trenet, y a de la joie !

Tous ces termes mentent : il y a des homos tristes et des hétéros gais, et parfois l'inverse... Il n'existe qu'une sexualité : celle qui respecte et rend heureux. Finissons-en avec le sexe qui fait de la politique, ou nous finirons tous châtrés ! Vive la liberté d'être ce que l'on est sans en faire une affiche !

GOVERNEMENT (parti de)

Surtout ne pas confondre les torchons et les serviettes ! La Vérité est gravée dans le marbre politico-médiatique : il y a d'un côté les partis sérieux, donc de gouvernement ; de l'autre, les parti pas sérieux, donc pas de gouvernement.

Les premiers ont vocation à gouverner – enfin, à faire semblant –, les autres à s'opposer.

Les partis de gouvernement ont beau s'être plantés et replantés à tour de rôle depuis quarante ans, ils n'en restent pas moins, pour l'éternité, des partis de gouvernement. Les partis pas de gouvernement ont beau, pour certains, avoir prédit et dénoncé depuis quarante ans les erreurs des partis de gouvernement, ils n'en restent pas moins des partis pas de gouvernement. Un peu comme s'il y avait une prime à la casserole: plus on en a, mieux c'est!

Ceux qui ont déjà gouverné sont appelés à de nouveau le faire; ceux qui ne l'ont jamais fait ne le pourront jamais. La chose ne s'explique pas seulement par le proverbe: «Qui a bu boira.» Logiquement, le fait d'avoir fait des conneries devrait vous rendre moins crédible, alors que le fait de les avoir dénoncées devrait vous crédibiliser. Non, la vraie raison de cette opposition entre ces deux familles de partis, c'est que les partis dits de gouvernement sont dits aussi, et surtout, «républicains*», même s'ils n'ont cessé de trahir ces idéaux; tandis que les partis dits pas de gouvernement sont considérés, eux, comme exclus du fameux «champ républicain», même s'ils n'ont cessé, comme le FN, de se revendiquer républicains* et de toujours respecter le processus démocratique.

Arrive le moment, heureusement, où les yeux se dessillent, où les oreilles s'ouvrent et où chacun commence à se poser les vraies questions: et si la caste de tous ceux qui nous ont envoyés dans le mur était en fait la moins bien placée pour décider qui doit ou ne doit pas gouverner? Et si ceux qui ne portent strictement aucune responsabilité dans notre déclin, ayant même, le plus souvent, eu la prescience de ce qui allait arriver, étaient au contraire les plus susceptibles d'être considérés comme les

vrais partis de gouvernement ? Poser ces questions, c'est déjà y répondre. D'où l'effondrement des premiers. Et l'arrivée des seconds «aux portes du pouvoir», comme l'a dit Manuel Valls. Annonçant la fin de ce paradoxe qui exclut du soin le médecin qui fait le bon diagnostic au profit de celui qui fait le mauvais.

GPA-PMA

Le 22 septembre 2014, la Cour de cassation, notre plus haute juridiction, a, dans sa solennité désormais avant-gardiste, émis un avis péremptoire au terme duquel l'épouse d'une femme inséminée à l'étranger par le «don» d'un donneur anonyme est autorisée à adopter l'enfant en France. Allant plus loin que le législateur, elle a donc décidé, malgré les décisions contraires de plusieurs juridictions, que l'enfant conçu selon une loi étrangère peut être adopté par la femme de la mère, en contravention à la loi française... En d'autres termes : la gardienne des lois autorise la fraude à la loi. Les hypocrites diront qu'il ne s'agit là que d'un avis de la Cour de cassation (qu'elle peut émettre depuis une loi de 1991) dont les juridictions pourraient s'affranchir. La bonne blague ! La vérité, c'est que la Cour a toujours le dernier mot. À quoi bon, dès lors, s'opposer à un avis qui a valeur d'ultimatum ? Il annonce les arrêts de rigueur qui frapperont les récalcitrants !

Cet avis aux amateurs d'un droit de la famille classique a la gueule d'un arrêt posant un principe qui comble une lacune volontaire de la loi sur le mariage pour tous – lacune politique visant à ne point donner du grain à moudre aux opposants. En un mot, la Cour de cassation fait le sale boulot du législateur, lequel n'a pas voulu assumer jusqu'au bout les conséquences d'une loi contraire à l'évidence biologique. Les réactions ravies du

ministre de la Justice en sont l'aveu : « Cet avis met fin à plusieurs mois d'insécurité juridique pour les familles homoparentales... L'adoption est désormais clairement ouverte, sous toutes ses formes, à tous les couples mariés, conformément à la loi du 17 mai 2013. » Tout est dit ! Tout est fait !

Craignant de braquer l'opinion, le législateur n'a pas osé étendre la procréation médicalement assistée aux couples homos. Sous couvert d'un avis qui a force de loi, mais qui s'appelle un avis, c'est la Cour de cassation qui se charge ainsi de faire passer la pilule – si j'ose dire – et d'accomplir la basse besogne. En même temps, la France était condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme au nom du droit de l'enfant au respect de sa vie privée, pour avoir refusé qu'un contrat de mère porteuse licite dans le pays porteur produise ses effets en France en matière de filiation... Comme quoi, quand on fait semblant de lui fermer la porte, la destruction de la famille passe par la fenêtre ! Désormais, soyons clairs : la marchandisation* de l'être humain au seul bénéfice des égoïsmes procréateurs à tout prix – et il est élevé – est donc autorisée sans aucune considération de l'intérêt des enfants de ce siècle de fous.

Le respect de tous ne doit-il pas commencer par la réaffirmation que la vie n'est pas un produit achetable, un jeu d'ego en mal de bébé transfrontière, une explosion exploitable des repères ? Il n'y a qu'une réponse : cette loi réactionnaire*, nous renvoyant à la chute de l'Empire romain, où la location de ventre était permise, devra être abrogée pour mettre un terme à ce fric-frac de la famille



HAINE

Fruit d'un long, laborieux, lucratif travail de communicants, le FN est devenu le « F-Haine » ! Pourquoi pas, si c'est la haine des cons combinards, des concussionnaires, des cons idéologiques, des cons haineux contre la patrie, des assassins, des abdicataires...

La haine de l'autre, elle, est palpable chez les projecteurs de haine, les antihaineux pleins de haine au nom d'un pseudo-idéal de fraternité.

Toute proposition politique visant à resserrer un peu les vannes de nos pompes aspirantes en matière d'immigration* ou à surveiller nos frontières ne peut être motivée que par la haine. Haine de l'étranger. Par une stupéfiante pirouette sémantique, l'amour des Français, la volonté de les protéger se sont transformés en haine des étrangers. Malraux avait donné le ton : « Le patriotisme, c'est l'amour des siens ; le nationalisme, c'est la haine des autres. » Sauf que, depuis, c'est le patriotisme lui-même qui est devenu « la haine des autres ».

Ce mot de « haine » est la perfection absolue : « exécration et aversion intense envers quelqu'un ou quelque chose », écrit le dictionnaire. Être dans le « camp de la haine », c'est être voué aux gémonies, à l'infamie.

C'est être le diable sous toutes ses formes médiatiques. On dresse un cordon sanitaire autour de lui. Il faut l'éliminer, avoir la haine contre lui. C'est bien, c'est moral, c'est se conduire en scout de la République.

Extraordinaire usage de ce mot dans la nouvelle langue. Il sert à disqualifier un combat politique en offrant le prêt-à-porter d'un argument que tous les perroquets répètent : la haine ! Alors qu'il n'y a de haine que parce qu'ils en ont et qu'ils en mettent.

HARCÈLEMENT

Ennemi mortel de la libido, des fleurs et des sourires. A remplacé l'envie de pénis par « l'envie du pénal » (Murray). A tout de même mis du bromure dans certains comportements abusifs.

HISTORIQUE

Après Rocroi, Marignan, Valmy, Austerlitz, Verdun, le Débarquement, « historique » sert aujourd'hui à qualifier une victoire sportive – essentiellement un match de foot ou une course cycliste. « Record historique », « but historique », « finale historique »... Quand il n'y a plus d'Histoire, la vraie, on fait de tout une histoire.

HOMOPHOBIE

Insulte adressée à toute personne – il en reste ! – qui, tout en respectant les homosexuels, croit naïvement qu'un homme et une femme ne sont pas deux hommes ou deux femmes, et qu'un papa et une maman ne sont pas deux papas ou deux mamans.

HUMOUR

Justificatif qui, selon nos juridictions spécialisées dans le droit de la presse, permet d'insulter tout le monde sans encourir la moindre condamnation. Les planqués de l'humour à l'abri derrière la forteresse du rire fonctionnarisé, salarié, institutionnalisé, radiodiffusé et télévisé, se permettent tout, à l'instar de Sophie Aram, la cracheuse de rire. Elle n'est pas la seule...



IMMIGRATION

Puisqu'on vous dit que c'est une chance pour la France! Dans ces conditions, pourquoi les immigrés n'en font-ils pas profiter leur propre pays? Si, faute de place et de moyens, on ne veut pas profiter égoïstement de cette chance unique au monde, c'est que l'on est forcément inhumain! L'immigration, il faut être pour; le surpoids, il faut être contre. Allez comprendre...

INCIVILITÉ

Comportement indélicat de la vieille dame qui hurle lorsqu'une jeune victime* de la société lui vole son sac, lui met un coup de pompe dans le ventre et la traîne sur plusieurs mètres par les cheveux.

Comportement égoïste d'un retraité qui devient fou en se faisant voler pour la troisième fois sa carte bancaire.

Inqualifiable exaspération de quiconque voit son téléphone portable attaché par un incivil qui passe son temps à «emprunter» les téléphones.

Conduite du quidam qui ose se scandaliser qu'un individu généralement encapuchonné lui dise qu'il nique sa mère et aille se faire enculer fils de pute enculé de ta race...

INDIGNÉS

Vous pouvez et vous devez vous indigner, mais pas sur tout. Stéphane Hessel, l'auteur d'*Indignez-vous!*, opuscule qui vous colle aux mains tant il dégouline de confiture de bons sentiments, en a lui-même fixé les règles dans son petit livre rose : il faut s'indigner contre la « politique d'immigration* » de la droite (en l'occurrence, celle de Fillon, c'est dire!) ; il faut s'indigner contre le « creusement des inégalités* de richesses » ; il faut s'indigner contre « le poids du monde financier » ; il faut s'indigner contre la « colonisation israélienne ». Voilà.

En revanche, interdiction de vous indigner du sort indigne fait aux familles victimes* du harcèlement* quotidien des voyous ; interdit de vous indigner de la disparition indigne de nos grands hommes dans les programmes d'histoire ; interdit de vous indigner des prises d'otages indignes des syndicats ; interdit de vous indigner de la dictature indigne du politiquement correct. Du reste, les indignés professionnels séparent eux-mêmes le bon grain (eux) de l'ivraie (les autres), la bonne indignation de la mauvaise.

Le mouvement des Indignés « officiel » – dont Hessel est l'icône et qui aime fumer des cônes en lisant Hessel – a autoproclamé son site Web : « Site citoyen des indignés constructifs. » *Sic*. Il se définit comme un « mouvement assembléiste et non violent ». *Re-sic*. Sous-entendu, les autres indignés, les pas dans le moule, sont l'inverse : destructeurs, non assembléistes et violents. Pas dignes d'être indignés.

Entre nous, cela coûte quoi de s'indigner ? On s'indigne gratos ! Tartuffe aussi, le prince des faux-culs, s'indignait de voir un sein qu'il brûlait de toucher, palper, sucer, malaxer ! Et alors ? Sa libido de dingue ne l'empêchait pas de s'indigner contre le sein convoité ! N'empêche, il

faut s'indigner : ça coûte que dalle et ça peut rapporter gros à la loterie du bon cœur, les droits d'auteur du vieux Stéphane ! Enfin, qu'est-ce qui fait que l'on est digne de s'indigner ?

Pour finir, le petit plaisir d'une citation de l'un des plus méconnus de nos grands penseurs, Jacques Ellul : « L'écœurante noblesse des bons sentiments fabrique des bourreaux à la chaîne, car, ne vous y trompez pas, les bourreaux sont pleins d'idéalisme et d'humanité¹. »

INÉGALITÉS

À prononcer gravement, en insistant bien sur chaque syllabe : « i-né-ga-li-tés », en prenant un air compatissant ou en bouillant intérieurement, ou les deux.

Tel un disque rayé, il s'agit là d'un des mots les plus utilisés par notre caste politique. Pour justifier, la plupart du temps, d'autres inégalités. C'est ainsi, au nom de la lutte* contre l'inégalité sociale, ou salariale, que sont engagées toutes les politiques d'inégalité fiscale (toujours plus d'impôts pour les uns, toujours moins pour les autres). C'est au nom de la lutte* contre l'inégalité hommes/femmes qu'a été imposé le système des quotas, permettant à la maîtresse de se faire élire aux plus hautes fonctions, au détriment du petit élu de terrain ou du militant associatif qui se dépense sans compter. On peut aussi transposer par souci d'égalité. C'est au nom de la lutte* contre les inégalités vécues par les homosexuels que Steevy remplacera bientôt Arnold Schwarzenegger dans le prochain remake de *Terminator* (mais pas question d'imposer un pourcentage d'ex-légionnaires dans les

1. Jacques Ellul, *Exégèse des nouveaux lieux communs*, Calmann-Lévy, 1966 ; « La petite vermillon », La Table ronde, 2004.

écoles d'apprentis coiffeurs!). Au nom de cette égalité, encore, le candidat de l'UMP défait dans le Doubs « n'aime pas les petits blonds »...

Comme dit le proverbe chinois: « Lorsque le sage montre la lune, l'imbécile regarde le doigt. » Rien ne vaut une inégalité fantasmée pour dissimuler ou légitimer les autres.

INSERTION

Elle est, par nature, difficile, posant en principe le fait que celui qui doit s'insérer ne demande qu'à le faire, mais qu'en revanche ceux qui sont chargé de l'insérer font tout pour l'en empêcher. Jamais l'inverse! Si un immigré ne parvient pas à s'insérer, malgré sa parfaite bonne volonté, c'est que les « petits Blancs » le rejettent. Si un élève ne parvient pas à s'insérer dans sa classe, c'est que l'école, avec son élitisme, ne s'intéresse qu'aux plus forts. Si un détenu sorti de prison*, doux comme un agneau, ne parvient pas à se « réinsérer » (était-il inséré avant?), c'est la faute à la société et aux milliards d'embuches qu'elle lui place sous les pieds pour l'empêcher de devenir honnête. Si un jeune en difficulté ne parvient pas à s'insérer dans son entreprise d'insertion (c'est-à-dire s'il arrive en retard, la tête dans le cul, ou met sans retard des mains au cul à sa prof), c'est que l'entreprise ne fait rien pour « aider les jeunes* à s'en sortir ». Etc.

Donc l'insertion, pour y parvenir, doit être à marche forcée. C'est ce que le mot sous-entend: la société a le devoir d'insérer. D'où réglementations, sanctions, quotas... Toujours dirigés contre celui qui doit insérer, jamais contre celui qui doit s'insérer. D'un côté, le coupable, forcément coupable; de l'autre, la victime*, forcément victime.

INSTRUCTION (secret de l')

Quand on le viole, la presse jouit.

INSTRUMENTALISATION

Malheur et surtout honte à celui à qui viendrait l'idée d'organiser une manifestation* contre l'insécurité après le viol et le meurtre d'une jeune femme par des barbares. Ce serait « instrumentaliser un fait divers tragique ». Avec l'objectif secret, mille fois dénoncé, de « jouer sur les peurs ». L'instrumentalisation, donc, c'est mal. Très mal. Abject. C'est utiliser le malheur des uns pour son petit commerce à soi. Au point que l'on se demande si certains actes criminels ne sont pas eux-mêmes instrumentalisés en sous-main par ceux qui les dénoncent. Sauf, bien sûr, s'il s'agit d'une manif antisécuritaire ou droit-de-l'homme organisée à la suite d'une bavure ou pseudo-bavure policière. Là, on ne parle plus d'instrumentalisation mais de « solidarité », et même d'« élan de solidarité ». Manifester ou pétitionner en faveur d'une victime*, c'est de la récupération ; manifester ou pétitionner en faveur d'un voyou, c'est de l'émotion.

Attention, n'allez jamais pleurer sur la tombe d'une victime*, ce serait de l'indécente instrumentalisation ! N'allez jamais aux obsèques, ce serait de l'indécente instrumentalisation ! Ne signez jamais une pétition en faveur d'une victime*, ce serait de l'indécente instrumentalisation ! N'écrivez pas ce que j'écris ici, c'est de l'indécente instrumentalisation !

Envie de leur casser les instruments sur la tête...

INTELLECTUEL (de gauche)

Si l'on n'est pas de gauche*, on n'est pas un intellectuel. On est un con dont le cerveau, enserré par un béret basque, souffre de rétrécissement idéologique. Entre Jean-Paul Sartre et Raymond Aron, le premier s'est toujours trompé et le second a toujours eu raison, mais c'est le cyclope clopant qui fait figure d'oracle. On n'y peut rien, c'est ainsi, gravé dans le marbre rose: l'intellectuel est forcément de gauche*; lui seul pense bien et raisonne juste en prêchant dans les médias* l'amour (qui rase gratis) du genre humain.

Les belles âmes bêlent dans les micros de la bien-pensance. Oser être en désaccord, même courtois, avec ce Vatican des vaticinateurs, c'est subir l'opprobre, l'excommunication des abbés Pierre des hôtels particuliers de la rive gauche. Ils sont partout. Maquillés pour le carnaval des projecteurs, ils pérorent dans les studios, les salles obscures et les colloques pour promouvoir le catéchisme moderne des idées reçues. Ils sont bons, d'une bonté verbale à deux balles, qu'importe! Dénoncée par les situationnistes, dont le credo est «je parais donc je suis», la société du spectacle leur offre, sans examen et sans preuve, la qualité d'experts, de philosophes, d'intellectuels, d'économistes*, de spécialistes – notamment de l'extrême droite. Ils savent tout, bavassent sur tout!

Adoubés d'un coup de micro, ils ont la compétence payée, très bien payée. Titulaire d'une maîtrise de lettres, François Lenglet s'autoproclame économiste et fait la leçon à coups de lanières graphiques aux Premiers ministres, devenus derniers de la classe devant le statisticien de l'émission «Des paroles et des actes», et surtout des chiffres. Les courbes courbettes!

À l'instar de ces rois que le carnaval élisait, les intellectuels de gauche* règnent sur le camp du bien. Leur

figure tutélaire : l'oxygénable coiffure du chevalier blanc de la chemise blanche, Bernard-Henri Lévy, philosophe déconsidéré par ses propres travaux. L'homme qui a réussi à prendre un gag pour un travail universitaire¹, à démembrer la Libye et faire tomber Tripoli aux mains des islamistes. Qu'importe, ce faiseur qui fait des printemps arabes l'armurerie du terrorisme international a pognon sur rue et parole sur ondes. Pour BHL*, les opposants au mariage gay* représentent « la marée noire de l'homophobie* ancestrale ». Rien que ça ! Comme si nos ancêtres les Gaulois avaient à répondre de l'imbécile homophobie* ! Comme si la plus ancestrale des homophobies n'était pas celle du Parti communiste français, de Barbusse à Juquin... En 1972, Jacques Duclos stigmatisait les militants homosexuels en les traitant de « malades mentaux », tonnant à la tribune : « Il n'y aura jamais de pédérastes au Parti communiste ! » En 1976, le XXII^e Congrès, où piaffaient Buffet et Laurent père, condamnait l'homosexualité... Marée noire ou marée rouge ?

Mécano mondain, l'intello de gauche* a toujours raison. Dans la verte prairie où broutent nos intellectuels, un pâtre garde « les moutons de Panurge » : Pierre Bergé, le bien nommé, patron du *Monde*, le seul journal qui pense. Lui a le droit de tout dire ; son propos ne sera jamais incorrect. Favorable à la gestation pour autrui, il ose le susurrer dans le pipeau parisien : « Louer son ventre pour faire un enfant ou louer ses bras pour travailler à l'usine, quelle différence ? » Quelle belle idée de la femme au ventre usinier ! A-t-on jamais vu un boulon vissé par le bras d'un descendant de *Germinal* dire « maman » ?

1. Dans son ouvrage *De la guerre en philosophie* (Grasset, 2010), Bernard-Henri Lévy citait les travaux de Jean-Baptiste Botul... auteur canularique dû à la fantaisie du journaliste Frédéric Pagès.

La phrase ordurière n'a ordurié personne ; elle est passée comme un tract de la CGT* les jours de grande indignation ouvrière. Pourquoi ? La raison tient au fait que, sous son chapeau mitterrandien, M. Bergé réchauffe un cerveau volcanique de gauche* dont les irrptions illuminent de rouge à lèvres la pensée la plus rétrograde sur le rôle de la femme : une chose, une machine à bébés, une matrice d'usine ! Habile, il habille sa phrase de l'attirail du marxisme gérontologique : « louer ses bras pour travailler à l'usine ». Tous les mots, si beaux, de la vieille lune des luttes* de 1936 sont ainsi réactivés dans l'inconscient collectif des bobos de 2013. Cette référence « blumesque » fait passer l'ignominie du propos, qui traduit pourtant une haine* viscérale des mères.

Un intellectuel de gauche* peut tout dire. Tout pourrir. Du même poing fermé, il traite les opposants au mariage dit « pour tous » d'« humus antisémite et antigay ». Humus ? Quelle humeur ! Voilà réduit les opposants à l'état de matière colloïdale... C'est-à-dire de matière organique – de merde* !

Chosifier l'autre, c'est le nier dans sa dimension humaine. Qu'importe, Bergé tient le droit, puisqu'il possède *Le Monde*. Être antigay ne suffit pas, il faut aussi, de fait, par décret de Sa Majesté mondaine, être antisémite, sinon il manquerait le mot qui tue ! Sitôt l'accusation lâchée, elle entraîne dans son sillage la validation de tout le reste. C'est de la contrebande verbale ! Dans le même temps, notre milliardaire esthète sculpte dans ses propres invectives une image rayonnante de lui-même : il est forcément le contraire de ce dont il accuse les autres. Tartuffe, déjà, utilisait le procédé. Il avait la Sorbonne avec lui, les intellectuels terrorisants d'alors. Veuillez cacher ce sein maternel que je ne saurais voir !

Qu'en pense le psychanalyste médiatique de service, le cher Gérard Miller, aussi inconscient que son inconscient, sorte de pépère narcissique, qui se freude à tous les sujets pour décréter ce qui est bon ou mauvais? Formé dans les amphithéâtres universitaires du professeur Ruquier* – l'homme qui rit des épaules –, Miller s'est vanté de pouvoir « dire merde* » aux milliers de manifestants* hostiles au projet du mariage pour tous. Ce siècle a enfin son Cambronne! Un (tout) petit Cambronne, qui peut dire merde* à qui il veut tant tout le monde s'en fout comme de son premier papier hygiénique.

Toute cette extraordinaire prétention de notre intelligentsia burlesque trouve son point culminant dans le devenir des printemps arabes. BHL et les siens devraient aller prêcher en Irak!

INTÉRÊT GÉNÉRAL

Intérêt de quelques-uns, décrété par eux intérêt pour tous. Et donc imposé à tous. Un peu comme si un GO hyperfrileux décidait d'imposer Damart et paire de moufles le 15 août au Club Med de Djerba. Dès lors que l'intérêt général est en jeu, on ne discute pas. On ne discute plus. On exécute. Autrefois, on partait à la guerre en chantant. Aujourd'hui, on part en guerre en bêlant.

« Défendre les droits acquis, c'est l'intérêt général », proclamait Thierry Lepaon, ex-secrétaire général de la CGT*, qui se gardait d'oublier son intérêt personnel. En d'autres termes, c'est l'intérêt de ceux qui n'ont pas de privilèges de se mobiliser pour continuer à financer les privilèges des autres avec leurs impôts. Injuste? Incohérent? Contraire à ses propres intérêts? Mais puisqu'on vous dit, cochons de contribuables, que c'est l'intérêt général! Lequel est devenu le masque de la défense des intérêts de quelques-uns.

INVESTIGATION (journaliste d')

Que cache cette expression qui autorise les enquêteurs des bas-fonds à aller fouiller, fouiner, écouter, espionner en toute tranquillité ? à s'autoriser de faire ce qu'aucun policier, sauf en régime totalitaire, ne pourrait perpétrer sans violer le Code de procédure pénale ? Dissimulé derrière le prétexte de la liberté d'expression* et l'alibi du devoir d'informer, le journalisme d'investigation menace les politiques de se voir, par représailles, clouer au pilori, la tête à épluchures dans la lucarne ; d'où leur trouille qui explique cette intolérance zéro.

Qu'on se le dise : le journaliste d'investigation « défend l'honneur de la profession » – phrase type, aussi mensongère que stéréotypée, bloqueuse de toute discussion, que répètent les perroquets perchés sur les micros. L'honneur... et la rentabilité, car ce type de journalisme*, anthropophage de vie privée, fauche des réputations et gagne du blé. Pour Mediapart, modèle payant de la presse d'investigation en ligne, la pêche est bonne !

Parangon de ce nouveau journalisme : l'omniprésent Edwy Plenel*. Sous sa moustache un rien stalinienne – toujours se méfier des professeurs de morale à bacchantes ! –, cet ancien trotskiste*, ainsi que l'a justement dit Michel Maffesoli, théoricien de la postmodernité, incarne « l'inquisition médiévale », le « puritanisme vengeur » et la « banalisation des moyens d'investigation les plus méprisables et les plus malhonnêtes » : dénonciations, délation, exploitation de conversations privées, espionnage perpétuel, climat de défiance généralisée... Plenel* ou le mouchardage pseudo-civique de l'homme à moustache.

Peu importe les méthodes employées et les sommes encaissées : il est de gauche*, donc honnête ! À y regarder

de plus près, notre modèle d'intransigeance dissimule cependant de (nobles) compromissions et de (loyales) infractions. C'est ainsi que son site Internet devait plus d'un million d'euros au fisc, s'étant appliqué la TVA à taux réduit de la presse écrite sans en avoir le droit. Et alors? L'homme avait pourtant écrit: « Ne pas payer ses impôts, chercher à s'y soustraire ou y échapper, c'est faire le choix du chacun pour soi. » C'est peu dire qu'il l'a fait. L'homme qui affiche dans ses toilettes les portraits de Robespierre, Desmoulins et Saint-Just s'est même torché le cul avec ses principes. Flanqué de son avocat Jean-Pierre Mignard, irréprochable ami du président de la République, Plenel* a su trouver l'issue de secours à son incendie fiscal. Dans sa grande bonté, le Parlement a carrément effacé rétroactivement son redressement fiscal. Condamnant, au passage, la France à être prochainement sanctionnée par les instances européennes. Qui enquêtera sur les coulisses de cette charité mal ordonnée?



JAURÈS (Jean)

Figure tribunicienne du passé socialiste qui comble le vide du présent. Assassiné il y a cent ans au Café du Croissant par Raoul Villain, non loin du journal *L'Humanité* que plus aucun lecteur ne lit, à la veille de la déclaration de guerre : profil parfait dont tout le monde se réclame. Histoire de se vaporiser de socialisme verbal, tout le monde le cite, le récite et le ressuscite : un mort bien utile, dont la gauche embaumeuse se veut la seule dépositaire. Qu'importe que Clemenceau ait eu de lui piètre opinion. Ou que Jaurès ait aussi encensé les « patrons ».

Rebsamen, amen, chante la messe funèbre et interdit à quiconque n'est pas de gauche* d'évoquer le grand barbu des estrades révolutionnaires. Il en fait même un Européen convaincu, un internationaliste, alors même qu'il était un patriote passionné. Qu'aurait-il fait s'il avait vécu aux heures sombres de Verdun ? Choisi de baisser la crosse ? Certainement pas ! Jaurès est à la France, donc à toute la France. Comble d'ironie, son assassin acquitté fut défendu par un ancien député socialiste, qui cracha ses mots sur sa dépouille exemplaire. Il n'y a qu'un socialiste pour salir ainsi un socialiste. Vive la fraternité !

(Au passage, feindre d'ignorer que le tribun fut un peu antisémite...)

JEUNES

Se reconnaissent, pour certains, à leurs casquettes de travers, aux « yoh ! » qu'ils beuglent en écoutant du rap* dans le métro, à leur propension à caillasser les voitures de pompiers et à incendier les supermarchés qui refusent de les laisser se servir en cannettes de bière sans payer.

Avant, il y a bien longtemps, on disait « voyous », « délinquants », voire « crapules » ou « sauvages ». Chevènement parlait de « sauvageons ». Mais, compte tenu de l'origine ethnique de la plupart de ces derniers, ces termes sont devenus discriminants. On les a donc appelés « jeunes », au risque de discriminer.... tous les jeunes. Y compris ceux, d'où qu'ils viennent – c'est-à-dire l'immense majorité –, qui ne sont ni voyous, ni délinquants, ni crapules, ni sauvages. Si ce terme a été sciemment choisi, c'est qu'il induit, pour les auteurs de troubles, l'excuse de la... jeunesse. Bah, ça leur passera ! S'ils font des conneries, ce n'est pas qu'ils soient en mal d'intégration, c'est parce qu'ils sont jeunes...

Dire « bande de jeunes », aujourd'hui, est synonyme, hélas, de « bande de jeunes racailles ». Faites l'expérience avec vos amis. Lors d'un dîner, dites : « Mon fils fréquente une bande de jeunes. » Aussitôt vous entendrez : « Et qu'est-ce qu'ils ont fait ? » Votre réponse : « Hier, une partie de Monopoly après avoir révisé leurs cours entre copains... » Alors la tablée : « Mais ce n'est pas grave, alors ? — Ben non, pourquoi ? — Tu nous as dit qu'il sortait avec des jeunes... — Oui, des jeunes comme lui, des jeunes de son âge ! — On avait compris des "jeunes"... tu vois ce que je veux dire, quoi ! — Oui, des jeunes. — Ah, des vrais ? »

On avait presque fini par l'oublier : un jeune, c'est une personne pas âgée. Pas un agresseur de personnes âgées.

JOURNALISME

« L'ignorance documentée », comme disait Léon Bloy. Le droit de savoir qui confère tous les droits et fait plus peur aux politiques que tous les agents du fisc réunis. « L'homme politique dépend du journaliste, écrit Kundera, mais de qui dépendent les journalistes¹ ? » Bonne question, impudente. Sa réponse : de ceux qui les paient, c'est-à-dire des agences de pub, donc aussi de l'audimat, le mac du trottoir médiatique ; mais encore des annonceurs publics, État, mairies, conseils généraux, conseils régionaux, communautés d'agglomération. Sans oublier les mécènes cachés. Tout ça pour aboutir, dans la plupart des cas, à cette idéologie de la confiture étalée sur tranche horaire et papier glacé.

C'est le métier des grandes âmes généreuses, vertueuses, donneuses de leçons, punisseuses, répétitrices de poncifs du pontificat de la bien-pensance. À l'aise derrière micros, caméra et ordinateur pour juger. Sans appel. Qui sont-ils pour s'arroger ce ministère des mots ?

JUPPÉ (Alain)

L'homme qui chauvera l'UMP. Le spécialiste du barrage du Canada !

1. Milan Kundera, *L'Immortalité*, Gallimard,



LABRADOR

Depuis qu'il a son labrador, Hollande n'est plus seul : ils seront deux à prendre la pâtée.

LAÏCITÉ

Devenue inquisition laïque. Étymologiquement, un laïc est un clerc, c'est-à-dire un membre du peuple chrétien qui n'appartient pas au clergé. Rien à voir avec nos nouveaux bouffeurs de curés qui revêtent ce mot qui leur va comme une mitre. Le mot, avec son sens nouveau d'indépendance à l'égard de toutes les religions, est entré dans le dictionnaire en 1871. La loi de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État, qui rendait à César ce qui était à César et à Dieu ce qui était à Dieu, consacra le principe de laïcité. Aujourd'hui, alors que la laïcité est attaquée de toute part, ce mot prend un sens différent, partisan, comme s'il y avait la bonne et la mauvaise laïcité.

L'idée de neutralité, chère aux pères fondateurs, n'existe plus. La laïcité n'est plus neutre. Elle n'est même plus historique*. C'est devenu, la plupart du temps, un leurre pour déraciner les racines judéo-chrétiennes de la

France: celles que Clovis a reçues en baptême en l'an 500 ; celles de Jeanne d'Arc et du souvenir d'une « patrie née du cœur d'une femme, de sa tendresse et de ses larmes, du sang qu'elle a donné pour nous » (Michelet) ; celles de Charles de Gaulle, qui osait encore déclarer que « la France est un pays chrétien ».

Aujourd'hui, nos églises, vieilles pierres des prières de nos pères, s'effondrent dans l'indifférence. Au nom de la laïcité, devenue punitive et à géométrie variable, on interdit ou on tolère, empêchant l'émergence d'une laïcité apaisée. Elle est un instrument de combat socialiste contre toute religion qui n'est pas l'islam. Pourquoi ? Chacun, pourtant, devrait avoir le droit de vivre sa foi dans le respect. À Colmar, une juridiction rétablit le délit de blasphème en condamnant Christine Tasin à 3 000 euros d'amende pour avoir dit: « L'islam est une saloperie. » Voltaire et son « écrasons l'infâme » adressé au christianisme: 3 000 louis d'amende ? Condamnera-t-on demain celui qui affirmera que « le christianisme et le judaïsme sont des saloperies » – ce que ne se privent pas de beugler certains manifestants propalestiniens ?

Avant même d'« oser » installer une crèche de Noël dans sa mairie, Robert Ménard, qui n'a rien d'un maire pénard, avait organisé le 15 août 2014 une messe dans les arènes de Béziers. Scandale ! Soutane ! Satan ! Aussitôt, l'inconsummable mélanchoniste Alexis Corbière trempe sa plume dans son bénitier : « Mépris évident de la laïcité, la féria de Béziers est née en 1968 à l'initiative d'un élu SFIO, laïc reconnu, qui n'aurait pas toléré cela. La fausse laïcité version Le Pen et Ménard n'est que le masque d'un racisme* institutionnel. » Vous remarquerez, au passage, que le Corbière des Ânes distribue des diplômes de « laïc reconnu » ! Un nouveau label. Ainsi, organiser une messe en faveur des chrétiens d'Orient persécutés

par le fanatisme religieux serait un acte de « racisme institutionnel » !

Comme chaque année, ce même 15 août 2014, une messe était organisée à Metz, jour de la fête de l'Assomption de la Vierge Marie. Des élus y assistaient. Là encore, scandale ! Cette messe avait beau commémorer un événement tragique de l'Occupation, des militants de l'association Les Profanes, inconnue jusque-là, en ont profité pour distribuer des « kits laïcs », avec bouchons d'oreilles pour dénoncer la présence, profanatrice de la laïcité, d'élus... Toute la presse en parle ! Que ne distribue-t-on des kits anticonnerie pour nous boucher les oreilles ?

Et puis pourquoi tous ces chantres de la laïcité ne s'indignent-ils pas quand Anne Hidalgo, maire PS de Paris, dépense aux frais des contribuables, peut-être laïcs, 70 000 euros pour fêter le ramadan (que par ailleurs je respecte) ? Pourquoi ces contribuables n'exigent-ils pas que l'on célèbre dans les mêmes conditions le Vendredi Saint où la fête de Kippour ? Pourquoi acceptent-ils qu'Hollande souhaite aux « musulmans de France » un bon ramadan ? Pourquoi tolèrent-ils que le Premier ministre participe au repas de rupture du jeûne ? Pourquoi supportent-ils le communautarisme qui gangrène l'école ? Pourquoi ont-ils admis, sans rien moufter, qu'au sein du Conseil du culte musulman, créé sous l'égide de Sarkozy, existe une commission chargée de « proposer des orientations sur l'enseignement du fait islamique destinées aux établissements scolaires » ?

À quand une laïcité sans discrimination* ni arrières-pensées électoralistes, qui place chacun sur un pied d'égalité* devant les divers modes d'emploi de l'accès à son Dieu ?

LANG (Jack)

Sosie masculin de Geneviève de Fontenay. Indéboulonnable prédateur des fonctions publiques, jamais au chômage – quelle que soit la majorité – d'un petit poste d'État, ce qui lui vaut d'être aujourd'hui à la tête de l'Institut du monde arabe. Tout sauf un intermittent du spectacle politique ! Un vrai permanent, lui. Spécialiste de la manifestation* verbeuse où son nez flaire micros et caméras pour exprimer les indignations de son grand cœur d'Opéra-Bastille. Et, pour autant, souvent coincé du col de chemise (Mao).

LANGAGE (éléments de)

« Vive le Québec libre ! », s'exclamait de Gaulle. En ce temps-là, les « éléments de langage » ne sévissaient pas. Qui aurait dit que la France inventive, jongleuse de mots, le plus souvent imprévisible dans son génie politique de l'improvisation, entrerait un jour dans cette glaciation ?

C'est quoi, ce truc ? Dans son *Dictionnaire amoureux de la politique*¹, Philippe Alexandre explique que l'origine de cette thanatopraxie du langage revient aux socialistes. Au soir du grand soir tragique du premier tour de la présidentielle de 2002, le choix consistait entre voter Chirac ou... s'abstenir. Objectif durant l'entre-deux tours : éviter à tout prix les écarts de langage et les distorsions sonores, dites « couacs* » ou « cacophonie » dans la fanfare politique ! Et chacun, recroquevillé à sa place devant micros, caméras et journalistes goguenards, de réciter la même litanie convaincante. Bienvenue dans l'ère de la photocopie sonore ! Tout le monde a été contaminé.

1. Plon, 2011.

Pratique : il suffit de répéter, tel un perroquet politique. L'originalité réside dans la synonymie – et encore...

Désormais – nouveauté! –, nous subissons en plus les éléments de langage... des chiffres. Chaque intervenant possède sa petite fiche, apprise par cœur, lui permettant de faire sérieux, savant. Énarque, quoi! Peu à peu, le réel s'estompe. Ne reste plus que le récitatif des « éléments de langage », fausse vie des mots et rigidité cadavérique du débat.

La dictature des éléments de langage atteste de l'uniformité de la pensée politique et de sa peur du journaliste embusqué derrière ses fiches pour faire flèche de tout bois, sans la moindre contradiction. Au stéréotype des questions répond le stéréotype des réponses. Le prêt-à-parler s'accompagne du prêt-à-penser. Le combat pour la vérité ne se livre que dans le champ du langage! Sauf le peuple téléphage, qui en a désormais ras la zapette de ces « bibelots d'inanité sonore »...

LÉGITIME

Ignorée par Hollande!

LEONARDA

La loger à l'Élysée!

LEPÉNISATION DES ESPRITS

Incantation de gauche*, synonyme d'évidence et de réalisme. Procédé consistant à culpabiliser le réel en l'entachant de lepénisme, notamment sur les questions d'immigration* et de sécurité, en saupoudrant le tout d'une dénonciation définitive d'un racisme* simplificateur et rhétorique.

L'inventeur de la formule est Robert Badinter. Objectif: condamner à la peine de mort médiatique celui qui a le malheur de considérer comme excessive l'immigration* et de réclamer un peu plus de sécurité. Peu importe qu'en 1989 Mitterrand ait déclaré, au sujet des immigrés, que le « seuil de tolérance » était « atteint ». Ou que Jean-Louis Debré, notre Bossuet constitutionnel, l'ait aussi constaté: « Ce qui était une immigration* de renfort démographique devient une immigration de substitution de peuplement. » Que Jean-Pierre Chevènement, encore, ait constaté que « l'immigration* [n']est absorbable [qu'] à petites doses ». Ou que Jacques Chirac ait osé dire: « Il y a une overdose d'immigration. »

Tel Monsieur Jourdain faisant de la prose sans le savoir, ils font du Le Pen sans le dire.

LUTTE

Depuis la lutte finââle, le mot appartient au vocabulaire lutteur de la gauche en lutte. On a même Lutte ouvrière! Aucun lutteur ne peut appartenir à un club de droite, ce serait inconvenant, puisque c'est contre elle qu'il faut lutter. On ne sait plus très bien contre quoi la gauche de péplum lutte, mais elle lutte...



MACHETTE

Instrument tranchant indispensable au dialogue entre les communautés*.

MAIN (serrer la)

Exercice hautement républicain* par le refus duquel les héros de la poigne manifestent leur opposition à l'expression du suffrage populaire. Les manchots démocratiques se refusent à serrer la main du sénateur FN David Rachline, benjamin de la Haute Assemblée et, à ce titre, gardien de l'urne le jour de l'élection du président du Sénat*. Argument de la Verte Esther Benbassa, *alias* Berthe Berrurier : « Je n'aurais pas serré la main de Hitler. » On aimerait lui rétorquer que voir dans ce brave Rachline la réincarnation d'Adolf relève d'une grave confusion psychiatrique banalisant le monstre moustachu. Agir de la sorte, ensuite, c'est accuser les électeurs d'avoir porté au Sénat* un génocidaire. Enfin, et surtout, c'est accorder bien de l'importance à sa poigne molle dont tout le monde se contrefiche!

MANIFESTATION

La haine* manifeste ! Tout citoyen* a le droit d'exprimer son opinion par la liberté de manifester. Encore faut-il que l'exercice de cette liberté ne serve pas de prétexte à la violence, au pillage et à la haine* de l'autre, particulièrement au ressentiment contre les juifs. Ce qui se déroule pourtant sous nos yeux aveugles à Barbès, Sarcelles, la Goutte d'Or et ailleurs. Violences, dégradations, incendies, attaques de véhicules de police, menaces sur des synagogues, antisémitisme, slogans haineux... Toutes ces abominations commises sur notre territoire contre des Français juifs sont abjectes. Le conflit israélo-palestinien est un drame des deux côtés. Chacun a le droit de choisir son camp, sous cette réserve absolue que le peuple juif est intangible en Israël et que l'antisémitisme ne doit pas devenir un dégueuloir antisémite, motif d'agression contre le sol de la République et rupture définitive avec ce que les langues de guimauve de la gauche salivante nomment le « bien vivre ensemble* ».

S'en prendre à des synagogues, imposer la fermeture des commerces juifs et brûler des drapeaux* n'exprime pas une opinion sur le conflit (que je me dois de respecter), mais seulement la recherche d'un exutoire à un déferlement de haine* générale contre des compatriotes et notre pays saccagé sous l'impuissance martiale d'un Premier ministre mou !

Alors qu'en Guyane on fusille au mur des condamnés, qui est responsable de ce sentiment d'impunité qui gagne chaque jour du terrain ? Ce sont les minables et les lâches, incapables depuis des années d'appeler un chat un chat et de pointer la réalité d'un communautarisme tout-puissant, renforcé par la prise de conscience du marchandage électoral. Nos bonimenteurs incapables

ont laissé s'installer cette haine* qui casse et pour laquelle nous casquons.

Conséquence de cet État impuissant et inepte: une police démotivée et des quartiers explosifs où brûle la mèche d'un sentiment d'injustice, de discrimination* et d'exécration du sol, allumée par la soumission au conformisme répétitif d'un discours politique péripatéticien et fausement moral.

La France mérite un autre destin. Ce conflit atroce où chaque mort vaut chaque mort révèle l'état de décomposition de notre République. Laquelle baisse son froc et se courbe à chaque fois qu'elle devrait être forte! Entre ces hurlements de souffrance, je ne peux choisir: une arme, d'où qu'elle claque, tue. La différence éthique n'est pas fonction de la quantité d'armements ou de la supériorité de l'un sur l'autre – cet autre qui rêve d'en posséder autant pour en faire le même usage meurtrier.

Dans ce conflit israélo-palestinien, la France affiche ses propres conflits. De terre d'accueil, notre pays est devenu une terre d'écueils où se fracassent les haines recuites d'une jeunesse que nous n'avons pas su conduire à la tolérance vis-à-vis de l'autre, à la vie française, à l'amour assimilateur d'une patrie unique. Tout se paie. En particulier les lâchetés, les démissions et les politicarderies sermonneuses, suffisantes et fallacieuses.

Quelles que soient les responsabilités dans ce conflit, personne, sur le sol national, ne doit en faire les frais. Personne! Et surtout pas les juifs de France.

MARCHANDISATION

Sordide invention capitalistique visant à tout transformer en fric. La liste donnée sur Google est aussi longue que les fausses promesses de Hollande: marchandisation de la culture, du travail, du social, du monde, du réel,

du vivant... À les écouter, cette tyrannie du profit est partout, symbole de notre monde de brutes américanisées où il n'y a plus de place pour les petits oiseaux, les poètes, les (bons) sentiments, l'amour, le partage...

Une nuance de taille dans ce concert tout noir ou tout rose : la question de la marchandisation du corps. Elle est dénoncée, des trémolos dans la voix et un voile pudique sur le sexe, lorsqu'il est question de prostitution – à proscrire, comme l'a dit Najat Vallaud-Belkacem, car « le corps de la femme n'est pas une marchandise ». Mais le raisonnement est exactement inverse à propos de la GPA* (gestation par autrui) – à autoriser, afin de permettre aux couples homos d'avoir des enfants. Même si cela passe par la location d'un ventre. Marchandisation, donc, la location de courte durée (de vingt secondes à quelques heures) d'un vagin rue Saint-Denis; non-marchandisation, voire libération de la femme, la location de longue durée (neuf mois) d'un utérus partout ailleurs dans le monde.

MARSEILLAISE

Il est de bon ton, si j'ose dire, de critiquer les paroles guerrières de *La Marseillaise*. Ça fait bien dans le microcosme des micros confessionnels à bobos. « Qu'un sang impur abreuve nos sillons » : voilà le couplet vengeur qui révulse la grande armée de nos pacifistes de temps de paix. Qu'ils la lui foutent, la paix, à *La Marseillaise* ! Elle ne leur a pas déclaré la guerre, que je sache !

Dernier en date à s'offusquer contre ces paroles et à vouloir les changer parce que « racistes* » et « xénophobes » : l'acteur Lambert Wilson, sur le karaoké d'estrade d'une radio. Même si l'opinion d'un comédien talentueux, quoique un peu onctueux, ne changera pas l'Histoire, pourquoi, en bon réserviste du conformisme, nous resservir du racisme* et de la xénophobie là où il n'y en

a pas? Sanctuarisé par l'article II de la Constitution, notre hymne national l'est devenu depuis le 14 juillet 1875, adopté définitivement en 1879 par la III^e République. L'idée de «sang impur» ne renvoie à aucune race, tous les historiens sont d'accord sur ce point: c'est le sang des ennemis de la République, de la Liberté, de l'Égalité* et de la Fraternité! C'est le chant que les nazis interdirent, à partir du 17 juillet 1940, en zone occupée... Le chant qu'entonnèrent, pleurèrent parfois les fusillés, les décapités, les torturés. Le chant de la prière des derniers instants. Étaient-ils racistes*, xénophobes, ces résistants anonymes tombés pour la France?

La Marseillaise, c'est le chant qui s'élève quand meurent un soldat, un policier, un serviteur, enterrés pour le dernier adieu de la nation. Cette *Marseillaise*, ils l'ont emportée dans le voyage que ne feront jamais les planqués. On ne peut y toucher sans atteindre nos martyrs dans leur foi. Aussi, parce que Jean Moulin l'a chantée, avec son «cortège d'ombres» remontant à la nuit des souffrances françaises, on ne doit pas, jamais, même pour un effet de micro, monter sur l'estrade des karaokés pseudo-humanistes pour dénoncer cet hymne, leur hymne, le nôtre, comme «raciste*» ou «xénophobe»!

Il y a peu de temps, hélas, j'ai assisté à la cérémonie d'hommage rendu à un jeune légionnaire, dont le ministre provincial a rappelé qu'il était mort pour la France. Au moment de *La Marseillaise*, j'étais ému aux larmes et je n'avais qu'admiration et respect pour cet étranger, plus français que beaucoup de Français. Avec ce chant, il n'était plus seul. Les sans-culottes de Valmy, les poilus de Verdun, les vainqueurs de Koufra, les goumiers du Monte Cassino, Alain Mimoun blessé, tous, à cet instant, ont répondu «présents».

MATERNELLE (école)

Débaptiser l'école « maternelle » : c'est ce qu'a proposé la députée PS de Paris Sandrine Mazetier dans une question écrite à Vincent Peillon, alors ministre de l'Éducation nationale. Motif: « À l'heure où le gouvernement s'engage en faveur de l'égalité* entre les femmes et les hommes et la lutte* contre les stéréotypes », l'élue souhaitait remplacer « ce nom genré [*sic*] par un nom neutre », afin de « neutraliser la charge affective maternante du mot “maternelle” ». Et de suggérer, dans un grand mouvement révolutionnaire du langage, l'appellation « première école » ou « école élémentaire ».

Et elle veut lutter contre les stéréotypes, notre précieuse ridicule* ? Pourquoi pas, tant qu'on y est, interdire l'usage du mot « maternel » dans l'expression « lait maternel », afin de neutraliser « la charge affective maternante » du lait donné au sein ? Ou même interdire le port des seins ? Et les maternités ? Quelle horreur, une maternité, lieu sulfureux où des femmes osent accoucher ! Une monstruosité réactionnaire* à rebaptiser d'urgence du joli nom d'« évacuation biologique »... De même conviendrait-il de proscrire aux viticulteurs d'appeler « bras-mère » le bras de vigne...

Mais que lui a donc fait sa mère, à cette matrone des mots bannis ? Freud frémit. On devrait donc faire la guerre à « la charge affective maternante du mot maternité ». Une maternité non maternante, que doit-elle être ? Paternante ? Penistente ? Sperneutante ? Où est le mal, si j'ose dire, dans le fait immémorial que la mère porte en elle, comme la vie, une charge – quel mot de palefrenière – affective ? À l'écouter, la mère ne devrait plus être qu'une mer morte, froide de toute puissance affective et réduite à l'état biologique d'un non-sens

placentaire. Une chose chosifiante. On deviendrait des choses-souris!

Va-t-on décréter le paiement d'une amende pour quiconque aimerait sa mère dans un affect primordial? Va-t-on censurer Victor Hugo, qui a commis l'outrage sexiste d'écrire: «Amour d'une mère, amour que nul n'oublie»? Va-t-on dénuder Max Gallo de son costume d'académicien, pour avoir consigné cette phrase si fondamentale: «Un homme dont la mère est morte, même s'il croit fermement tracer sa route, ne fait que dériver»? Et Albert Cohen, né d'une mère juive italienne décédée à Marseille, auteur du *Livre de ma mère*, pour lui avoir dit: «Eh bien, moi, je t'envoie, les yeux ennoblis par toi, je t'envoie à travers les espaces et les silences, ce même acte de foi, et je dis gravement: ma maman.» Aujourd'hui, Albert serait puni de dire «maman»! De quel regard dévisagerait-il la Sandrine, lui qui criait: «Je vous salue, mère pleine de grâce, saintes sentinelles, courage et bonté, chaleur et regard d'amour, vous aux yeux qui devinent, vous qui savez tout de suite si les méchants nous ont fait de la peine, vous, seuls humains en qui nous puissions avoir confiance* et qui jamais, jamais, ne nous trahirez, je vous salue, mère qui pensez à nous sans cesse et jusque dans vos sommeils.» C'est tout cela, l'ignoble «charge affective maternante»!

Pauvre Sandrine, seule avec sa haine* laiteuse des mots. Quel sein de glace a-t-elle tété pour confondre l'amour et la haine*? Quant à Romain Gary, pour qui «l'aube porte la promesse des mères», nul doute qu'il reprendrait illico son avion de libérateur pour bombarder la bêtise maternicide.

Condamner la «charge affective maternante» attachée au mot «mère», en faire un élément négatif, c'est nier l'être dans son histoire. Ce n'est rien d'autre que du pur totalitarisme langagier. On ne naît plus. On est produit.

C'est le triomphe du supermarché de la procréation anonyme. Fils de personne, enfant du froid. Interdiction d'aimer autre chose que les surgelés sans nom.

À noter que la même policière des mots, Sandrine, a encore frappé à l'Assemblée, cette fois pour obtenir la mise à l'amende d'un député grammairien qui refusait de dire « madame la ministre ». Tout va bien, le mot « amende » est au féminin...

MÉDIAS

Chenil où Mitterrand, après le suicide de Pierre Bérégovoy, mettait les chiens. « Je considère que les péchés les plus graves sont ceux qui concernent les contrevérités et les mensonges, et ils sont trois : la désinformation, la calomnie et la diffamation », déclarait aussi, plus récemment, le pape François. Deux François et deux styles, mais une même dénonciation de l'énorme instrument de déferlement de haine* sociale qui s'alimente, au nom de la liberté d'expression*, de toutes les délations, exhibitions et violations sans le moindre contrôle déontologique, le tout avec la bienveillance financière des juges, épargnés pour le moment.

La presse broie les réputations. Dans une démocratie d'opinion, elle gouverne, se permet tout. Il faut entendre la jouissance vocale d'une journaliste policière perchée sur son téléphone à l'affût de « précisions » sur le ragot du jour vous concernant pour mesurer l'intensité de la *libido dominandi* ! Mieux vaut avoir affaire à un douanier cocu ! Ce n'est plus de l'information, c'est de l'inquisition. Ça bande-son ! C'est l'extraordinaire petit pouvoir d'écrire et colporter du mal.

La liberté d'expression* devient une liberté d'oppression. Une liberté du marchandage des choses de la vie. De la vengeance en ondes. À cela il n'existe

aucun contrepouvoir, sinon cette philosophie permettant de survivre (difficilement) dans notre monde du ragot de comptoir des règlements de comptes : s'en foutre !

MÉMOIRE (travail de)

De nos jours, nous devons tous nous y astreindre sans relâche, encore et encore, faire un « travail de mémoire » sur notre inhumanité collective et universelle : les guerres, les génocides, la colonisation, l'esclavage, les racismes* – j'en passe et des pires. Notre mémoire se doit d'être peccamineuse, honteuse et coupable. Sélective dans le sens, toujours, de la contrition. Nous vivons un temps pas béni où l'historien cède la place aux confesseurs laïcs et aux pénitents qui se flagellent avec les ronces du passé. Comme si aujourd'hui pouvait répondre d'hier ; comme s'il était possible, ailleurs que sur grand écran, de voyager dans le temps pour assumer une intemporalité collective...

À force d'investir le passé d'une charge juridictionnelle, de faire de chacun d'entre nous un justiciable des siècles, on nous a inventé une triple culpabilité : théorique, cinématographique et virtuelle. Par le truchement du devoir de mémoire, l'Histoire est devenue un champ d'expiation. Or, quelle est l'authenticité de cet investissement officiel et collectif, aux ordres d'un État abstrait qui programme la compassion ?

On n'apprend plus l'Histoire, la vraie. Les élèves ignorent Clovis et Saint Louis, les origines de leur pays, mais s'installent dans les fauteuils du cinéma national pour commémorer dans l'anachronisme tous les péchés du passé. Hier l'enseignement des grandeurs, aujourd'hui celui des erreurs, ou prétendues telles. C'est le règne de l'histoire compassionnelle. Jules Ferry est un colonialiste

tonkinois, Voltaire un antisémite, Louis XIV et Napoléon des esclavagistes*...

Tout cela est exact, mais hier, hélas, l'humanité n'y pensait pas! Le devoir de mémoire fait de la mémoire un devoir, comme à l'école. Alors – faut-il le rappeler? – notre histoire est à prendre et à apprendre, dans sa totalité: avec ses jours ensoleillés et ses nuits lugubres. Lesquels requièrent savoir, respect et un esprit critique exempt de ces anachronismes où nos héros moraux se projettent dans le passé pour y construire leurs belles gueules de saints en guerre contre les rois et les lois.

Là où il y a devoir de mémoire, il n'y a plus de mémoire, cette dernière s'opposant à l'idée même de devoir. Car la mémoire est adhésion culturelle et non coercition de la bien-pensance festive.

MENU

Document pour passer le temps à l'usage de François Hollande, président de la République française, pendant le discours du nouveau roi d'Espagne.

MERDE (dire)

«Tu répondras: merde. On est en République, il me semble.» (Raymond Queneau, *Le Dimanche de la vie*).

MÉTROPOLE

Ancienne indépendantiste guyanaise, aujourd'hui ministre de la Justice, Christiane Taubira ne supporte pas le mot «métropole» (état qui administre des territoires), pourtant dénué de tout relent colonialiste. Elle a enjoint à ses services de le supprimer de l'ensemble des circulaires émises par son ministère. Le combat continue!

Il faut remonter à la période révolutionnaire, notamment à l'assassinat du mot « valet », pour trouver pareille éradication du vocabulaire... Les communistes et les nazis avaient également fait fort dans la chasse aux mots. Certes, comparaison n'est pas raison. Il n'empêche : on pourrait foutre la paix à notre vocabulaire. Plutôt que les mots, mieux vaut chasser les maux !

MOYENÂGEUX

Quand la forteresse de la pensée est vide, l'autre, en face, devient moyenâgeux !

MISOGYNIE

« Elle est tout le temps comme ça, la petite. » Lancée au sujet d'une journaliste, la phrase paléohistorique a été lâchée par Arnaud Montebourg, du haut de sa bouche mondaine nourrie aux petits-fours. Aussitôt Marie Donzel dénonce « un monument de misogynie *made in rance* » (j'ignore si le jeu de mots était voulu) : « la petite, vous savez, celle qui nous fait gentiment le café, la même qu'elle est mignonne comme tout mais ne sera jamais expérimentée pour être crédible, la chouquette qui sait généralement rester à sa place... ». Selon elle, Arnaud le miso s'exprime comme « une caricature de petit patron des années 1950 ». Qu'il se console : il a échappé aux sombres années 1930, le veinard !



NAUSÉABOND

Hallucination olfactive socialiste pour que l'adversaire ne soit pas en odeur de sainteté.

NAZARÉENS

En Irak, à Mossoul, en ces moments de haines* et de guerres, les djihadistes exterminent des chrétiens, nos frères d'âme, seuls au monde dans les vacances de l'imprévisible. Et cela en toute impunité, en toute indifférence des consciences, des micros, des caméras et des sermonneurs en ondes. C'est ici, un jour ce sera là : il en est ainsi des horreurs qu'on laisse se développer et qui sonnent le glas sans qu'on l'entende...

L'ONU dénonce un crime contre l'humanité. Quelle humanité ? Elle ne préoccupe personne. C'est une humanité humble, silencieuse, massacrée, persécutée, humiliée. Une partie des chrétiens tourne le regard. Même les belles âmes habituellement prolixes se taisent, trop occupées par d'autres indignations. Un petit billet par-ci, une petite chronique par-là, un bon point ici, un mauvais point là, un fasciste* ici, un raciste* là.

Et les républicains* toujours en train de républicaniser, que font-ils d'autre, à l'image de Bernard Cazeneuve, le républicain* d'office des sacristies médiatiques, que de réciter leurs patenôtres républicaines? Un tweet ainsi rédigé, puis effacé: «Quand on est républicain*, on ne distingue pas entre les enfants de Gaza, les chiites de Mossoul et les jeunes Syriens.» Et les chrétiens persécutés qui fuient Mossoul par milliers, le républicain*, il s'en fout, il les oublie! Circulez, y a rien à s'émouvoir: trop chrétiens, donc pas assez républicains!

En application de la charia, le « califat » impose des choix inhumains à ces chrétiens: partir en abandonnant tout, payer l'impôt des dhimmis (non-musulmans, les inférieurs en pays islamique), se convertir ou mourir « par le glaive »... Les stigmates de l'épouvante se répètent, différents selon les victimes*, mais les bourreaux, partout et toujours, ont les mêmes méthodes: marquer l'autre d'une étoile, d'une lettre, d'un repérage dont le chasseur d'humain a besoin pour loger sa proie. Sur chaque maison de chrétiens, les assassins tracent un *N* pour « Nazaréen ». Les maisons délaissées par les fuyards ou les morts sont saisies par l'État islamique. Cette persécution s'étend aux banlieues d'Alep, en Syrie, et de Bagdad, en Irak, toutes deux occupées par les factions islamiques. Et dire qu'on a tué les tyrans...

Que faire? Impuissance des droits de l'homme quand l'homme ne compte pas dans le commerce médiatique et commercial. On pourrait au moins crier! Non, même pas: plus de voix, aphonie des cordes vocales des pendus à la potence des peuples persécutés. Il est où, BHL? Où sont-ils les professeurs de morale politique? Oui, où sont-ils? Pardon pour ces quelques lignes inutiles, mais que faire? Que faire? Se taire, c'est se terrer. Alors au

moins, crions! Faisons honte au silence. On tue plus tranquillement avec un silencieux...

NI-NI

Capable de créer la paninique à l'UPM! Cris de souffrance quand l'urne tombe sur la tête d'un candidat UMP qui se retrouve éjecté d'une élection législative.



OBSCURANTISME

Obscurité jetée sur vous par un phare de la pensée, lorsque, dans un débat, il n'est plus que l'ombre de lui-même.

OPINION (publique)

On serait dans une démocratie d'opinion ! Passe-moi du pognon, je te donnerai de l'opinion... Qui la fabrique, cette opinion ? Les médias, toujours de gauche, allez savoir pourquoi... Aujourd'hui, la presse écrite est financée en grande partie par l'État, la pub ; la presse télévisée par la pub et l'audimat ! Dans les régions, les départements, un seul journal règne, financé par les aides et la publicité des régions, des mairies, des conseils généraux, des intercommunalités... Heureusement que, à côté, il existe la liberté, un peu sauvage, d'Internet. Que cherche, du reste, à museler le gouvernement ? Et souvent la presse...



PATRIOTISME ÉCONOMIQUE

Concerne la marinière de Montebourg, mais pas les lunettes danoises du président. Aurait-il le mauvais œil ?

PESTE BRUNE

Expression dont l'origine remonte à la couleur des chemises des SA (sections d'assaut) du parti nazi. On doit, semble-t-il, l'expression à Daniel Guérin, auteur de *La Peste brune*, publié en 1933, ouvrage qui reçut un accueil incrédule¹...

Aujourd'hui, ce qualificatif est utilisé à tout bout de champ sémantique, sans connexion avec l'horreur qu'il recouvre, dans l'unique but de nazifier l'adversaire. Sous la signature d'un certain Félix Rome, même le très austère recueil Dalloz, commentant la condamnation à l'encontre d'Anne-Sophie Leclère ayant comparé Taubira à un singe*, fait référence à « la propagation de la peste brune ». Pourtant, si cette comparaison est odieuse, ne relève-t-elle pas d'abord de la plus basse connerie, plutôt que de l'idéologie mortifère du III^e Reich ? Personne,

1. Réédité chez Spartacus, 1996.

nulle part, n'a justifié le comportement de cette femme qui a par ailleurs été immédiatement exclue du FN, et excessivement condamnée. Si tous les chemins mènent à Rome, la bêtise répétitive des tics de langage aussi. « Propagation de la peste brune » ! Que dire alors des manifestations* contre Israël : peste verte ? Et du djihadisme ? De l'imam de Lunel ? De la propagande par le sang de l'islamisme radical ?

Le bubonique langage fait des ravages dans l'intelligence conformiste. Il empeste.

PHOBIE

C'est le siècle de la phobie. Tout est « phobe » : l'homophobe*, le xénophobe, l'islamophobe... Au point que la phobie est devenue une manie ; le monde des névroses à l'envers. Le terme n'a pas été choisi par hasard. Car le phobique n'est pas simplement un intolérant, c'est un malade. Un dingue. Pas doux, dur.

La phobie est en effet une pathologie grave. Selon le Larousse médical, il s'agit d'un « trouble anxieux », « névrotique » et « psychotique ». Les pys estiment que, loin d'être raisonnée, encore moins raisonnable, la phobie est le plus souvent « la séquelle de traumatismes psychoaffectifs précoces ». Pour la soigner – car les phobiques doivent être soignés – sont préconisées la psychothérapie et la « thérapie comportementale », ajoutées à une cure d'anxiolytiques et d'antidépresseurs.

Bref, à chaque fois (c'est-à-dire à longueur de journée et de colonne) qu'est prononcé le mot « homophobe* » pour qualifier les anti-mariage pour tous, ou le mot « islamophobe » pour ceux qui dénoncent la *burqa* ou le hallal dans les cantines scolaires, cela signifie que l'on accrédite la thèse selon laquelle, s'ils pensent mal, c'est qu'ils sont de grands malades victimes de « troubles

névrotiques», à rééduquer d'urgence par un traitement médicamenteux de choc. Phobiques d'aujourd'hui = pestiférés d'hier.

Affirmer que l'État islamique est un brasier de barbus barbares, c'est une maladie? Assurer qu'obliger les femmes à se cadenasser des pieds à la tête dans un scaphandre religieux est une aliénation, c'est une maladie? Dire que la persécution des chrétiens d'Orient est ignoble, c'est une maladie? Ajouter que le Hamas est une organisation terroriste qui assassine ses propres fils, c'est une maladie?

Cette psychiatrisation du discours rappelle les procès de Moscou où l'adversaire, le contradicteur, était censé être fou, malade, bon à enfermer. Les infirmiers psychiatriques du langage imposent, du haut de leur autorité morale, ce diagnostic irréfutable: l'autre est « phobe », une version médiatique de « phobique »; qu'on lui cloue une muselière!

Tout comme moi, qui respecte l'homosexualité mais a son idée de la famille, vous manifestez contre le mariage pour tous? Vous voilà homophobe*, assassin d'Oscar Wilde. Vous ne supportez pas l'idée que l'on puisse emprisonner de jeunes femmes sous un voile carcéral? Vous êtes islamophobe! Cette pathologisation de la parole d'autrui révèle la pathologie profonde du pathos des « bien-pensants »: ils sont « contradictophobes »!

PLENEL (Edwy)

Trotskiste* à moustache stalinienne qui écoute aux portes et refuse de payer la TVA.

POÈTES (Cité des)

Nom d'un quartier de Pierrefitte (Seine-Saint-Denis) où la poésie est morte avant de naître et où l'on assassine

Mozart tous les jours. Les habitants de la Cité des Poètes sont souvent d'origine maghrébine et subsaharienne. Ils vivent dans des conditions honteuses qui ne font pas honte aux hébergeants qui hébergent le monde entier dans leur tête ou dans leur cœur, mais jamais dans leur chambre. Honte à cette dénomination de « Cité des Poètes » : oser la définir ainsi, c'est travestir sciemment la réalité. Pour mieux la camoufler.

Les urbanistes des années 1960 et 1970 avaient déjà le sens de l'antiphrase et du mensonge des mots, précurseurs sonores des bonimenteurs de la gauche verbeuse. Aucune clairvoyance : la cour des Miracles avait plus de poésie que ce marécage de la mouise. Les témoignages des habitants révèlent une détérioration des relations dans une société dite civilisée qui devrait réveiller les entasseurs d'humanité.

Parce qu'un cambriolage aurait eu lieu chez Mohamed G., habitant de la cité, une vingtaine de « jeunes* » auraient organisé une expédition punitive. Avec un froid détachement, une voisine explique à *Libération* : « Ils ont mis des steaks aux Roms. » Une autre ose, comme si de rien n'était : « Les Roms ? Personne ne leur a demandé de venir. Nous aussi, on a nos problèmes. Depuis qu'ils sont arrivés, les vols, c'est sans arrêt. » Autre bréviaire de la bien-pensance, *Le Monde* publiait les mêmes témoignages : « Les Roms, ils sont dans la même merde* que nous, mais ils prennent tout ce qu'ils voient, ils sont sans gêne. Un jour, j'avais posé mon nouveau frigo sur le trottoir. Je ressors, ils étaient en train de l'embarquer. Les Roms, ce sont des pauvres qui volent les pauvres. » Tout est dit dans cette dernière phrase des conséquences dramatiques du laxisme de nos belles âmes en matière d'immigration*.

Sur les territoires déshérités, qui coûtent cependant une fortune à la collectivité, ce laxisme érigé en politique

a installé une sanglante justice privée, négation de l'État de droit. Mais, surtout, cette guerre des pauvres contre les pauvres est le prémice des désordres les plus sauvages.

POMPES

Funèbres, pour Aquilino Morelle.

POPULISME

Terme toujours employé par ceux qui aiment le peuple édenté, mais à une condition : qu'il ferme sa grande gueule. Utilisé à tort et à travers pour ringardiser et poujadiser les hérétiques de la bien-pensance, il a pour fonction de vous déguiser d'un béret basque, tendance curé de campagne des années 1930, d'une baguette sous le bras, d'un camembert dans la poche et d'un verre de gros rouge à la main. En un mot, le vrai con !

Dire que l'euro coïncide avec la baisse du pouvoir d'achat des Français : populiste ! Dire que le train de vie des États et de l'Europe est pharaonique, la France en tête, avec dix points de plus que la moyenne de ses voisins : populiste ! Que la dette est abyssale : populiste ! Que la fiscalité est asphyxiante : populiste ! Qu'on en a plus que marre d'être coupable de tout, esclavage, Vichy, Algérie : populiste ! Dire que face à l'économie la politique est impuissante : populiste ! Dire que l'État-providence nous ruine : populiste ! Dire, comme Hubert Védrine, qu'« une partie des médias* à flux continu contribue à hystériser le débat » : populiste ! Qu'il faut réguler l'immigration*, punir les délinquants, stopper le communautarisme : populiste ! Quant à réclamer d'être protégé de la mondialisation, cela fait de vous un populiste replié sur lui-même comme un accordéon de bal-musette au repos !

Et si les cons, les vrais, étaient finalement les antipopulistes?

PRÉCAUTION (principe de)

Préservatif politique.

PRÉSUMPTION (d'innocence)

Tout le monde y a droit, mais personne n'en profite. On en parle sur tous les gibets médiatiques pour molester en toute présomption d'innocence le « présumé coupable »... Jamais expression n'aura autant servi à proclamer le contraire de ce qu'elle dit. Empêtrés dans l'antiphrase, nos journalistes ont même inventé, sans en mesurer l'ineptie, la catégorie monstrueuse du « présumé coupable » – le contraire, donc, du « présumé innocent ». Résultat: plus encore que du temps de la justice réactionnaire*, on est aujourd'hui plus « présumé coupable » qu'hier!

Un coup de Media(part) vaut mise sous écrou médiatique, suffit à déclencher une enquête et à imposer les explications. Plenel*, juge d'instruction? Les Guignols, juges de dérision de l'instruction hilarante? Ridiculisé par Ruquier*? Aplati par Apathie? Piétiné par Pulvar? Fouetté par Fogiel? Pugilé par Pujadas? Piqué par Lapix? Allez-vous en sortir innocent? Au marché aux esclaves médiatiques, on ne vend pas de l'innocent mais du coupable. Gibet d'audience!

PRIORITAIRE (éducation)

Encore un mot complètement vide de sens. Qu'est-ce que l'éducation prioritaire? Elle a pour objectif de « corriger l'impact des inégalités* sociales et économiques sur la réussite scolaire par un renforcement de l'action

pédagogique dans les écoles et établissements des territoires qui rencontrent les plus grandes difficultés sociales». Du pur socialisme de mots. L'école de la République a toujours eu pour mission de corriger les inégalités* par la transmission du savoir, mais sans accorder de priorité. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire le beau livre d'Alain Corbin, *Les Conférences de Morterolles*. L'instituteur y rappelle des choses simples: «Vous le savez bien, je n'ai cessé de le répéter à l'école, c'est un devoir pour tout Français de connaître le plus exactement possible l'histoire de sa patrie.» Il évoque aussi «une communion civique», «les bienfaits du travail», «un désir cognitif¹». Le tout s'adressant alors à des gens de territoires rencontrant les plus grandes difficultés sociales: des pauvres, des paysans, des éloignés qui mangeaient chaque jour des kilomètres à pied pour accéder au savoir.

PRISON

Lieu d'enfermement que l'on doit fermer pour éviter la récidive. Mais aussi centrale téléphonique, studio d'enregistrement vidéo, usine à propagande et salle d'entraînement à la musculation pour sortir en pleine forme physique au cas où...

PSYCHOSE

Cinéma hitchcockien inventé par l'extrême droite selon les scénaristes de gauche tendant à faire croire que la réalité (attentats, insécurité, tirs à la kalachnikov, trafics de drogue...) est du cinéma.

1. Alain Corbin, *Les Conférences de Morterolles, hiver 1895-1896. À l'écoute d'un monde disparu*, Flammarion, 2011; «Champs», 2013.



RACISME

Caractéristique supposée de tout homme qui n'est pas de gauche*, permettant à l'insulteur de se délivrer un brevet d'irréprochabilité morale dans le bénitier de la sainte salive socialiste.

RACISTE

Accusation très prisée à gauche, comme dans une (in)certaine droite, à l'égard de quiconque lutte contre le communautarisme, l'immigration* incontrôlée, le multiculturalisme, la dilution de l'identité, la défense du patrimoine culturel français, le pillage de la Sécurité sociale, le scandale de l'aide médicale d'État, etc.

Le racisme*, c'est l'ignominie, la connerie planétaire, le mal des minables. Mais en faire un instrument de rhétorique politique, un accessoire de comédie, un postiche, est une falsification qui vide de leur propre sens le mot et son horreur.

Les antiracistes professionnels l'ont usé en le galvaudant à tout bout de champ de tir médiatique, dans un usage souvent inapproprié destiné à discréditer l'autre,

le raciste, victime* d'un racisme* idéologique d'exclusion du débat. En un mot : « Ta gueule ! T'es raciste ! »

On attendait la preuve que les antiracistes pratiquent un antiracisme de façade, une posture d'imposture, que ce mot est une arme entre les dents des tartuffes d'Opéra-Bastille pour flétrir l'adversaire. Eh bien ! on l'a, cette preuve, et elle est honteuse : on peut l'entendre sur le « Lab » d'Europe 1... Allez, écoutez !

Ahmed C. est adjoint PS aux sports du maire de Vaulx-en-Velin, près de Lyon. Le 30 mai 2014, l'adjoint furibard s'en prend, pour une histoire de mauvaises relations, au dirigeant d'une association sportive coupable d'avoir des amitiés avec un autre élu, juif, Philippe Z. Voici les vomissures de l'adjoint, dans une éructation de violence qualifiée d'« extrême » par *L'Obs*. Mais d'extrême quoi ? « Tu me parlais des sionistes. Tu veux Z. ? Tu veux ça, toi ? C'est ça que t'aimes ? T'aimes pas quand les gens qui te ressemblent veulent t'aider. Tu préfères un enculé qui te nique bien. C'est ça, c'que tu veux ? Tu préfères Philippe. Tu aimes bien Z. ? »

Admettons qu'il peut y avoir des cons partout ; mais que fait le Parti socialiste, quelle est la réaction indignée des donneurs de leçons, des antiracistes de service habituels, des SOS Racisme, des Licra, des Rue de Solferino, des Mrap, des « sus aux mots douteux », des belles âmes à l'oreille aux aguets ? Incroyable : le raciste socialiste demeure adjoint ! On ne va pas se priver d'une telle recrue ! La maire, Hélène Geoffroy, a les idées larges. Elle l'excuse, arguant de la jeunesse et de l'inexpérience de l'élu ; et le prie de s'engager dans la lutte* contre le racisme* et l'antisémitisme. Plus faux-cul, tu meurs ! La Licra est satisfaite. Pas bégueule, la Licra... Au PS, pas de sanctions disciplinaires. Ah bon ? On rêve. Le racisme*, ils n'en ont rien à faire, ils pratiquent l'antiracisme sélectif :

quand il pue chez eux, ils ferment les yeux, le nez, les oreilles.

Les socialistes de Vaulx-en-Velin et la Licra ont inventé l'autorédemption qui absout tout : puisque le raciste va lutter contre le racisme*, c'est donc qu'il n'est pas raciste ! Le pyromane devient pompier ? Excusé ! Le chauffard alcoolique ouvre un bar à limonade ? Pardonné ! Le pédophile dirige une association de lutte* contre la pédophilie dans une pouponnière ? Amnistié ! Le fraudeur lutte contre la fraude dans l'association de Cahuzac ? Réhabilité ! DSK crée une association de lutte* contre la pornographie ? Blanchi ! C'est l'histoire de l'exhibitionniste compulsif en stage dans un camp de naturiste : circulez, y a plus rien à voir !

Et la presse dans tout ça ? Silencieuse... Et les poseurs de plaintes, les donneurs de leçons et les artificiers des procédures ? Où sont-ils passés ? Sous silence. En grandes vacances d'indignation. Tant d'hypocrisie, de lâcheté, de compromissions face à un antisémite aussi avéré laissent pantois.

On attend avec impatience la prochaine leçon. Qui nique qui ?

RAP

Art majeur que l'on se doit d'aimer. Comment le définir, pourtant ? Difficile... Un bruit, des hoquets de mots, de la mixture de haine*, une musique cognée, coupée, syncopée, mais que l'on se doit d'apprécier, sous peine de passer pour raciste*.

Le rap que l'on aime forcément est apparu dans les années 1970 aux États-Unis, au cœur des ghettos. En France, il a été popularisé après les années 1980 par le Parti socialiste, qui s'y connaît en musique électorale, afin d'exploiter l'univers des banlieues. Il développe un

appauvrissement du langage, la misogynie*, la haine* de la France, du flic, du Blanc, l'idée de racisme*... Dans les années 1990, il a popularisé dans les banlieues la diffusion du shit grâce à des morceaux de groupes comme NTM (« Nique Ta Mère »), « passe passe le joint », ou IAM, « *shit squad* ». Il est surtout une juteuse affaire commerciale qui, en niquant leurs mères, procure aux bobos des frissons sonores sadomasochistes.

RÉAC(tionnaire)

L'homme honni qui ne pense pas comme les perroquets médiatiques et se fait insulter à ce titre. Noblesse d'opprobre, victime* lapidaire des salariés du conformisme de la pensée unique. On le traite de facho, de collabo*. Il n'est jamais beau, le beauf, affublé du béret de la Milice, taillé sur mesure par les chapeliers officiels...

Un exemple, après Zemmour* et bien d'autres : Philippe Bilger, qui dit correctement ce qu'il pense et ne pense pas comme tout le monde parle. Il s'est fait habiller de l'uniforme de « fils de collabo* » par une péronnelle punitive, collaboratrice (sans jeu de mots) de Christiane Taubira : sa chargée de mission au ministère de la Justice, Sihem Souid. Coincée par les arguments de son contradicteur, elle s'est vengée de sa bêtise avérée par un tweet putride le renvoyant à son histoire familiale : « La chancellerie n'a pas de leçon à recevoir d'un réac* tel que vous et de surcroît fils de collabo* condamné. » Voilà de quelle manière la collaboratrice de Taubira a insulté Bilger. La même qui défend le droit d'Aquilino Morelle à se faire cirer les pompes* à l'Élysée, au nom des droits de l'homme...

Je ne sais si le père de Bilger a été collabo*, s'il a été condamné ; les fils ne sont pas responsables des pères. Vrai ou faux, qui que soit le père de qui que ce soit,

je m'en fiche! Ce tweet, en tout cas, en dit long sur la médiocrité de la pisseuse d'injures qui, au nom du ministère de la Justice, s'exprime à l'encontre d'un ancien magistrat. Toute l'intelligence d'une militante tient dans ce bocal! « Réac* », « fils de collabo* » : encore et toujours la même litanie de mots qui circonscrivent le débat à la bouche d'égout qui les éjecte. Vive la réinsertion... sauf historique*!

Qui est ton grand-père, ton père, ton frère, ta sœur? Fils de qui? La petite dame de la gauche, forte du passé, ne fait jamais table rase... Quand on n'a pas d'idées, on a des insultes!

RÉCIDIVISTE

Individu qui a pris goût à la prison*, mais qui, grâce à Christiane Taubira, rencontre des difficultés à y rester. En parler relève du populisme* et du surf sur les peurs. Lesquelles ne sont jamais celles qu'une victime* peut ressentir en voyant sa vie brisée par un récidiviste récidivant. Comme ce fut le cas pour cette jeune femme du XX^e arrondissement de Paris, violée par un multirécidiviste libéré par la justice quelques jours auparavant, au motif rassurant qu'il disposait d'un justificatif de domicile. Et ce, en vertu d'une circulaire de Taubira exigeant qu'on accorde aux récidivistes des remises de peine semblables à celles de simples condamnés! Même aux sinistres heures des attentas meurtriers du 11 Janvier.

Et si c'était les juges qui récidivaient?

RÉPUBLICAIN

Ils se proclament tous républicains, comme si nous n'étions pas en République. Un comble! Surtout quand l'incantation est le fait d'un ministre de la République.

Vous imaginez Mme Taubira nous assurer qu'elle est monarchiste, ou Mme Duflot bonapartiste? Certes, Mélenchon est castriste, mais bon, on lui permet tout, puisqu'il anime le spectacle du nez rouge. Mais si les deux premières s'assumaient ainsi, on imagine le tocsin médiatique. Encore leur suffirait-il d'ajouter «de gauche*» pour que Jean-Michel Aphatie le tolère.

Mais en quoi le fait d'être républicain dans une République constitue-t-il un brevet de moralité ou de rigueur sur le respect des principes? Le premier venu peut s'arroger le titre de républicain; l'est-il pour autant? Cahuzac était républicain et ripoux: preuve que ce n'est pas incompatible. En outre, la forme républicaine d'un gouvernement ne garantit pas son démocratisme. La Chine est une République populaire; le chef de l'État y est pourtant désigné à huis clos par le Parti. Quant au Parlement, il se réunit une fois par an, et la peine de mort y sévit comme au temps des mandarins. À part ça, c'est une République, qui plus est populaire... De leur côté, le Royaume-Uni, la Suède et la Norvège sont des monarchies, ces deux dernières particulièrement citées en exemple pour leur respect des droits de l'homme.

Incendiée par la Commune, même la Cour de cassation se déclare «république de la loi»! Le perroquet de ce mot est sans nul doute Cazeneuve, qui le case à chaque braderie. Autant dire que se gargariser avec le mot «républicain» ne signifie plus rien aujourd'hui, sinon, comme dans *Tartuffe*, que «tout son fait, croyez-moi, n'est rien qu'hypocrisie».

RÉPUBLICAINE (droite)

Expression chère au «cœur» de François Fillon, qui s'attribue, dans la distribution des prix, le certificat scolaire d'homme de la seule droite républicaine. Où y

a de la gêne, y a pas de plaisir ! Comme si, en République, il pouvait exister une droite qui ne soit pas républicaine ! En droit pénal, cela s'appelle « abus d'une qualité vraie », soit le fait d'utiliser une qualité vraie pour abuser autrui. En l'espèce, faire croire que l'on est seul, à droite, à être républicain*. En excluant, de fait, tous les autres. Par autodécret.

RÉSISTANCE

La Résistance (avec un grand *R*) s'organise, peut-on lire dans la presse conformiste. La France est-elle occupée ? Les préfets dénoncent-ils des violations du droit dans certaines municipalités tenues par des élus du Front national ? Non !

Résistance ? Passe-temps de quelques bobos qui souffrent d'oppression sous le joug des municipalités frontistes et qui contestent festivement le choix démocratique des électeurs. À quoi résistent-ils ? À leur propre inutilité politique, à leur ennui idéologique... Comment osent-ils galvauder ce mot au nom duquel tant de patriotes sont morts pour défendre la France ? C'est la Walt Disney Résistance !

Lisez, sur le monde.fr, cet extrait de langue de con : « Dans les onze villes remportées par le Front en mars, des rassemblements traquent et dénoncent les nouvelles mesures. *Le Monde* a pris la route pour aller à la rencontre de cette vigilance* quotidienne. » Traquer, dénoncer : verbes policiers. Enfin, nous voilà rassurés : *Le Monde* a pris la route, bientôt le Vercors. Il a arraché une plume au vol noir des corbeaux pour narrer « la vigilance quotidienne ». Dommage que celle-ci ne se soit pas exercée sur les mairies où des élus de tous bords, de Marseille à Hénin-Beaumont, ont tapé dans la (grosse) caisse...

RETRAITE

Ne jamais prononcer ce mot devant Jean-Marie Le Pen, sous peine d'être un connard !

RIDICULE

Voilà bien longtemps, on le sait, qu'il ne tue plus en politique. Aujourd'hui moins que jamais. Les unes du *Parisien Magazine* ressemblent même à un concours du genre, tout le monde se disputant la palme : Ségolène Royal accoutrée en Marianne, Montebourg en marinière-frites, Fabius en Monsieur Météo pour alerter sur les dangers du changement climatique... Sur sa photo, non content de créer la confusion entre météo et climat, ce dernier a l'air d'un garçon de café qui aurait paumé son plateau plus que d'un ministre des Affaires étrangères.

Voici le temps des ministres transformistes. Quand verra-t-on Marisol Touraine, à la faveur d'une campagne contre la toxicomanie, déguisée en dealer, casquette de travers vissée sur le crâne ? Taubira lançant une campagne contre la récidive déguisée en Chéri Bibi, devant les vestiges du bagne de Cayenne ? Cazeneuve promouvant la sécurité routière en grand blessé sparadraté sur la chaussée ? S'ils pouvaient se déguiser en ministres, au moins, les citoyens les reconnaîtraient !

RIGUEUR

Tout ce qu'un mou peut faire quand il gouverne sans oser le dire.

RIRE

Juillet 2014 : le vice-Premier ministre turc estime que les femmes ne doivent pas rire trop fort en public. La sienne ne doit pas se marrer.

ROUGE

Couleur de l'écharpe et de la cravatte de Mélenchon. Voilà un homme de couleur qui coule à pic ! C'est le Henri IV du rouge. Le panache en moins.

RUQUIER (Laurent)

Après Valentin le Désossé, voici l'homme qui rit des épaules, un peu gauche.



SANS-DENTS

Victor Hugo l'avait dit à peu près en ces termes : prenez garde, chaque mot que vous dites peut vous perdre. Après Marie-Antoinette et ses supposées « brioches » pour le peuple affamé, le « casse-toi, pauv' con ! » de Sarkozy, le « pain au chocolat » de Copé*, voici, tombé des rideaux de la chambre à coucher, « les sans-dents » de Hollande pour qualifier les pauvres.

L'a-t-il dit ou pas ? Mystère et secrets d'alcôve. En tout cas, il aura suffi que la redoutable Valérie Trierweiler* le morde pour que ce mot rebondisse sur la table de ping-pong des réseaux sociaux. L'expression est devenue réalité, transformant l'image bonasse du président rondouillard en cynique croquemitaine. Les sans-dents lui mettent des dents d'ogre.

Un mot avoue-t-il la vérité de ce que l'on est ? L'homme, disait Jacques Lacan, est un « parlêtre ». L'inconscient, un langage. Les mots ne font pas de cadeaux. Les socialistes nous l'ont appris avec Jean-Marie Le Pen, Nicolas Sarkozy et d'autres, en guettant dans la guérite médiatique le mot fatal. Aussitôt instrumentalisé* par l'orchestre médiatique aux ordres.

SANS-PAPIERS

(Mais rarement sans famille.) Expression utilisée pour donner des papiers à un clandestin. Manière aimable de désigner un infracteur aux lois sur l'immigration*. Sans-papiers, cela sonne comme sans-logis, sans-dents*, sans-le-sou, sans-amis... Ça sonne bien aux portes violées de nos frontières.

Une première dans l'histoire du vocabulaire juridique : l'illégalité est devenue source de droits, notamment celui à l'aide médicale d'État (AME*), la CMU des clandestins. À quand les sans-permis-de-conduire, les sans-assurance, les sans-déclaration-de-revenus ? Eux aussi pourraient posséder des droits nés du non-droit !

SÉCURITAIRE

Encore un mot détourné de son sens. Il signifie en réalité : qui tend à privilégier les problèmes de sécurité. La langue de con en a fait un instrument contondant visant à caporaliser les partisans de la sécurité, à les coiffer d'un casque à pointe et à dénigrer toute mesure légale destinée à endiguer grande et petite délinquance. Comme si la sécurité n'était pas la première condition de la paix sociale et de la tranquillité. Comme si le premier devoir de l'État n'était pas d'assurer, nuit et jour, la paix publique.

À sécuritaire répond insécuritaire.

SÉGRÉGATION

Mot terrible dont l'origine est cependant champêtre : la séparation du troupeau. Les belles pratiques de la démocratie américaine aidant, il a très vite pris un sens

raciste* – justifié. Au pays de Benjamin Franklin, la ségrégation a été une loi, une horreur.

Mais il ne faut pas confondre : aujourd'hui, le fond de cale des souffrances humaines contenues dans ce mot est appliqué à tout bout de champ. Trop. Il vise à empêcher tout débat sur l'immigration*, les zones de non-droit, l'identité menacée, la délinquance étrangère... Aussitôt abordées ces questions, on fait de la ségrégation ! Et une fois le mot lâché, le Ku Klux Klan, comme Zorro, est arrivé.

SÉNAT

Assemblée commotionnée depuis l'arrivée de deux sénateurs patriotes. Chambre haute dont l'influence est à la baisse. La maison n'est plus close, se lamentent les vieux de la vieille du vieux plumard politique. Comment se peut-il que le peuple soit représenté ? Horreur ! Damnation !

SEXISME

Surtout, ne jamais oublier de faire très attention à ce que l'on ose dire quand le contradicteur est une femme. Un mot de trop vous vaut d'être pendu par les couilles. Pour avoir dit à Rama Yade qu'elle était charmante, mais de mauvaise foi, j'ai essuyé en pleine poire l'accusation de sexisme. J'ai donc ajouté qu'elle était moche, correctif qui n'a pas arrangé mes affaires. Sexiste, macho : dur, dur, d'être un mec dans la bagarre des mots !

Apparu dans les années 1960, le terme est calqué sur celui de « racisme* ». Il correspond à une réalité indiscutable, fondée sur l'idiote supériorité que, depuis des temps immémoriaux, la société a accordée à l'homme sur la femme. Le sexisme, c'est sûr, n'a pas attendu ce mot

pour exister. Quand on pense que, jusqu'à l'avènement de Giscard et la loi du 11 juillet 1975, la femme surprise en flagrant délit d'adultère comparaisait en correctionnelle! N'oublions pas aussi que les femmes n'ont le droit de vote que depuis soixante-dix ans!

Il n'empêche: hors la réalité aussi indiscutable qu'insupportable du petit con membré fier de bramer sa supériorité, la dénonciation du sexisme est aujourd'hui devenue avant tout une arme du féminisme militant, croc des chiennes de gare-à-vous-les-mecs, montée en épingle (à nourrice) pour cisailler la vie quotidienne des hommes. Désormais, tout est sexisme: dire à une femme qu'elle est belle, lui offrir un bouquet, un repas, poser son regard primaire de primate sur une plaisante passante, oser un compliment, dire « mademoiselle », sourire, oui, même simplement sourire peut être considéré par une journaliste de *Libé* pas libérée comme un attentat sexiste.

On ne sourit plus! On n'invite plus! On n'en a plus souvent envie, du reste. La France a un ministre des Droits des femmes; pourquoi pas un ministre des Droits des hommes? des homosexuels? des transsexuels? La parité est partout: un homme/une femme, un curé/des curettes, un rabbin/une rabbine, un mufti/une muftite, un président/une présidente...

« Le sexisme ordinaire, ce sont des stéréotypes et des représentations collectives qui se traduisent par des mots, des gestes, des comportements ou des actes qui excluent, marginalisent ou infériorisent les femmes¹. » Et désormais leur rendent hommage.

1. Brigitte Grésy (membre du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes), *Petit Traité contre le sexisme ordinaire*, Albin Michel, 2009.

SEX TOY

Objet sexuel destiné à remplacer le poing serré et la rose dans la fédération PS du Gard.

SHOOT (salle de)

Rebaptisée « salle de consommation à moindre risque » par la ministre Marisol Touraine. On se droguerait désormais « à moindre risque » ! Et l'usage de la drogue* entre dans la « consommation ». Pourquoi pas, demain, des bistrots pour alcooliques dédiés au glouglou à moindre risque ? Des salles de violences conjugales affectées aux gnons à moindre risque ? Des conseils des ministres assignés à des décisions à moindre effet de conneries ?

SINGE

Que les choses soient claires : le comportement d'Anne-Sophie Leclère (la militante FN qui avait comparé Christiane Taubira à un singe) était condamnable à 100 %. Le Front national l'a du reste condamnée et même exclue.

Une fois d'accord sur le principe, se pose la question du châtiment, de sa pertinence et de sa justesse, au sens de justice. Méritait-elle pour son propos d'aller moisir neuf mois en prison* ? Peu de temps auparavant, le tribunal de Verdun avait condamné un délinquant à six mois de prison ferme pour le viol de sa fille de moins de trois ans ; une peine identique a été prononcée par le tribunal de Nice en janvier 2014 pour le viol d'une jeune femme handicapée...

Les adeptes évangelicocosocialos se congratulent de l'application stricte du Code pénal. On devrait donc, même pour les primodélinquants, appliquer la loi dans

toute sa sévérité textuelle, sans égard à aucune circonstance. Plus d'excuse de « potacherie » pour le « mur des cons » ; plus d'excuse de jeunesse et d'inexpérience pour l'antisémite socialiste de Vaulx-en-Velin ; plus de prétexte d'humour pour Ruquier* et ses excréments politiques... Si cette règle rigide s'applique à tous les délinquants, nous entrons dans une ère répressive rarement vue depuis le bagne.

Quelle que soit la colère* légitime provoquée par l'injure d'Anne-Sophie Leclère, le châtiment, le contexte et les attendus du jugement relèvent de la disproportion, du « deux poids, deux mesures » et de la camisole pénalo-juridico-politique. Qui peut admettre, en effet, que la peine soit raisonnable, même si la sanction s'imposait ? Hormis quelques UMP, tels Ciotti et Estrosi miaulant avec les loups pour se vacciner contre leur trouille politique, ainsi qu'une poignée de sanguinaires du Code oubliant leurs sermons sur la vision hugolienne, la réinsertion, l'individualisation des peines et la contrainte pénale, personne, je dis bien personne, ne peut admettre un tel jugement !

Je n'aurais pas défendu Mme Leclère en première instance, mais en appel, si je le pouvais, je le ferais. Même si cela n'enlève rien à la bêtise de son acte, s'abat en effet sur elle une sanction disproportionnée, relevant de la justice politique, du pouvoir de punir. Or, je n'aime pas, mais pas du tout, cette *libido dominandi* : le pouvoir des maîtres.

Même si c'est légal, est-il neutre, étant donné le contexte, que l'affaire soit jugée à Cayenne ? C'est le jugement dans son intégralité qui est empreint d'un particularisme avoué. Qui peut feindre d'ignorer l'influence de Mme Taubira en Guyane ? Est-il normal que l'association Walwari, à l'origine de la plainte, ait été créée par cette dernière ? Que son adresse soit celle

de sa permanence parlementaire? Que sa fille en soit la présidente?

Entre le fort et le faible, quelle que soit l'infraction, je choisis le faible qui n'a pu trouver d'avocat sur place et doit se ruiner pour se rendre devant ses juges. Tout a été fait, absolument tout, pour défavoriser cette justiciable!

Le jugement, maintenant. Il est proprement hallucinant pour un juriste formé à l'examen des éléments constitutifs de l'infraction. On a du mal à s'en remettre d'aplomb. «Le fait d'assimiler une personne, quelle qu'elle soit, à un animal constitue une injure faite à l'humanité tout entière», proclame le verdict. La Fontaine, au bain! Heureusement pour Jean Roucas que son «Bébête Show» a disparu, faute de quoi Stéphane Collaro et lui finiraient en prison* pour délit de grenouille, de cochon et de bouc – son affaire risquant d'être d'autant plus vite expédiée qu'il a depuis rejoint Marine...

Sur le plan moral et philosophique, on peut admettre cet attendu, mais en référer à l'injure planétaire sur le plan juridique offre à cette Ardennaise un champ d'extension cosmique qui relève d'un subjectivisme judiciaire totalement incontrôlé. Voilà que, pour elle, le tribunal de Cayenne invente le concept pénal d'injure universelle! Explosant très au-delà des frontières du modeste Code pénal, le principe de la légalité des délits embrasse dans cette affaire la totalité des mondes! L'hyperbole judiciaire fait rarement bon ménage avec son bon sens.

«L'outrage à l'égard des personnes noires et, au-delà, à toutes les races et donc à toute l'humanité est particulièrement violente [*sic*]», poursuivent les juges. Sauf erreur de retranscription, le tribunal ignore la grammaire: l'outrage est violent, pas violente! À moins que l'on en soit déjà à la théorie du genre grammatical. Le tribunal ignore aussi que le mot «race» ne doit plus

être employé. Non puni pénalement, l'outrage à notre pauvre syntaxe continue, lui, de plus belle...

Suite des attendus: « Elle va [l'outrage!] bien au-delà des assimilations entre immigration* et délinquance, habituellement réprimées par ce type d'infraction [depuis quand une infraction réprime-t-elle?], en particulier dans un territoire comme la Guyane, ayant été marqué par l'esclavage, caractérisé par l'assimilation par le *Code noir* des “nègres” à des biens, meubles, ou du bétail, il est évident que ce type d'insinuation [re-sic] “justifiée” par une homochromie [re-re-sic] de la peau ne peut que raviver les souffrances des descendants d'esclaves. » Que vient faire ici le mot « homochromie », qui s'applique au caméléon ?

Cet attendu suffit à démontrer la nécessité d'un dépaysement du procès, puisqu'il avoue un particularisme local (« en particulier dans un territoire comme la Guyane »). De même expose-t-il un particularisme historique*, émotionnel, inflammatoire dans l'appréciation des faits d'injure. Sur le plan de l'histoire des souffrances humaines, c'est au demeurant tout à fait vrai ; raison de plus pour s'attacher à juger dans les limites de l'infraction...

Voilà en tout cas « l'injurieuse des Ardennes » affublée d'une extension culturelle dont je doute qu'elle soit consciente. À elle seule, dans son injure, elle déploierait les horreurs de l'esclavage, du *Code noir* et de la colonisation ! À ses côtés sur le banc d'infamie : Louis XIV, Colbert de Seignelay¹, Napoléon, Napoléon III, l'Histoire, la France

1. Jean-Baptiste Antoine Colbert, marquis de Seignelay (1651-1690), fils du Grand Colbert, secrétaire d'État à la Marine, rédacteur du *Code noir* (1685) réglant la vie des esclaves noirs dans les îles françaises.

coloniale et esclavagiste*! On chavire de la toque, on titube du glaive, on flotte de la balance!

Par le truchement d'une petite justiciable de Rethel (7 718 habitants), la justice enfourche la machine à juger le temps, à exhumer les fantômes répréhensibles des siècles passés. Franchement, à votre avis, cette justiciable connaissait-elle le *Code noir*? A-t-elle agi en complicité avec Colbert? En veut-elle à l'humanité tout entière? La vérité, c'est que donner tant d'importance à la « connerie » dessert à la fois la lutte* contre le racisme* et l'idée de justice.

Autre attendu significatif du sens de l'humour temporal des juges intemporels : « Cette attaque *frontale* à la dignité de l'homme justifie une sanction. » Évidemment, l'attaque ne pouvait être que frontale! Ils ont eu le front de l'écrire. Sans gêne. Quand on a de l'humour judiciaire, il faut le montrer. Mais tant d'hostilité à l'égard d'un parti républicain* est-elle acceptable?

Encore un attendu anti-Front : « Il est évident que l'infraction commise par Mme Leclère aurait eu un retentissement sans commune mesure si elle n'avait pas été candidate du FN aux élections de Rethel. » Traduction de cette « circonstance retentissante sans commune mesure » : le fait d'appartenir au FN est une circonstance aggravante... Il amplifie tout!

Il faudrait rappeler aux juges de Cayenne qu'un juge doit s'interdire de faire de la politique dans ses jugements. Raison pour laquelle, bénéficiant de la circonstance atténuante de sourdine socialiste, l'élu PS de Vaulx-en-Velin ayant tenu des propos antisémites n'a, quant à lui, pas été inquiété pour ses propos racistes*.

Mortel mortier judiciaire que ce jugement! Il va jusqu'à mettre à charge du prévenu le fait que Jean-Marie Le Pen, déjà condamné, *dixit* le jugement, pour injures racistes*, est président d'honneur du parti honni. Donc

Mme Leclère écope du casier judiciaire de l'ancien. C'est la première fois que je vois un jugement effectuer ainsi une transfusion de casier, mettre à charge contre un justiciable son appartenance politique et le « passé » de son fondateur pour l'accabler. Jamais on n'avait connu cela ailleurs que dans les régimes totalitaires, sous la haute présidence des juges suprêmes Staline, Mao ou Castro !

Cette sévérité se justifierait, paraît-il, par le caractère exemplaire des peines. C'est dans le Code, disent-ils. Les commentateurs bien-pensants s'extasient devant cette exemplarité. Mais pourquoi s'imposerait-elle ici et pas ailleurs ? À Dieudonné, à l'élu PS antisémite de Vaulx-en-Velin et à tant d'autres ? Et puis aussi – pourquoi pas ? – à Nicolas Domenach singeant (c'est le cas de le dire) Christine Lagarde en février, à Ruquier* comparant Marine Le Pen à un étron ? Même si, me direz-vous, un étron n'est pas un animal...

Au bout de ses motifs, le jugement Leclère flingue neuf mois de vie. Il fait froid dans le mur des cons damnés du mur de Guyane. Madame Leclère, je n'accepte pas ce que vous avez dit, mais vous ne méritez pas cet acharnement, aussi odieux que vos propos.

SNCF

Duraille, la grève.

SOCIAL (logement)

Réservé, notamment, à la vice-présidente de la région Île-de-France Michèle Sabban, socialiste si proche des pauvres qu'elle se loge à leur place.

SOCIÉTAL

Adjectif: qui se rapporte, normalement, aux divers aspects de la vie sociale des individus dans une société organisée. Aujourd'hui, ce terme faussement savant sociologise n'importe quelle absurdité. « Réforme sociétale » : le dire, c'est tout dire et surtout ne rien dire ! Avancez que la réorganisation de la vie des grenouilles du point de vue sociétal est indispensable : vous ferez sérieux. Sociétalement correct.

SOMBRES (années)

Tic de langage caractérisant la montée des fascismes en toute ignorance de l'Histoire. Expression toute faite à prononcer avec un délicat dosage dans l'indignation et le dégoût. S'accouple bien avec « nauséabond* » et jette aussitôt l'abjection fasciste* sur l'adversaire, que l'on imagine sortir subrepticement de la rue Lauriston.

C'est l'éclairage systématique que le résistant des plateaux télé projettera afin qu'il n'y ait pas l'ombre d'un doute sur son engagement antifasciste – et, par voie de conséquence, sur le fascisme de votre propos. Quant aux dites « années sombres », qu'il n'a pas connues et dont il ignore souvent tout, y compris les dates, il en fait un argument répulsif par énonciation.

Le sénateur PS David Assouline excelle dans l'usage immodéré de ces « années sombres » : « ce que l'on voit rappelle les années sombres », « des propos dignes des années sombres », « qui nous renvoie aux années sombres »... Valls n'est guère plus sobre dans la consommation de ces mêmes années.

La référence aux « années sombres » est d'autant plus anachronique qu'elle renvoie à la période de l'Occupation (1940-1944). Ce qui en dit long sur la malhonnêteté de

l'argument. Dès lors que s'abat sur vous le filet inextricable des années sombres, vous êtes piégé. Objecter, face aux pêcheurs en eaux troubles de l'Histoire, que vous n'étiez pas né à ce moment-là, qu'aujourd'hui la France n'est plus occupée par les Allemands et que toute comparaison est caduque, n'y fera rien : l'ombre des années sombres vous engloutira.

Au demeurant, vu les compromissions des belles âmes durant ces années, au cours desquelles les socialistes votèrent les pleins pouvoirs au maréchal Pétain et les communistes staliniens signèrent un pacte d'amitié avec les nazis, on pourrait se risquer à demander aux peinturlureurs d'années sombres : et vous, qu'auriez-vous fait ?

SONDAGE

Thermomètre détraqué et onéreux que les politologues patentés enfonce régulièrement dans le fondement des Français pour connaître la température de l'opinion. Permet aussi à la presse de noircir ses pages et, souvent, d'orienter le traitement. Quand ce ne sont pas les questions qui sont orientées. Sondage d'opinion = lavement de cerveaux.

SOUPÇON (ère du)

Le bon vieux *Littré* nous dit que la suspicion est défiance. Elle s'abat sur le suspect. Étymologiquement, « il est regardé en haut ». C'est dire la position de fait, dominante, qu'adoptent inconsciemment les suspecteurs chroniques. Les mœurs mouchardes grouillent comme les mouches sur notre société. La délation organisée plane sur nous comme le vol noir des corbeaux. Chaque jour offre sa détraction, ses commentaires, ses leçons de morale, et installe le pilori médiatique.

Ironie du sort, cette «ère du soupçon» est alimentée par les tartuffes eux-mêmes : Thévenoud, *alias* Thomas l'imposteur, qui en appelle au fouet contre Cahuzac, et les fraudeurs, tandis que, folâtre, lui-même fraude en toute tranquillité au nom d'une «phobie* administrative» nouvelle : la papyrusphobie. À tout pécheur miséricorde, certes, mais, là, les faits s'aggravent d'une hypocrisie qui discrédite les sermonneurs et surpasse encore Tartuffe.

Il en va de même pour les «soupçonneux du fascisme». «Le plus bel exemplaire de fasciste* que l'on puisse rencontrer aujourd'hui est le prétendu antifasciste qui se dévoue à traiter de fascistes ceux qui ne le sont pas¹», écrivait très justement Leonardo Sciascia, conscience morale de la gauche intellectuelle.

Drapé dans sa mission déontologique, le journaliste d'investigation n'est-il pas non plus un concierge à la solde des coupe-gorge médiatiques ? À la dénonciation de quelques vérités vraies s'ajoute l'instantanéité du ragot. La politique a atteint son plus bas niveau : le caniveau. On ouvre les chambres à coucher. On secoue les draps d'où tombent des dentiers. Chaque intervieweur se prend pour un procureur, un policier du soupçon. «Transparence* !», vous menace le journaliste avec la crosse de son micro.

Les mairies tenues par le FN et le Rassemblement bleu Marine sont des zoos où les journalistes se pressent en safaris éthiques, à l'affût du bruit, de la rumeur et de la haine* dont tous les cocus, les jaloux, les évincés sont porteurs. Après quoi, ils colportent crânement les cancans des cloportes. Les zoologues médiatiques ont quadrillé leur réserve de chasse politique, armés du fusil

1. Leonardo Sciascia, *Noir sur noir, journal de dix années*, Maurice Nadeau, 1981 ; Fayard, 2005.

à plume et à pompe visant tout un électorat de braves gens dont le vote mérite d'être respecté. Le privilège du soupçon est le seul privilège que nous ayons! L'œil est là, gros comme un judas de prison*, qui espionne, épie, surveille. La médiatentiaire remplace la pénitentiaire! Ce harcèlement* s'appesantit sur les élus du Front, s'étendant désormais à l'ensemble du monde politique; seul le prétexte suffit! L'accroche, comme on dit dans le jargon...

Le populisme* de la lapidation médiatique, mis en place par la gauche et relayé par la droite en fonction de l'adversaire à abattre, entretient la haine*. Dire du mal devient un but, une denrée médiatique pour la mangeoire des commentateurs répétitifs. On ne débat plus, on se bat. À coups de coups bas. *Comment sommes-nous devenus si cons?*, s'interroge le linguiste Alain Bentolila¹. Et, pendant ce temps, la France agonise sous la violence des vrais problèmes dont on ne parle pas. Mais, promis-juré, tout va très bien, madame la marquise: Nicolas revient dans le Beyrouth politique de l'UMPS pour s'installer à la tête d'un mouvement où trop de têtes dépassent, où le passé tient lieu d'avenir, où les morts ressuscitent, où la morale se lit dans Bygmalion, où la soumission à l'Europe est devenue dogme, où l'immigrationnisme triomphe et où l'impôt plastronne... De nouveau la suspicion a sa pâture.

Quant à Hollande, il retrouve son meilleur ennemi, avec lequel il peut jouer à détestation et détérioration égales de la fonction présidentielle. Avec l'un, le changement* c'est maintenant; avec l'autre, c'était hier. Au-dessus de la mêlée, au-dessus des querelles, des tumeurs du nombril, des ragots de la presse en ligne

1. First, 2014.

payante, des vieilles vengeances, grandissons la France !
Insoupçonnable, elle, avec ses « sales Français ».

STIGMATISATION

Sous l'Ancien Régime, ce mot signifiant « marquage au fer rouge » était censé « noter d'infamie » (*Dictionnaire historique de la langue française*). Vu son usage moderne et abusif, il n'est pas sans ironie de rappeler qu'il renvoie aussi, et d'abord, aux stigmates du Christ.

Ce mot est entré dans la poudrière des bien-pensants. Dénoncer les crimes des islamistes coupeurs de têtes, exciseurs, violeurs et déporteurs, c'est stigmatiser. Pointer les méfaits d'une immigration* incontrôlée, déferlante, c'est stigmatiser. Évoquer un fait divers impliquant un Rom ou un immigré, c'est stigmatiser. À la commission* des lois de l'Assemblée, un député-maire explique que les habitants de sa commune n'en peuvent plus des Roms qui défèquent devant les portes. Réponse indignée d'une députée socialiste : « Arrêtez de stigmatiser ! »

Désormais, nous avons les stigmatisateurs systématiques de la stigmatisation qui stigmatisent l'autre en le traitant de stigmatisateur...

SURIS

Situation de vie temporaire de toute personne rencontrant un délinquant bénéficiant d'un sursis avec mise à l'épreuve des autres.



TOUR DE FRANCE

Suffisamment important pour retarder de dix minutes, sur France 3, la retransmission du débat parlementaire. On a les priorités que l'on mérite.

TRANSPARENCE

Être ou transparaître, là est la question. Aujourd'hui, il faut transparaître sous peine de ne pas être. Chacun affiche son patrimoine, se dépoitraille du portefeuille, le patrimoine le plus plat étant un gage de réussite socialiste. Valls possède de modestes biens ; il en est fier. Il faut dire qu'en dehors de la politique il n'a jamais exercé aucun métier. Il ne manquerait plus qu'il soit riche...

Deux transparents ont été transpercés par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique : deux socialistes chez les pauvres ! Jean-Marie Le Guen a sous-évalué son patrimoine et Yamina Benguigui a transmis une déclaration douteuse. Dur, d'être donneur de leçons ! Heureusement, si l'on est à droite, on fraude mais si l'on est à gauche, on se trompe.

Aujourd'hui, pour être convenable, il convient de faire précéder chaque phrase du mot « transparence », au

nom de la transparence, afin d'apparaître transparent en toute transparence. «Soyez transparent!», vous assène le journaliste de service qui, lui, ne laisse rien transparaître. L'Italien Beppe Grillo affirme que «la transparence est un préalable fondamental, afin que la politique puisse redevenir l'acte le plus noble au service des citoyens». Certes, mais quand des curieux exigent la publication de son patrimoine, l'intéressé disparaît – comme Mélenchon!

Désormais, tout doit être transparent. Illusion que cet œil de Moscou, mais illusion dangereuse : aujourd'hui, le vrai secret se cache dans la finance et dans l'obscurité propice des affaires. Là où les espions ne vont pas voir. L'action parlementaire est l'une des plus visibles. Selon Pierre Rosanvallon, on a installé une illusion de contrôle, en même temps qu'une «démocratie de la défiance¹». Il suffit de reprendre les articles de presse parus au moment de la publication du patrimoine des députés pour s'en convaincre. Les journalistes s'en sont donné à cœur joie pour publier, sans éprouver le moindre grief, les richesses honnêtement acquises des uns et des autres.

Dans son livre *Le Contrat de défiance*², la philosophe Michela Marzano livre cette pertinente analyse : «Plus on cherche à rendre transparente la gestion de la chose publique, plus on suscite soupçon* et méfiance.» Bien plus que la transparence, l'important n'est-il pas, d'abord, la vérité? Le trou des serrures n'a jamais attiré que les branleurs de porte. Cet impératif de transparence aboutit à nier les principes qui permettent, à défaut de s'aimer, de se supporter les uns les autres. On en vient à être privé de vie privée et à servir de chair à boucherie médiatique

1. Cf. Pierre Rosanvallon, *La Contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Seuil, 2006 ; coll. « Points », 2008.

2. Grasset, 2010.

pour le seul avantage des adversaires de la démocratie représentative.

TRIERWEILER (Valérie)

A plus d'une dent contre Hollande.

TROÏKA

Instrument de torture et d'humiliation au service de l'austérité européenne composé, selon Nikos Chountis, de « technocrates européens de rang inférieur ». Formule antidettes !

TROTSKISTE

Depuis Jospin, sujet de honte, même pour la gauche. Il faut avoir été trotskiste pour faire sérieux et sulfureux. Mais à condition de le cacher.

Trotskyiste un jour, trop triste toujours...



ULTRALIBÉRAL

Forcément ultra, parce que libéral. Au sens économique, s'entend. Parce qu'un libéral en matière de mœurs, lui, n'est jamais ultra. Seul un libéral en matière de modèle économique l'est toujours. Toujours du côté des riches contre les pauvres, des patrons contre les ouvriers, des rentiers contre les chômeurs. C'est inscrit dans ses gènes : un ultralibéral, c'est un ultradéfenseur des gros contre les petits, du capital contre le travail.

Qu'importe que ce système, valorisant l'initiative individuelle et la responsabilité, soit le seul qui ait jamais fait ses preuves, et que les expériences de type socialiste aient, à l'inverse, toutes échoué ! C'est ainsi : le libéral, donc l'ultralibéral, ne pense qu'à son profit et à écraser le peuple. Un sadique ! Raison pour laquelle, sans doute, après avoir été le mot le plus à la mode à droite dans les années 1980 – même Chirac se disait libéral –, il n'est plus utilisé aujourd'hui que par quelques inconscients ou provocateurs.

UNION NATIONALE

Née du peuple, par le peuple et au-delà des opinions politiques, elle existe de fait dans les moments dramatiques de notre histoire. Après le drame de *Charlie Hebdo* et les crimes antisémites commis par les terroristes islamiques, cette union nationale est devenue, à la suite de l'exclusion du Front national, un slogan politique destiné à réparer la popularité de Hollande, cherchant jusqu'à l'indécence à en tirer un profit répétitif et médiatique. Il est devenu un moyen d'exclure par ostracisme le FN en laissant croire qu'il s'excluait lui-même. Une vilaine manœuvre qui a atteint son paroxysme dans la berluie d'un député socialiste qui n'aurait pas vu, malgré les images démontrant le contraire, les deux députés se lever pendant *La Marseillaise* à l'Assemblée...

Une telle mauvaise foi tue la foi sans l'authenticité d'un désir réel d'unité nationale, au demeurant mort-née, puisque les chamailleries ont recommencé dès le surlendemain.

Extraordinaire tartufferie car, organisée pour défendre la liberté d'expression, elle a réussi à réunir les pires ennemis de cette liberté. Dans une mascarade politique où les fouetteurs et les emprisonneurs côtoyaient les représentants de pays plus que douteux dans leurs liens avec l'intégrisme religieux.

USAGERS

Surtout usés!



VICHYSTE

Insulte proférée par les crétins de gauche* ou de droite lorsque leur argumentation prend l'eau. Ne sont pas (ou plus) vichystes seulement ceux qui collaborèrent au régime du même nom – il n'en reste plus beaucoup –, mais celui qui, même s'il n'était pas né à l'époque, serait susceptible d'en avoir fait autant à leur place. Le vichysme désigne donc une sorte d'état d'esprit conservateur et résigné, essentiellement porté par de bons bourgeois en loden, au cerveau (forcément) étriqué.

Car un vichyste n'est pas un collaborateur (virtuel) comme un autre : c'est un collabo* veule, agissant par lâcheté plus que par conviction. Un vieux en vrai ou un vieux avant l'âge. Est vichyste le type qui, dans le métro, grogne à voix haute sans oser s'en prendre directement à lui, contre le jeune de banlieue qui écoute sa musique trop fort ou pose ses baskets sur le siège. Est vichyste celui qui, dans les enquêtes d'opinion, dit se sentir agressé par le monde qui l'entoure sans avoir été directement agressé lui-même. Est vichyste celui qui va chercher sa fille à 1 heure du matin en voiture, au lieu de la laisser rentrer seule d'une boum à la Goutte d'Or. Le vichyste, c'est l'inquiet. Donc celui – horreur ! – qui pense à se protéger,

quand il est tellement plus « fun » de faire confiance* à tout et à tout le monde.

Cerise déconfite sur le gâteau : le vichyste est aussi, et enfin, celui qui pense généralement que « c'était mieux avant ». Certains même, les pires, continuent à vivre ainsi : la messe et la tenue du dimanche, les réunions de famille, la galanterie apprêtée, les haut-le-cœur devant deux balèzes en cuir, les fesses à l'air, qui se roulent des pelles durant la Gay Pride... Pour un peu, le vrai vichyste mangerait même des carottes pour son régime de Vichy ! L'ignoble, pas la cure.

VICTIMES

N'existent que dans un seul camp : celui du bien. Impossible d'être victime quand on fait partie du camp du mal. C'est antinomique.

Prenons le cas du gentil voyou en situation irrégulière, déjà connu, comme on dit, des services de police, qui vient d'agresser trois vieilles dames (pour leur sac) et trois jeunes filles (pour autre chose). Après avoir crié : « Mort aux keufs ! », l'homme se rebelle contre les policiers qui l'arrêtent en flagrant délit et s'en sort avec deux ou trois ecchymoses. Celui-là est une victime. Pour peu que lui-même, ou l'un de ses proches, appelle *Libé*, il a droit le lendemain à un article enflammé dénonçant une bavure.

Prenons maintenant le cas de ce militant d'extrême droite, Sébastien Deyzieu, tombé d'un toit parisien le 7 mai 1994 à la suite d'une manif (pacifique). Celui-là n'est pas une victime. Il ne peut pas l'être. S'il est tombé du toit, ce n'est pas en raison des policiers qui le coursaient, jusqu'à mettre sa vie en danger, mais parce qu'il était un militant d'extrême droite. Là, pas de bavure,

pas d'atteinte aux droits de l'homme, mais une crapule fasciste* qui a cherché les noises.

On naît ou on est victime en raison de ses origines ou de ses engagements. On ne le devient pas, quelles que soient les circonstances. CQFD.

N'est donc pas victime qui veut. En France, il y a une sélection des victimes, une présomption* de victimisation: pour les immigrés, les étrangers, les pauvres, les vrais comme les faux, les subventionnés et ceux qui ne le sont pas, les homosexuels, les fous, les sans-papiers*... Les autres, parfois plus pauvres, ont peu de droits, voire aucun. Ce sont des victimes ordinaires, qui n'entrent pas dans le champ médiatique du commerce de la bonne conscience.

VIGILANCE

Activation sélective du cortex cérébral de gauche*.

VILLE (politique de la)

Tout, aujourd'hui, est politique de la ville. Les millions déversés dans la rénovation des cités comme ceux offerts aux associations droit-de-l'hommistes locales et aux « grands frères ». Les salles pour les jeunes* et la reconstruction de ces salles pour les jeunes une fois détruites par ces mêmes jeunes*. Même la construction d'une mosquée relève de la politique de la ville. Objectif: pacifier les banlieues en achetant la paix sociale. Pour aucun résultat.

La politique de la ville, c'est le trou sans fond de la bonne conscience collective. En revanche, pas de politique de la ville pour évacuer les halls d'immeubles occupés par les dealers. Pas de politique de la ville pour permettre aux victimes* d'agressions ou de harcèlements*

par les voyous de déménager pour quitter l'enfer. Là, on parle de politique sécuritaire* (en trompe-l'œil). Car la politique de la ville ne s'intéresse qu'à ceux qui rendent la ville invivable. Pas à ceux qui la subissent. C'est la formule magique pour faire avaler aux Français l'avallement de leur argent par ceux qui leur pourrissent la vie.

VIOLENCE

Les flics sont violents. Les militaires sont violents. Les riches sont violents. Les inégalités* sont violentes. Les extrémistes (de droite) sont violents. Lorsque je m'exprime à l'Assemblée, c'est un discours violent. Jamais violents, en revanche, sont ceux qui utilisent la violence pour la « bonne cause ». Dès lors qu'une violence est justifiée, c'est-à-dire en phase avec l'idéologie dominante, elle n'est plus violente. On parlera là de résistance*, comme sous l'Occupation.

Lorsqu'une poignée d'écolos conduits par José Bové met à sac des champs légaux d'expérimentation d'OGM, ce n'est pas violent. Quand les journaux de gauche* appellent quasiment au meurtre de Le Pen ou de grands patrons, ce n'est pas violent. Quand les forces de l'ordre aspergent de gaz lacrymogène femmes et enfants de la Manif pour tous, ce n'est pas violent. Quand les Femen profanent une église, ce n'est pas violent. Quand je suis insulté et empêché de parler à l'Assemblée, ce n'est pas violent. Quand un meeting du FN se fait agresser par des militants de Ras l'Front, et que son service d'ordre riposte, c'est l'agressé qui est violent, pas l'agresseur.

Est violent celui qui l'est dans ses gènes. Les autres y sont contraints : s'ils usent de violence, c'est qu'ils la subissent, étant eux-mêmes victimes* de violence de la part des violents par nature. D'un côté, la mauvaise

violence; de l'autre, la bonne. Justifiée. Donc non violente.

VOILE

Avec lui, la laïcité* a du vent dans l'aile. Tissu léger, mais armure évidente d'une propagande religieuse qui s'affiche désormais partout, comme une provocation à l'idéal de laïcité* et de liberté de la femme.

Anecdotique, dirait le ministre des Relations avec le Parlement, puisque tout est anecdotique pour lui, même le fait que des hommes vêtus de djellabas, barbus comme Landru, puissent s'entraîner avec des armes factices dans un parc public de Strasbourg, aux cris d'« Allah Akbar! », au prétexte de vouloir venger leurs morts, sans encourir la moindre sanction.

On a aussi découvert qu'une jeune femme, officier de gendarmerie dans les renseignements, entretenait des « liens intimes » avec un proche de Coulibaly recherché par la justice, et que, hors de la gendarmerie, elle remplaçait son képi par un voile...

Anecdotique, encore, qu'une étudiante en Sorbonne assiste aux travaux dirigés couverte d'un voile enveloppant ses cheveux? Anecdotique qu'une étudiante à Sciences-Po-Aix-en-Provence suive les cours ensevelie dans une labyrinthique tenue noire la couvrant intégralement, à l'exception du visage? Ainsi la loi qui interdit de dissimuler son visage dans les lieux publics est-elle respectée... et ridiculisée tout à la fois!

À la Sorbonne, l'enseignante ose demander à l'étudiante si elle compte garder son « truc », formulation un peu excessive, certes, mais franche. Aggravant son cas, elle ajoute que ce voile la dérange, au motif que son rôle est de « l'aider à l'insertion* professionnelle [...] pour laquelle ce vêtement lui posera des problèmes ». Qui

peut dire que l'observation n'est pas raisonnable? N'en tenant aucun compte, la militante du voile argumente fièrement qu'elle a le droit de ne pas rester tête nue, ce qui est vrai. Son professeur lui demande alors de choisir un autre groupe... Crime de lèse-majesté du voile, l'envoilee se prétend « humiliée ». Que font alors nos couilles molles? Devinez... Le président de la Sorbonne reçoit en personne la victime* humiliée pour lui présenter ses « excuses », au nom de l'Université. Oui, ses excuses*! Mais cet agenouillement des nouilles ne suffit pas: l'offensée voilée et culottée exige une sanction. Pourquoi se gêner? Le président s'en sort par une pirouette juridique, arguant que l'enseignante allergique a mal interprété la loi de 2004 interdisant le port des signes religieux dans les écoles, les lycées, les collèges... mais pas dans les universités!

Que faire? Désormais, à chacun son « truc »! Suggérons aux Bretonnes d'assister aux cours en coiffe, aux Basques en béret, aux Savoyards en bonnet, aux cathos coiffés d'une mitre, aux Normands avec un camembert sur la tête, les scouts en foulard et culottes courtes, aux pudiques militantes avec une ceinture de chasteté en pendentif... Ne nous reste que la dérision!

Et ce n'est pas fini... À Sciences-Po, le prof exaspéré reproche à l'étudiante d'être « un cheval de Troie de l'islamisme ». Excessif ou fine analyse? Escortée d'indignés* compulsifs, la cavalière nocturne quitte l'amphi en clamant sa liberté de se voiler. Pendant ce temps, les étudiants n'étudient pas. Qu'importe! Que fait, à votre avis, le directeur de l'IUP? Comme d'habitude: s'excuser platement, déplorer en pleurnichant cet « incident regrettable » et réaffirmer bien entendu « son attachement aux valeurs républicaines ». Comme si la République devait s'acclimater à ces signes d'inégalité* et d'infériorisation de la femme!

Au-delà de la question vestimentaire qui nous déshabille de notre laïcité*, cette querelle préfabriquée pose la question de la liberté d'expression* de l'enseignant qui ne peut plus rien dire dans son cours ou, pire, que l'on désavoue parce qu'il aurait mal interprété la loi et qui doit subir, en même temps, la désapprobation médiatique.

Ce voile cache en outre bien d'autres choses. Notamment le fait que l'on abandonne les musulmanes qui n'en veulent pas et se retrouvent abandonnées. Mais aussi que l'on renonce, dans l'espace visible, à chasser les fantômes de l'intégrisme. En octobre 2014, c'est à l'Opéra-Bastille que le voile intégral a cherché à s'imposer. Plus couillus que les directeurs d'université, les chanteurs ont décidé une grève des cordes vocales si on ne faisait pas sortir la porteuse de *niqab*, assise au premier rang. Ce qui fut fait, puisque l'Opéra est un lieu public où le voile intégral est interdit.

VOLONTARISME

Le volontarisme, en politique, consiste à être volontaire dans les mots, à défaut de l'être dans les actes. Sarkozy est volontaire quand il annonce qu'il ira chercher la croissance « avec les dents ». Lui, au moins, il a des dents ! Hollande est volontariste quand il annonce qu'il est décidé à « combattre le terrorisme ». Qu'importe leur échec respectif. Voilà bien longtemps que l'on n'attend plus de résultats de la part de nos dirigeants.

Le volontarisme est une posture forcément bien-pensante, c'est-à-dire promettant d'agir dans la bonne direction. A-t-on, en effet, jamais entendu parler de « volontarisme » pour qualifier un programme (vraiment) de droite ? Sarkozy ou Hollande seront volontaristes. Jamais Marine Le Pen. Au mieux, elle sera démagogue,

populiste ; au pire, dangereuse. Aux grands mous, les grands remèdes : volonté, volontarisme !

VULGAIRE

Appeler un chat un chat, un con un con, dire qu'il fait jour en plein jour et nuit en pleine nuit, c'est vulgaire. Dire qu'il faut écraser Peillon du pied gauche est considéré comme vulgaire par David Pujadas. En revanche, comparer Marine Le Pen à un étron est le summum de la distinction. De même, lorsqu'on traite les électeurs du Front de « gros cons* » – expression, dans ce cas, de la plus fine poésie.

En revanche, même pétitionnant pour la pédophilie, un intellectuel de gauche* n'est pas vulgaire. La chemise ouverte de BHL* n'est pas vulgaire. La prétention infatuée d'Arnaud Montebourg n'est pas vulgaire. Les Femen qui se dépoitraillent en hurlant « *fuck!* » contre l'Église, avant de mimer un avortement sur un autel, ne sont pas vulgaires. Traiter de « salaud » un électeur FN n'est pas vulgaire. Un homo militant manifestant une plume dans le cul et un doigt dans celui de son voisin moustachu durant la Gay Pride n'est pas vulgaire. Les milliards clinquants des Qataris amis-de-la-France ne sont pas vulgaires. Un groupe de rap* qui éructe contre les « meufs » et les « keufs » sur fond de partouze sado-maso n'est pas vulgaire.

Le vulgaire, c'est celui qui a une pensée vulgaire, c'est-à-dire une pensée que n'agrément ni Ruquier* ni Canal +. C'est le Français qui ose dire tout haut ce qu'il pense tout bas, c'est le non-conformiste. Vulgaire, définitivement, est celui qui a le mauvais goût de trouver qu'il y a trop d'insécurité. Pas celui qui s'habille mal ou qui conjugue mal, mais celui qui est mal élevé au point de dire des choses qui ne se disent pas.

Comme toute la gauche caviar, pétarde, fêtarde, moucharde, richarde, geignarde, soularde, soixante-huitarde et ringarde, on peut mettre ses enfants dans une école privée à l'abri des racailles, mais à une seule condition : ne jamais avouer que c'est pour mettre ses enfants à l'abri des racailles. Il y a des choses, mōssieur, qui ne se disent pas...

VULNÉRABLES

Sont considérés comme entrant dans la catégorie des populations vulnérables, non pas les plus démunis, ni même les enfants ou les plus faibles physiquement, mais uniquement ceux qui sont considérées comme « discriminées » ou discriminables : immigrés, sans-papiers*, Roms, musulmans... En bref, les fameuses minorités dites visibles. Auxquelles on peut ajouter les homosexuels (pas toujours) visibles. Tous ceux que la mal-pensance dénigre et que l'oppression condamne. Et dont le quotidien est forcément un enfer.

Une fois qu'ils sont étiquetés vulnérables, il convient de les protéger. Comme une espèce protégée. Donc, on les protège. Comment ? En en faisant des citoyens à part, disposant de protections (très) supérieures au reste de la population. Un Blanc n'a pas le droit de se plaindre du racisme* anti-Blanc. Un pied-noir n'a pas le droit de parler de racisme anti-pied-noir. Idem pour les Alsaciens, les Bretons, etc. Le racisme*, le seul, le vrai, celui qu'il faut « extirper » dès l'école maternelle*, comme disent les socialistes, est exclusivement réservé aux « populations vulnérables »... À noter que ce bouclier du racisme*, fourni dès la naissance avec la couleur de peau, peut être utilisé en presque toute circonstance : pour justifier une « rébellion » contre les forces de l'ordre, bien sûr, pour porter plainte contre une boîte de nuit qui ne vous a pas

accepté, vous et douze copains complètement bourrés, pour attaquer l'entreprise qui ne vous a pas embauché comme ingénieur en astrophysique avec votre seul CAP, mais aussi – cela s'est vu de la part de parents – pour protester contre le prof qui vous a mis une mauvaise note.

Mais les avantages octroyés aux populations vulnérables ne s'arrêtent pas là. On peut y ajouter l'assistance systématique de la bien-pensance et des médias*. Lorsqu'il est coupable, on évite de dire que le délinquant s'appelle Mohammed; lorsqu'il est victime*, il l'est parce qu'il s'appelle Mohammed. Autre avantage généreusement octroyé: les quotas, assumés et non assumés, à la télé, dans les pubs, les films, sur les listes des partis aux élections, en attendant cette «discrimination* positive» que les bien-pensants attendent de leurs vœux. Son synonyme: la prime à la vulnérabilité. Un jour, nos gamins nous diront: «Papa, maman, quand je serai grand, je veux être vulnérable!»



ZEMMOUR (Éric)

Je réponds ici à tous ceux, nombreux, qui m'ont demandé mon opinion sur l'analyse d'Éric Zemmour concernant le maréchal Pétain. Lequel, affirme-t-il, aurait sauvé des juifs français en sacrifiant les juifs étrangers. Sur ce sujet qui divise encore les Français, je n'ai nulle envie de me dérober, bien au contraire.

Le pamphlet de Zemmour¹ est un coup de tonnerre qui a fait choir de leur édredon tous les bien-ronflants de la bien-pensance. En ce qui me concerne, et n'en déplaise aux intellos qui bricolent le mécano médiatique, je l'affirme, Zemmour a raison sur tous les points, sauf sur deux : le titre de son livre et la « question juive ».

Le titre ? La France ne se suicide pas, on l'assassine ; c'est différent ! Zemmour est sorti de la tranchée pour balancer à la face perdue de tous les planqués de la vérité un brûlot censé brûler les cervelles – s'il y en avait encore. Non, il n'y a pas suicide ! La France n'est pas une baleine qui s'échoue sur le rivage. Depuis des années, on la tue à petit feu, à coups de mesures, de lois, de pratiques, d'événements, de soumission, de communautarisme,

1. *Le Suicide français*, Albin Michel, 2014.

de multiculturalisme et d'eupéisme dogmatique. Les auteurs de ce crime commis en toute connaissance de cause: les technocrates mondains ivres d'idéologie soixante-huitarde, toujours à la recherche, comme les vieilles putains, d'une vertu vérolée.

Sur Vichy et son Maréchal, qui donna son prénom au fils du Général, je ne suis pas d'accord. Non pas, comme certains, au nom d'un gaullisme religieux mais par respect de la réalité historique. La thèse de Zemmour n'est pas nouvelle; elle a sa part de vérité, mais, comme le dit l'historien André Kaspi, elle est incomplète, donc fausse. Les lois antijuives ont été adoptées en 1940 et 1941 par le gouvernement de Vichy et ont réduit les juifs tricolores au rang de citoyens de seconde zone. Datant d'octobre 1940, le document original de l'État français établissant un «statut des Juifs» a été annoté de la main du Maréchal. La même qui décora Mitterrand de la francisque. La même, surtout, qui serra celle d'Hitler à Montoire et signa les nominations de Bousquet et Papon durcissant le caractère antisémite du régime. Dès lors, comment oser dire que Pétain a sauvé des juifs?

Reste une question: pourquoi la gauche relance-t-elle toujours ce débat septuagénaire pour se donner bonne et prude conscience? Réponse: parce qu'elle est rongée par la mauvaise conscience et un sentiment de culpabilité. Qui, en effet, a donné le pouvoir, donc le moyen de ses lois antisémites, au Maréchal? L'Assemblée du Front populaire. Laquelle, comme le rappelle l'historien Marc Ferro, «a tordu le cou à la Constitution de 1875 et au parlementarisme¹». Lors du vote sur le projet de révision, on ne dénombrera que trois voix contre à l'Assemblée, une seule voix contre au Sénat*... Pendant les débats,

1. Marc Ferro, *Pétain*, Fayard, 1987.

Léon Blum, qui vota contre, ne prit pas la parole... Voilà comment la colique parlementaire donna mission au vainqueur de Verdun, par 569 voix contre 80 (et 17 abstentions), de bâtir une nouvelle Constitution censée garantir « le Travail, la Famille et la Patrie ». Parmi les quatre-vingts votes contre figuraient nombre d'hommes de droite et d'extrême droite, tandis que deux ministres issus du Front populaire, Albert Rivière et André Février, iront siéger avec l'accord de Blum dans le gouvernement Pétain – le premier comme ministre des Colonies, le second comme ministre de la Santé publique. Voilà pourquoi ce passé ne passe pas !

Aujourd'hui, les « fasciseurs » d'autrui s'en donnent à cœur joie dans la chirurgie esthétique de l'Histoire. Même s'il y sera fait allusion durant les débats, l'acte d'accusation concernant Pétain ne dit pourtant pas un mot sur l'antisémitisme d'État. L'accusation n'apparaît qu'à l'occasion des interrogatoires du juge Bouchardon – lequel avait prêté serment de fidélité à Pétain en 1941 et déclaré sa haine* des juifs au journal *Je suis partout* en 1942... L'acte d'accusation initial ne vise « que » l'« attentat contre la sûreté intérieure de l'État » et l'« intelligence avec l'ennemi ». Aucune mention des persécutions ignobles que durent subir les juifs ! Voilà pourquoi, une nouvelle fois, ce passé ne passe pas...

Comment pourrait-il passer, du reste, puisque la marque de Vichy figure encore aujourd'hui dans de nombreux textes en vigueur : la retraite* par répartition, œuvre du secrétaire d'État au travail (et ancien dirigeant de la CGT*) René Belin ; l'Ordre des médecins ; l'Inspection du travail ; le salaire minimum ; les comités d'entreprise ; le fonds national du chômage ; les tickets-restaurants ; la carte d'identité ; l'heure d'été ; la non-assistance à personne en danger ; le sport au bac ; la police nationale ; les appellations d'origine contrôlées ;

le menu* au restaurant proposant un plat du jour à prix fixe; la visite médicale à l'école... J'en passe et des meilleurs¹ !

Si ce passé ne passe décidément pas, c'est que la maison de la mauvaise conscience est hantée.

1. Cf. Cécile Desprairies, *L'Héritage de Vichy. Ces cent mesures toujours en vigueur*, Armand Colin, 2012.

Conclusion

Céline écrivait : « Je suis au bout des mots ! » Nous y sommes.

Ça y est : on a touché au bout du bout de nos mots, tant ils sont fatigués de notre fatigue, de notre désordre, de notre incapacité à les emplir du réel dont ils ont besoin pour exister.

On parle à vide, vite, le temps d'une émission de télé, d'un tweet, d'un débat de perroquets sur les perchoirs des micros ; on fait le buzz, dans un bruit de mouches du coche médiatique, à qui crierà le plus fort. Pauvres mots, morts au champ dormeur de l'anesthésie générale du débat public, où les tartuffes guettent, le fer rouge de l'indignation à la main, les ciseaux de la censure prêts à couper les petites phrases isolées pour tuer, ostraciser ! Parler = procès !

Il faut dire et répéter ce que tout le monde dit, sinon danger : au cul-de-basse-fosse de la 17^e chambre, et vite ! C'est la case casier judiciaire sous la trombe des condamnations, dont la pire de toutes : la condamnation morale.

Aujourd'hui Lévi-Strauss irait dare-dare en correctionnelle, Rabelais serait jugé vulgaire et misogyne, Voltaire raciste... Quant à Jaurès qui voulait fusiller Dreyfus, il perdrait son Panthéon dans une déculottée morale.

Les mots ne sont plus qu'émotion superficielle édifiés sur l'anecdote du moment, du ponctuel et de l'immédiat. Nous sommes devenus des bricoleurs de mots dont l'usage est de faire de l'image, non du sens!

Personne n'y échappe car personne n'est parfait, à commencer par... votre serviteur.

Au moins ai-je voulu, avec ce petit ouvrage, pointer ces dérives, avec l'espoir de provoquer un choc salvateur avant que tout ne soit définitivement figé et que l'on ait oublié le vrai sens des vrais mots.

Dans son remarquable ouvrage – *Comment sommes-nous devenus si cons?* –, Alain Bentolila dénonce les procédés utilisés pour cette crétinisation du langage : la « nominalisation », c'est-à-dire le fait de fabriquer un nom à partir d'un verbe, l'utilisation de la voix passive, l'absence systématique de compléments circonstanciels de lieu, de temps, de manière, de cause, qui escamote l'identité du responsable et efface volontairement la circonstance, excluant « toute tentative de vérification » et donnant à la phrase « une valeur de vérité générale difficilement contestable ». D'où le succès de l'anaphore, nombrilisme verbal qui donne de la conviction à l'absence de conviction ; de la métaphore qui « donne l'illusion du concret » (« boîte à outils », « Kärcher »), mais où n'existe que le vide des mots ; de la généralité, des banalités, des « éléments de langage » ; de l'euphémisme, qui est la trouille du réel, la lâcheté des mots, la peur de dire...

Perdre le sens des mots, c'est perdre le sens de nos vies. C'est oublier qu'au commencement était le Verbe, lequel, jusqu'à en mourir, n'accepte aucune soumission. Non point le verbe d'une religion – toutes se valent dans l'amour –, mais le Verbe de ce que nous avons de plus cher : la Liberté!

Fasse que ce livre soit compris pour ce qu'il est : une ode à cette liberté.

*Cet ouvrage a été composé
par Soft Office (à Eybens)*

Impression réalisée par

PRÉSENCE GRAPHIQUE

en mars 2015

*pour le compte des Éditions de l'Archipel,
département éditorial
de la S.A.S. Écriture-Communication*

Imprimé en France
N° d'impression :
Dépôt légal : avril 2015

Amalgame, Démagogie, Discrimination, Épuration, Fascisme, Front républicain, Homophobie, Immigration, Insertion, Laïcité, Lepénisation, Racisme, Récidive, Stigmatisation...

Autant de termes piégés pour occulter la réalité des problèmes et nous empêcher de penser.

Depuis des années, la société française baigne dans le conformisme langagier. Une paralysie idéologique frappe notre vocabulaire et, par contrecoup, notre démocratie. Or, imposer ses mots, c'est imposer ses idées. Un clandestin devient un « sans-papier », une cité de banlieue un « quartier », une pensée non conforme un « populisme ». Politiquement correct et bien-pensance sont les gendarmes de ce lexique.

Debout les mots ! À bas l'autocensure ! De *A* comme *Acquis sociaux* à *Z* comme *Zemmour*, Gilbert Collard embroche la « crétinisation du langage » et les méfaits de la pensée unique. Son glossaire à rebrousse-poil ose appeler un chat un chat, avec humour et pugnacité.

« Grande gueule » et avocat médiatique, aujourd'hui député, Gilbert Collard se définit lui-même comme un orchidoclaste : un « casse-couilles démocratique » !

